

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
DROIT DES SYNDICATS

D'ESTER EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

ANTOINE BERGERON

PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
DROIT DES SYNDICATS

D'ESTER EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

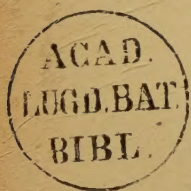
Sera soutenu le lundi 31 octobre 1898, à 8 heures

PAR

ANTOINE BERGERON

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants : { MM. LYON-CAEN, } professeurs.
WEISS, }



PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON FRÈRE

A MA SŒUR

INTRODUCTION

La loi du 22 germinal an XI et le Code pénal de 1810 (1), étendant les dispositions de la loi des 14 et 17 juin 1791, prohibèrent les associations ouvrières. Par esprit de réaction contre les corporations de l'ancien régime, qui avaient asservi le travail par une réglementation trop minutieuse, le législateur tomba dans un excès contraire en punissant comme un délit, de l'amende ou de la prison, l'entente entre personnes d'une même profession, « toute coalition » soit entre patrons, soit entre ouvriers, qui aurait pour but « de forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires » ou « de suspendre, empêcher, enchérir les travaux ». Cette rigueur déjà excessive fut encore augmentée par la loi du 27 novembre 1849.

Sous le second empire, à la suite d'un voyage fait par les ouvriers français en Angleterre, lors de l'exposition de Londres en 1862, la loi du 25 mars 1864 supprima le délit de coalition. Il faut, à partir de cette époque, distinguer la coalition paisible, qui est la seule permise, et la coalition violente, qui demeure interdite. Cette loi ne punit plus la coalition en elle-même ; elle permet aux membres d'une même profession de se réunir, de discuter les conditions du travail, de se mettre en grève ; elle prévoit et punit seulement les violences commises par les grévistes, les interdictions de travailler à l'aide d'amendes ou de proscriptions, c'est-à-dire toute

(1) Art. 291 à 294 et art. 414, 415, 416.

atteinte à la liberté du travail ou de l'industrie (1). Mais le droit de coalition n'implique pas le droit de s'associer pour organiser et maintenir la coalition (2).

Malgré ces prohibitions, certaines corporations de l'ancien régime subsistèrent, telles que les portefaix de Marseille, les docks de Nantes, les brouetteurs du grand corps au Havre (3) ; le compagnonnage survécut avec une organisation si solide que nous le trouvons encore à Paris dans l'industrie du bâtiment ; plusieurs associations patronales s'établirent. Du côté des ouvriers, le mouvement ne prit un grand essor qu'à la suite de l'exposition de Londres, durant laquelle nos ouvriers parisiens se mirent en contact avec les *trade's unions*.

Quelle était la situation légale de ces sociétés ? Créées contrairement à la loi de 1791, tolérées par le gouvernement « qui voyait dans leur existence plutôt un moyen de faciliter l'action de l'autorité qu'une organisation destinée à veiller aux intérêts généraux de la profession (4) », elles n'avaient pas d'existence légale. Elles tombaient sous l'application de la loi pénale. C'est ainsi que la Cour de Lyon, par un arrêt du 15 avril 1874 (5), prononça la dissolution de la Société de l'Union des ouvriers sur métaux : « Attendu, dit l'arrêt, qu'en admettant que l'administration ait été toujours exactement au courant de la situation réelle..... cette circonstance jointe au silence plus ou moins prolongé de l'administration ne pourrait être considérée que comme une simple tolérance, mais qu'il est de jurisprudence constante, consacrée par les arrêts de la Cour de cassation du 22 juillet 1837 et du 12 novembre 1868, que la tolérance de l'autorité à l'égard d'une association illicite ne saurait

(1) Nouveaux art. 414, 415, 416.

(2) Cass., 23 février 1866, D. 66.1.89 ; — Cass., 7 février 1868, D. 68. 1. 415.

(3) Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers*, p. 272 et s.

(4) Dalloz, *V^o Ouvriers*, n^o 159.

(5) D. P. 75.2.65.

équivaloir à une autorisation. » Cette tolérance administrative n'empêchait pas ces sociétés d'être nulles de plein droit au point de vue de la loi civile. Simples associations de fait, elles n'avaient ni personnalité civile, ni représentant légal, alors même qu'elles eussent été autorisées (1). Leurs conventions collectives, relatives aux conditions du travail, étaient frappées de nullité. Le syndicat mixte, l'Union de la fabrique de rubans de Saint-Étienne avait établi une tarification des salaires, avec clause pénale, pour le cas de violation de l'engagement de la part des patrons. Plusieurs d'entre eux ne respectèrent pas la convention et refusèrent de payer l'indemnité. Le tribunal de Saint-Étienne, chargé de juger l'affaire, donna gain de cause aux patrons. De plus, ces associations ne pouvaient ester en justice, comme le prouve un arrêt de la Cour de Limoges du 26 avril 1820 (2), déboutant un sieur Constantin, syndic d'une corporation de marchands de bois, qui voulait défendre en justice les intérêts de cette corporation, autorisée par un arrêté du préfet de la Haute-Vienne. « Considérant que toutes les corporations ayant été supprimées et la loi n'en reconnaissant plus, Constantin ne peut ester en justice sous la qualité de syndic de la prétendue corporation des marchands de bois. » Passibles de la loi pénale, nuls de plein droit au point de vue civil, les syndicats avaient donc sous le régime de la tolérance administrative une situation des plus précaires.

Les ouvriers protestaient contre cet état de choses. Ils réclamaient l'abrogation des dispositions légales. Ils ne se contentaient pas du droit de coalition que leur avait accordé la loi de 1864 et formaient des associations secrètes. « Ne pou-

(1) Glotin, *Étude historique, juridique et économique des syndicats professionnels*, p. 114.

(2) S. 1823.1.340. Conf. par la C. de cass. le 18 nov. 1823.

vant s'associer publiquement, dit M. Marcel Barthe (1), les ouvriers s'associèrent clandestinement et l'Internationale qui, à son origine, n'avait été qu'une association conçue dans le but d'amener des améliorations dans les conditions d'existence des ouvriers, par l'étude comparée des institutions ouvrières chez les divers peuples de l'Europe, par l'exposition des doctrines économiques et par une entente sur le taux des salaires, devint une vaste conspiration habilement organisée contre la société, ayant ses cadres, ses chefs, ses points de ralliement. Il ne lui fallait qu'une occasion pour déployer ses forces ; l'insurrection du 18 mars 1871 la lui offrit. » La loi du 14 mars 1872 interdit cette association internationale. La tolérance du gouvernement subsista néanmoins et l'on vit de nombreux syndicats de patrons et d'ouvriers se créer et se développer. Le besoin de s'associer se faisait sentir d'un côté comme de l'autre. M. Tolain le constata dans son rapport au Sénat, présenté le 14 décembre 1883 (2). « L'homme isolé, dit-il, dominé par les nécessités de la concurrence, par les transformations industrielles ou par les fluctuations des marchés dues aux événements politiques, n'est plus maître de débattre en toute liberté les conditions de sa fabrication et le chiffre de son salaire : aussi, les uns et les autres (patrons et ouvriers) sont-ils invinciblement entraînés à se concerter, à s'unir pour la défense de leurs intérêts communs ; du reste, on n'a jamais pu empêcher, on n'empêchera jamais des hommes, exposés aux mêmes dangers comme aux mêmes besoins, ayant même intérêt, de chercher à s'entendre, à s'unir, pour s'aider, se protéger, se défendre contre les risques de toute nature, inhérents à la profession qu'ils exer-

(1) Sénat, Rapport de M. Marcel Barthe, *Journal officiel*, *Doc. parlem.*, juin 1882, p. 329.

(2) *Journal officiel* de janvier 1884, annexe n° 112, p. 117.

cent. » Les syndicats de patrons ou d'ouvriers augmentant sans cesse (1) et les réclamations des ouvriers devenant plus vives, il était urgent de faire une loi, qui aurait un double avantage, d'abord de réglementer les syndicats et de les soumettre tous au même régime, et enfin de permettre au gouvernement de savoir quelle attitude il doit tenir à leur égard. C'est ce qui amena M. Jules Cazot, ministre de la justice, et M. Tirard, ministre du commerce et de l'agriculture, à déposer au nom du président de la République sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à la création des syndicats professionnels. Déposé le 21 novembre 1880, il devint après trois délibérations à la Chambre et deux au Sénat la loi du 21 mars 1884.

Nous n'avons pas l'intention d'étudier cette loi dans tous ses détails. Nous voulons simplement en examiner un point particulier, le droit reconnu aux syndicats d'ester en justice. Mais, avant d'aborder ce sujet, il est indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur les caractères généraux des syndicats professionnels.

La loi du 21 mars 1884, conçue dans un esprit libéral, ne crée par les syndicats, qui, nous l'avons vu, étaient fondés depuis longtemps. Elle se borne à reconnaître ce qui se passe en fait, à donner une existence légale aux associations tolérées par le gouvernement. Dans son article premier, elle supprime les dispositions légales spécialement relatives à la défense des associations professionnelles (2) et leur rend inap-

(1) Dans son rapport à la Chambre des députés, M. Allain-Targé constate qu'il existe 138 associations de patrons avec 15.000 adhérents, 150 chambres syndicales d'ouvriers avec 60.000 adhérents environ sur 300.000 à Paris, et 350 associations d'ouvriers dans les départements, parmi lesquelles celle de la soie à Lyon représente environ 18.000 membres. Ces associations sont connues et tolérées.

(2) Loi des 14 et 17 juin 1791 et art. 445, C. P.

plicables les textes qui constituent le droit commun en matière d'association (1). Désormais les syndicats obtiennent une faveur spéciale : les personnes « exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés » peuvent s'associer sans encourir les sévérités de la loi pénale et sans voir leurs actes frappés de nullité, et pour cela elles n'ont pas besoin d'obtenir l'autorisation du gouvernement (art. 2). L'article suivant indique d'une façon précise l'objet du syndicat. « Il doit avoir exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. » Il n'y a que deux formalités à remplir : dépôt à la mairie des statuts et des noms des personnes chargées de l'administration ou de la direction, qui devront être françaises et jouir de leurs droits civils, et communication des statuts au procureur de la République. Ces formalités remplies le syndicat a une existence légale. La loi lui reconnaît la personnalité civile, à cette seule condition qu'il soit régulièrement constitué ; c'est ce qu'elle décide indirectement en leur permettant d'ester en justice et d'acquérir (art. 6). MM. Trarieux, Goblet et Ribot proposèrent en vain d'admettre deux sortes de syndicats, les uns légaux sans la formalité du dépôt et les autres acquérant seuls la personnalité par la formalité du dépôt ; M. de Mun ne voulait accorder la personnalité qu'aux syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers ; un troisième système consistait à réserver au préfet le droit d'accorder la personnalité à chaque syndicat après examen préalable. Le Sénat repoussa ces propositions. Toute association professionnelle, qui pour sa constitution a observé les formalités mentionnées plus haut, a une personnalité distincte de ses membres, susceptible d'avoir des

(1) Art. 291 à 294, C. P. et loi du 17 avril 1834.

droits, de contracter des obligations et d'ester en justice pour faire valoir ses droits et respecter les engagements pris. La loi énumère ensuite les principaux actes que peut faire un syndicat, énumération qui n'a rien de limitatif, et, dans ses derniers articles, fixe des sanctions civiles et pénales des prescriptions de la loi. Nous aurons dans le cours de cette étude à revenir sur les articles qui touchent directement à notre sujet.

Contrairement à ce qui avait lieu auparavant, les syndicats professionnels peuvent désormais ester en justice, c'est-à-dire intenter une action ou y défendre. Quelle est l'étendue de ce pouvoir ? Telle est la question que nous essaierons de résoudre. N'y a-t-il pas des cas nombreux dans lesquels l'action en justice ne peut être exercée que par le syndicat ou ne peut être dirigée que contre lui ? Nous rencontrerons aussi plusieurs hypothèses au sujet desquelles il nous sera difficile, à travers les divergences de la doctrine et de la jurisprudence, de rechercher si le syndicat professionnel est recevable à agir en justice.

Après avoir étudié ces deux points, dans deux chapitres différents, nous examinerons dans un troisième plusieurs questions de procédure, relatives à l'exercice des actions dirigées par ou contre le syndicat.

CHAPITRE PREMIER

L'ACTION EN JUSTICE NE PEUT DANS CERTAINS CAS ÊTRE EXERCÉE
QUE PAR LE SYNDICAT OU NE DOIT ÊTRE DIRIGÉE QUE CONTRE
LUI.

SECTION I. — De la personnalité civile des syndicats.

Dans le rapport fait à la Chambre des députés le 15 mars 1881, au nom de la commission chargée d'examiner le projet relatif aux syndicats professionnels, M. Allain-Targé reconnaît que la personnalité civile leur est indispensable, s'ils ne désirent pas seulement obtenir le succès momentané d'une grève ou d'une coalition, mais s'ils veulent établir une association durable, permanente, et rendre, surtout aux ouvriers, les services attendus. « A quoi bon le droit de naître, dit M. Bertault, s'il n'implique pas le droit de vivre et de prospérer (1). » Vivre et prospérer, les syndicats n'atteindront pas ce double but en se réunissant simplement pour se concerter et agir. Le droit de s'associer, ainsi limité, ne suffit pas. Il faut créer un être moral, capable de s'engager, d'ester en justice, de recevoir et de donner des mandats. M. Allain-Targé conclut : « L'article 5 du projet de loi confère aux associations professionnelles des droits sans lesquels elles ne peuvent agir et fonctionner qu'en fraude de la loi et sans garantie pour les associés, pour les tiers, ni pour l'État. »

(1) M. Bertault, Rapport à l'Assemblée nationale le 14 décembre 1871.

Ces idées ont été développées de nouveau par M. Antonin Dubost, dans la séance du 21 mai 1881 à la Chambre des députés (1).

Que signifie cette appellation de personnalité civile ?

M. Laurent (2) dit que les hommes seuls sont des personnes et que l'expression de personne civile ou morale ne se trouve pas dans nos lois. Il considère comme inexacte et dangereuse l'assimilation faite entre les personnes physiques et les corps politiques tels que l'État, le département et la commune, ou des établissements d'utilité publique tels que les hospices, les bureaux de bienfaisance, les séminaires, les fabriques d'église, certaines congrégations religieuses : elle est inexacte, puisque ces prétendues personnes civiles n'ont pas un droit de propriété aussi absolu que celui appartenant aux particuliers et elle est dangereuse, car « elle favorise l'ambition qui est innée aux corporations en semblant les mettre sur la même ligne que les hommes et, par suite, leur reconnaître les mêmes droits ». Ces prétendues personnes civiles exercent un service public. Elles ont seulement des charges, mais n'ont pas de droits. La loi a seule le pouvoir de les créer, seule elle doit fixer dans quelles limites elles exerceront leurs facultés. Il n'y a donc pas de comparaison possible entre elles et les personnes physiques.

M. Piébourg a vivement combattu le système de M. Laurent. Se plaçant à un point de vue tout à fait opposé, il admet avec toutes ses conséquences la fiction de la personnalité civile et assimile complètement les personnes morales aux personnes physiques. Il leur accorde tous les droits reconnus à ces der-

(1) Rapport de M. Allain-Targé, *Journal off.* du 10 mars 1881, annexe n° 3420, p. 361. Discours de M. Antonin Dubost, *Journal off.* du 21 mai 1881.

(2) *Principes de droit civil*, t. I, p. 367 et s.

nières, sauf cependant ceux qu'un texte spécial leur refuse ou ceux qui seraient incompatibles avec leur nature (1). Cette théorie a été également soutenue par plusieurs auteurs. MM. Aubry et Rau limitent, il est vrai, la capacité des personnes civiles aux droits se référant au patrimoine, limitation conforme du reste à la tradition. « La capacité des personnes morales, disent-ils (2), est restreinte aux droits et obligations qui se réfèrent au patrimoine. Mais dans cette sphère, leur capacité est en principe la même que celle des personnes physiques. »

La théorie de M. Piébourg diffère-t-elle, autant qu'elle le paraît de prime abord, de celle de M. Laurent ? N'y trouvons-nous pas une idée commune ?

Bien qu'il donne une grande extension à la personnalité civile, M. Piébourg reconnaît que ces créations artificielles voient leurs droits limités dans la mesure de leur institution. « L'être moral reçoit avec la vie l'indication de la carrière qu'il doit parcourir, il n'est jamais reconnu par l'État qu'avec une destination définie et un caractère spécial et sa capacité juridique est restreinte dans la limite de ce caractère et de cette destination. » Ce n'est qu'au point de vue théorique qu'on peut assimiler les personnes civiles ou morales aux personnes physiques et cette assimilation est aussi complète que possible, puisque les personnes civiles sont aptes à acquérir tous les droits. Mais, dans la réalité des faits, leur rôle est fixé par la loi qui les institue, s'il s'agit de personnes créées par la loi, comme l'État, la commune ou les hospices, les fabriques, par un décret s'il s'agit d'établissements reconnus d'utilité publique et érigés en personnes civiles par le décret qui les crée, ou enfin par les statuts s'il s'agit de personnes civiles privées

(1) *De quelques questions sur les personnes civiles*, p. 34.

(2) *Cours de droit civil français*, t. I, § 54, p. 191.

comme les associations syndicales, ou les sociétés commerciales qui existent de plein droit sans autorisation du gouvernement à la condition de remplir certaines formalités de publicité. Leur sphère d'action est ainsi nettement déterminée. Chaque fois qu'elles resteront dans la limite de leurs attributions et de leur objet elles jouiront de tous les droits civils, pourront se livrer à tous les actes de la vie juridique, avec la même étendue que les personnes physiques, à moins que la loi n'y apporte des dérogations expresses. « En un mot, dit M. Beudant, les personnes civiles n'existent qu'en vertu de la loi ou d'une autorisation de l'État ; elles n'ont l'individualité juridique que dans la mesure de leur institution ; la destination de chacune fixe la mesure de ses droits (1). » Ces limites déterminées par la loi, les décrets ou les statuts ne peuvent dans aucun cas être dépassées, sinon la personnalité civile disparaît.

Cette fiction de la personnalité civile qui assimile avec quelques restrictions, il est vrai, un être juridique, créé artificiellement, à une personne physique n'est pas nouvelle (2). Le droit romain la connaissait. Pothier reproduit la même théorie, lorsqu'il dit : « Les corps et communautés établis suivant les lois du royaume sont considérés dans l'État comme tenant lieu de personnes : *veluti personam subtinent* ; car ces corps peuvent, à l'instar des personnes, aliéner, acquérir, posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger, obliger les autres envers eux. » Ces dispositions se retrouvent dans plusieurs articles du Code : l'article 937 notamment reconnaît que des donations peuvent être faites au profit d'hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique, à condition que les administrateurs de ces communes ou de ces

(1) D. P. 79.1.5. Note de M. Beudant.

(2) M. Raoul Jay, *La personnalité civile des syndicats professionnels*.

établissements soient autorisés à les accepter. Les personnes civiles peuvent ainsi exercer tous les droits, qu'un texte formel ne leur retire pas, avec les réserves et les formalités établies par la loi.

La loi du 21 mars 1884 a-t-elle rompu avec la théorie traditionnelle? La lecture des travaux préparatoires donne une réponse négative. Les orateurs, qui ont pris part à la discussion, parlent à plusieurs reprises de personnalité civile, et cela sans réserves ni protestations d'aucune sorte. Dans son rapport à la Chambre des députés, M. Allain-Targé, nous l'avons déjà vu, dit que le droit de s'associer ne suffit pas aux syndicats et qu'il importe de créer un être moral. En défendant son contre-projet, M. Trarieux nous donne même la définition de la personnalité civile : « C'est la constitution d'un être moral qui a le droit d'acquérir, de posséder, de disposer, d'une manière générale, de transiger, de compromettre, de jouir en un mot de tous les droits civils que peut avoir dans notre société la personne majeure et reconnue par la loi (1). Il n'est donc pas douteux que la loi de 1884 adopte la théorie traditionnelle de la personnalité civile. L'article 6 ne le dit pas expressément, mais, en reconnaissant aux syndicats professionnels le droit d'ester en justice et le droit d'acquérir, il mentionne les deux conséquences les plus importantes de cette personnalité. S'il est régulièrement constitué, le syndicat devient une personne distincte de celle de ses membres, ayant un patrimoine distinct de celui de ses membres et susceptible de devenir sujet actif ou passif d'obligations. L'énumération que renferme l'article 6, des principaux actes permis aux syndicats n'a rien de limitatif : M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, le déclare lui-même dans sa circulaire aux préfets,

(1) Chambre des députés, séance du 21 mai 1881. *Journ. off.* du 22 mai.

relativement à l'application de la loi. Le syndicat a les pouvoirs les plus étendus à condition qu'il ne sorte pas de ses attributions « étude et défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Pendant la discussion de la loi, les orateurs qui parlaient de personnalité incomplète faisaient allusion aux restrictions de l'article 6 apportées à la faculté d'acquérir.

Un syndicat professionnel a été régulièrement constitué. Les fondateurs ont rédigé et déposé à la mairie les statuts, qu'ils ont communiqués au procureur de la République. Ils ont aussi déposé les noms des administrateurs ou directeurs : ceux-ci sont français et jouissent de leurs droits civils. Après l'accomplissement de ces formalités, le syndicat a certainement une existence légale, une personnalité distincte de celle de ses membres ; il possède un patrimoine distinct de celui de ses membres ; il est susceptible d'acquérir des droits. Il peut survenir une contestation judiciaire sur ces divers points. Qui aura qualité pour intenter l'action ou y défendre ? Evidemment ce ne peut être que le syndicat, par l'intermédiaire d'un représentant légal, comme nous le verrons plus loin. Ce sont ses intérêts propres qui sont en jeu, lui seul peut les défendre, lui seul y a intérêt. De plus le syndicat, qui a accompli des actes juridiques, se trouve peut-être engagé vis-à-vis des tiers. Il ne lui est pas loisible désormais de répudier les conséquences de cette personnalité. Les tiers ont le droit de le poursuivre et d'atteindre son patrimoine (1).

(1) Bry, *Législation industrielle*, p. 255.

SECTION II. — **Actions relatives à la constitution
du syndicat.**

Les premières difficultés, qui peuvent faire l'objet d'un débat en justice, se rapportent à la constitution du syndicat, à la création de cet être juridique, de cette personne morale, qui est une personne spéciale, distincte de la personnalité des différents membres composant l'association. La personnalité morale appartient de plein droit au syndicat régulièrement constitué, elle est inséparable de son existence. Le syndicat n'est pas forcé de se livrer aux actes de la vie juridique, mais lorsqu'il aura accompli ces actes, il ne peut en éviter les conséquences et refuser le bénéfice de la personnalité ; par contre il est impossible de la lui contester. Supposons qu'un syndicat a été irrégulièrement constitué. Il ne comprend pas uniquement des « personnes exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés » ; ou bien il n'a pas exclusivement pour objet « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles » ; ou bien les formalités du dépôt n'ont pas été observées ou enfin l'une quelconque des prescriptions mentionnées a été violée. Qu'arrivera-t-il ? L'article 9 répond : « Les infractions aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6. Au cas de fausses déclarations relatives aux statuts et aux noms et

qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs. »

Si quelques personnes se réunissent, forment une société sous le nom de syndicat professionnel mais ne tiennent aucun compte de la loi de 1884 au point de ne pas faire de déclaration du tout, ou de ne pas répondre à la définition des syndicats, évidemment il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 9. Ces associations occultes n'ont pas d'existence légale et ne jouissent pas de la personnalité civile. La sanction établie par la loi ne vise que le cas où de simples irrégularités ont été commises. « Tant que, dit M. Brunot (1), les infractions dont les sociétés se rendront coupables, ne vicieront pas radicalement la nature de ces sociétés et permettront de ranger celles-ci, de fait comme de nom, dans la catégorie des syndicats ; tant que ces infractions par leur fréquence ou leur nombre garderont le caractère d'infractions accidentelles, isolées, visées par le texte de l'article 9, cet article sera seul applicable. »

Des infractions ont été commises. Le procureur de la République peut se montrer plus ou moins sévère suivant la gravité de ces infractions, se borner à faire prononcer une amende par le tribunal correctionnel ou requérir accessoirement la dissolution du syndicat.

Dans le premier cas, l'amende est prononcée contre les administrateurs ou directeurs du syndicat. Ils ont commis un délit, en ne vérifiant pas si les formalités prescrites ont été observées et doivent seuls subir la peine. Le procureur de la République requiert-il la dissolution du syndicat ? Il importe de mettre en cause le syndicat, qui a peut-être pour représentant légal une personne autre que les administrateurs ou directeurs et qui a intérêt à ce que le tribunal ne statue pas sans l'avoir

(1) Brunot, *Les syndicats professionnels*, p. 107.

entendu. Jusqu'au moment où la sentence est rendue, le syndicat existe, il jouit de la personnalité civile, ses actes sont valables. Dans le procès engagé, c'est son existence même qui est en cause, puisque le tribunal peut suivant les cas prononcer sa dissolution. Eh bien ! Il faut lui permettre de combattre les conclusions du procureur de la République.

On conteste, il est vrai, que le syndicat jouisse de la personnalité civile et puisse ester en justice, s'il n'a pas été régulièrement constitué. Les auteurs qui soutiennent cette théorie (1), parlent de la formalité du dépôt des statuts et des noms des administrateurs ou directeurs et s'appuient sur les travaux préparatoires.

La Chambre des députés avait d'abord voté le système de MM. Trarieux, Goblet et Ribot, établissant deux sortes de syndicats : les uns, sans la formalité du dépôt et ne jouissant pas de la personnalité civile, et les autres, avec la formalité du dépôt, jouissant de la personnalité civile. La personnalité était inséparable du dépôt. Le Sénat ne conserva pas cette distinction et exigea pour tous les syndicats la formalité du dépôt. Ne doit-on pas en conclure que la loi n'a conservé que la seconde catégorie de syndicats, celle où la formalité du dépôt était nécessaire pour obtenir la personnalité civile.

Sans doute, le tribunal doit prononcer la dissolution et il est permis de se demander pourquoi cette sentence. Comment peut-on dissoudre ce qui n'existe pas ? Cette dissolution, dit le supplément de Dalloz, ne vise que l'association de fait. « La dissolution ordonnée est ici la cessation des faits par lesquels se révèle et fonctionne l'association et la faculté qu'a ici le juge de ne pas l'ordonner s'explique par l'inconvénient qu'il y aurait à empêcher l'association, si on la reconnaît utile, de

(1) Pic, *Législation industrielle*, p. 99. — Dalloz, *Supplément*, V^o Travail, p. 185, n^o 779.

prendre par l'accomplissement ultérieur des formalités légales l'existence légale qui lui manquait jusque-là. »

Malgré la force de ces arguments, surtout de celui tiré des travaux préparatoires, nous nous rallions à la théorie adverse soutenue par M. Glotin (1). Les formalités prescrites par la loi de 1884, qui devra être interprétée, suivant les termes de la circulaire de M. Waldeck-Rousseau, « dans le sens le plus favorable au développement de la liberté », ne sont qu'accessoiries. Les syndicats professionnels « pourront se constituer librement », telle est la règle générale. La loi fixe certaines formalités, mais, pour que leur violation empêche le syndicat d'exister, il est nécessaire que le tribunal prononce sa dissolution. Les actes faits par les administrateurs ne sont pas nuls, puisque le tribunal peut se contenter de prononcer une amende. Cette solution est conforme à un principe absolu en matière de nullités, principe qui dit que les nullités sont de droit étroit. Pas de nullité sans un texte : c'est ainsi que procède toujours la loi. Nous en trouvons un exemple frappant dans une matière voisine des syndicats, c'est-à-dire dans les associations syndicales libres. Les associations se forment comme les syndicats librement, sans autorisation du gouvernement, mais doivent accomplir des formalités de dépôt et de publicité. L'article 3 de la loi de 1865 leur donne la personnalité civile. « Elles peuvent, dit-il, ester en justice par leurs syndics, acquérir, vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer. » Or, un texte spécial vient déclarer que le dépôt est une formalité essentielle, sans laquelle l'association syndicale n'obtiendra pas la personnalité civile. L'article 7 porte en effet : « A défaut de publication dans un journal d'annonces légales, l'association ne jouira pas du bénéfice de l'article 3. » Au sujet des socié-

(1) *Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels*, p. 191 et s.

tés anonymes, nous trouvons un texte du même genre dans la loi de 1867. D'autre part, la faculté laissée au tribunal de prononcer ou non la dissolution ne permet-elle pas de supposer que le syndicat est valable, tant que la dissolution n'est pas prononcée. C'est l'avis de la jurisprudence (1). Un arrêt de Paris déclare qu'une action intentée par le président d'un syndicat professionnel n'est pas irrecevable par ce motif que le nom de ce président n'a pas été indiqué lors du dépôt « attendu que d'ailleurs ni l'article 4, ni l'article 9 ne prescrivent la nullité des actes du syndicat dans le cas d'omission des déclarations exigées par la loi ».

La question se présente en pratique d'une manière incidente devant les tribunaux civils, le défendeur invoquant l'irrecevabilité de l'action intentée par le syndicat pour inobservation des prescriptions de la loi de 1884. Poursuivi en justice par le syndicat des bureaux de placement, le journal *la Petite République* oppose que le demandeur ne justifie pas de sa constitution légale, conformément à la loi de 1884 (2). La jurisprudence ne rejette l'action du syndicat, que s'il manque au syndicat une des conditions essentielles à son existence. Le tribunal correctionnel de Langres a ainsi décidé (3) qu'une association de chasseurs ne peut régulièrement former un syndicat professionnel, jouissant de la personnalité civile ; que « J... ne peut ester en justice comme représentant d'un syndicat qui n'a pas d'existence légale ».

En résumé, le syndicat est valablement constitué lorsque les formalités essentielles de la loi de 1884 ont été observées et qu'il y a seulement des infractions légères aux articles 2,

(1) Paris, 10 janvier 1886, D. 86.2.170. — Bordeaux, 25 novembre 1886, D. 87.5.430, V. Boullay, *Code des syndicats professionnels*, n° 172, p. 166.

(2) Trib. corr. Seine, 9 mai 1894, *Droit*, 10 mai 1894.

(3) Trib. corr. Langres, 9 nov. 1887, *La Loi* du 11 janvier 1888.

3, 4, 5 et 6, et jouit de la personnalité civile, aucun texte n'établissant de nullité. S'il y a une difficulté relative à sa constitution, soit devant le tribunal correctionnel, soit devant le tribunal civil, c'est lui qui opposera les moyens de défense.

Le syndicat jouit de la personnalité civile. En cette qualité, il possède, à l'exemple de toute personne physique ou morale, un nom qui le distingue des autres associations professionnelles et sous lequel il se met en rapport avec les tiers et exerce ses droits. Le nom, que les statuts font connaître, indique le plus souvent la profession des syndiqués et le nom de la localité où le syndicat est établi. Vis-à-vis de ce nom, le syndicat a les mêmes droits qu'une personne physique. Il en est propriétaire et peut poursuivre quiconque essaierait de l'usurper ou de s'en servir (1).

Si une autre association prend le même nom et si des poursuites sont intentées, le tribunal interdira à cette association de prendre le même titre et prononcera des dommages-intérêts lorsque le syndicat en aura éprouvé un préjudice.

Nous trouvons une espèce intéressante dans la *Revue des sociétés* (1888, p. 297 — Tribunal de commerce de la Seine, 13 novembre 1885 et Cour de Paris, 1^{er} mars 1888). L'Union Nationale du commerce et de l'industrie, fondée antérieurement à la loi de 1884, est une société commerciale qui a pour but de provoquer la fondation de syndicats professionnels. Moyennant des cotisations régulières et des engagements pris par ces syndicats, elle leur offre un local et diverses commodités. De 1858 à 1883, la chambre syndicale de l'éclairage et du chauffage par le gaz fit partie de l'Union Nationale du commerce et de l'industrie. A cette date, à l'unanimité de ses membres, elle changea de siège. L'Union Nationale du commerce

(1) Glotin, *op. cit.*, p. 212 ; Pic, *op. cit.*, p. 128.

et de l'industrie usurpa le titre de chambre syndicale de l'éclairage et du chauffage par le gaz en faisant figurer dans son annuaire un groupe fictif de quarante et un membres, qui en réalité n'avait aucune existence légale. Il en résulta un procès devant le tribunal de commerce de la Seine qui défendit à l'Union Nationale du commerce et de l'industrie d'appliquer le titre en question à aucun groupe faisant partie de cette société : « attendu que ce titre est la propriété de l'association au nom de laquelle se présente B... ; qu'il importe qu'aucune confusion ne puisse se produire entre la société demanderesse et celles analogues pouvant exister à l'Union Nationale ; qu'il y a lieu, en conséquence, de faire défense à cette dernière d'appliquer le titre de chambre syndicale d'éclairage et de chauffage par le gaz à aucun groupe faisant partie de l'Union Nationale ». Le tribunal refusa, il est vrai, d'accorder des dommages-intérêts, parce que « B... n'apporte la preuve d'aucun préjudice appréciable résultant pour la société demanderesse de l'usage qui a pu être fait par l'Union Nationale du titre dont elle est propriétaire. Ce jugement fut confirmé par la Cour d'appel de Paris.

Ce droit de propriété, relatif au nom du syndicat, appartient uniquement à la collectivité, à la personne morale distincte de la personne des syndiqués. Ceux-ci, pris individuellement, n'y ont aucun droit (1).

Le syndicat a enfin seul le droit de défendre sa personnalité contre toute personne qui tenterait d'y porter atteinte par diffamation ou injure.

(1) Trib. de com. de la Seine, 7 mars 1890, *La Loi*, 19 mars 1890.

SECTION III. — Actions relatives au patrimoine du syndicat.

Les associations, telles que les syndicats, jouissant de la personnalité civile, ont l'avantage de posséder un patrimoine distinct de celui des associés. De cette séparation entre les deux patrimoines, le patrimoine collectif appartenant à l'être moral et le patrimoine individuel appartenant à chaque membre du syndicat, qui ne se confondent jamais à l'exemple des deux personnes, la personne morale et la personne physique, il résulte plusieurs conséquences importantes. L'une des principales permet au syndicat d'intenter seul les actions relatives à ce patrimoine ou d'y être seul défendeur. Le droit de propriété appartient en effet exclusivement au syndicat et non pas aux syndiqués. On ne comprendrait pas que le syndicat se substituât à un syndiqué pour intenter une action en justice au sujet de son patrimoine individuel. Inversement, comment admettre qu'un associé puisse intenter une action relative au patrimoine collectif ou y défendre ? Il n'a aucun droit de copropriété de ce patrimoine. Il n'a donc pas intérêt à intervenir en justice.

De quoi se compose le patrimoine collectif ? Il comprend notamment les cotisations payées par les divers membres, les amendes prononcées en cas de violation du règlement ou des décisions de l'assemblée générale et les acquisitions faites par le syndicat à titre gratuit ou à titre onéreux.

Le montant de la cotisation que tout membre du syndicat doit payer à une date déterminée est fixé par les statuts ou par un acte modificatif des statuts. Le syndicat peut en réclamer le paiement en justice. Le contrat intervenu entre le syndicat et les syndiqués s'est formé *intuitu personæ* et par suite les

obligations des syndiqués sont incessibles et intransmissibles. Si un membre du syndicat vient à mourir, l'obligation de payer la cotisation cesse de plein droit ; son héritier n'est tenu de payer que les cotisations échues et ne peut être poursuivi pour les cotisations des années suivantes. Il en est de même, lorsque le propriétaire d'un établissement industriel, qui en cette qualité faisait partie d'un syndicat, cède son établissement : le cessionnaire ne succède pas en effet aux obligations du cédant et ne doit payer les cotisations que si, en son nom personnel, il fait partie du syndicat et dans ce but se conforme aux formalités prescrites par les statuts (1).

Voulant respecter la liberté individuelle et permettre aux ouvriers syndiqués d'échapper à des coalitions ou à des grèves qu'ils estiment dangereuses, le législateur de 1884 reconnaît dans l'article 7 « que tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association nonobstant toute clause contraire ». Cet article diffère des règles générales en matière de société (art. 1865 et 1871, C. c.). Nous trouvons aussi une solution contraire dans l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, qui porte : « chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins de conventions contraires ». Tout membre du syndicat peut donc se retirer quand bon lui semble, et, s'il y avait dans les statuts une clause lui retirant cette faculté ou infligeant une amende en cas de démission, cette clause serait nulle de plein droit. A partir de ce moment, le contrat passé entre le syndicat et le syndiqué est rompu. Il n'est plus dû de cotisation pour l'avenir. Mais le syndicat, ajoute l'article 7, conserve le droit « de réclamer la cotisation de l'année courante ». Cette obligation était née en effet avant la démission. Or, il est de

(1) Pic, *op. cit.*, p. 127.

règle générale qu'un associé démissionnaire n'est libéré que des engagements qui ont pris naissance après qu'il a cessé de faire partie de la société, mais reste tenu de toutes les obligations nées pendant sa participation à la société. Sur ce point notre texte revient à la règle générale.

Les auteurs sont loin de s'entendre sur le sens de ces mots : année courante. Les uns soutiennent que l'année courante désigne l'année qui commence à courir du jour de la démission. M. Boullay défend cette opinion dans son ouvrage (*Code des syndicats professionnels*) en s'appuyant sur la considération suivante : « Le syndicat doit savoir par avance sur quelles ressources il est en droit de compter pour faire face à ses frais et échéances et il serait soumis à des surprises funestes, s'il était prévenu le 30 décembre, qu'à partir du 31 du même mois un certain nombre de ses membres se retirent. » Sur la demande du syndicat des patrons bouchers et charcutiers de la ville de Marseille, le juge de paix du cinquième canton de cette ville a décidé le 11 novembre 1885, de rejeter cette opinion. Pour lui, l'article 7, qui est d'ordre public, veut dire que tout membre d'un syndicat professionnel de patrons ou d'ouvriers a le droit de s'en retirer moyennant le paiement de sa cotisation de l'année courante, c'est-à-dire de l'année au cours de laquelle la démission a été donnée et qui expire au 31 décembre suivant. Cette décision, plus conforme au texte de la loi, a été, malgré ses conséquences funestes, adoptée par la majorité des auteurs. Remarquons que le texte parle du cas le plus fréquent où la cotisation se paie annuellement. Si elle se paie par mois ou par semaine, le membre démissionnaire ne devra que la cotisation du mois ou de la semaine courante (1).

Lorsque le syndicat prononce l'exclusion contre l'un de ses

(1) Pic, *op. cit.*, p. 126. Glotin, *op. cit.*, p. 289 et s. Boullaire, *Manuel des syndicats professionnels agricoles*, p. 111.

membres, dans les cas prévus par les statuts, le membre exclu est complètement assimilé au membre démissionnaire, au point de vue de la cotisation. Il ne doit que celle de l'année courante.

Les statuts déclarent souvent qu'en cas de violation des règlements ou des décisions prises par l'assemblée générale, une amende sera imposée au membre réfractaire. Ces amendes étaient autrefois interdites et punies par l'article 416, ainsi conçu : « Seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage, qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. » A la suite de vives discussions à la Chambre des députés et au Sénat (1), cet article, tour à tour supprimé et rétabli, disparut définitivement, sur un rapport de M. Tolain. Désormais le syndicat peut, sans crainte d'être frappé par la loi pénale, prononcer une amende contre les membres dissidents, qui ne suivent pas la ligne de conduite adoptée par la majorité, qui travaillent par exemple dans un atelier mis à l'index ou refusent de s'associer à une grève. Au point de vue de la loi pénale ces amendes sont donc régulières.

Mais, à la différence des cotisations, elles ne peuvent être réclamées en justice. M. Ribot a fait une déclaration très nette dans ce sens à la Chambre des députés (2) : « Il faut permettre aux syndicats de procéder, au moins vis-à-vis de leurs membres, par... certaines amendes ou interdictions dont nous

(1) *J. off.* Ch. des députés, 18 mai 1881, *Débats*, p. 927 ; Sénat, Annexe, 1882, p. 329 ; Sénat, *Débats*, 1882, p. 313 ; Sénat, Annexe, 1883, n° 112, p. 1117. — Sénat, *Débats*, 1884, 17 et 29 janvier 1884, p. 23 et 184.

(2) *J. off.* Ch. des dép., *Débats*, p. 927.

n'admettons pas la validité au point de vue du droit civil, mais qui, au point de vue du droit pénal, ne peuvent être l'objet d'une incrimination. » Il devait forcément en être ainsi. Le principe de la liberté du travail est en effet un principe d'ordre public et toute convention contraire à ce principe sera nulle en vertu du principe formulé par l'article 6 du Code civil : « on ne peut déroger par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs » (1).

Cette idée n'a cependant pas été admise par tous. Pour M. Glotin, l'amende est une clause pénale qui peut être ramenée judiciairement à exécution, conformément aux articles 1226 et suivants du Code civil. Nous trouvons dans ce sens un arrêt du tribunal civil de Falaise (2), permettant au syndicat des fabricants de bonneterie de cette ville de réclamer au sieur L..., conformément à ses statuts, le montant d'une amende encourue pour inobservation du tarif commun adopté pour le salaire des ouvriers par une délibération du dit syndicat à laquelle il a pris part. Si l'on se range à cette dernière opinion, on doit admettre avec l'arrêt précité, que le syndicat est seul apte à intenter l'action, l'obligation contractée par le sieur L... « se rattachant à son commerce, non pas envers d'autres commerçants, mais envers le syndicat, personne morale ».

Le patrimoine du syndicat comprend encore les acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux. Cette faculté illimitée, en ce qui concerne les meubles, reçoit de l'article 6 une restriction assez importante relativement aux immeubles : « Ils (les syndicats) pourront employer les sommes provenant des cotisa-

(1) Pic, *op. cit.*, p. 125. César Bru, *Les syndicats professionnels et leur personnalité civile d'après la loi du 21 mars 1884*, p. 11. Brunot, *Les syndicats professionnels*, p. 159.

(2) D. P. 93.2.245.

tions. Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. » Il est vrai que la question de savoir si les syndicats professionnels sont susceptibles d'acquérir à titre gratuit soulève une vive controverse. M. Hubert-Valleroux notamment (1), se basant sur des déclarations faites à ce sujet à la Chambre des députés en mai et juin 1881 par MM. Goblet, de la Bassetière et Clémenceau, a soutenu que les chambres syndicales ne pourraient avoir d'immeuble que celui où serait leur siège social, ni d'autres revenus que les cotisations de leurs membres, et qu'ils ne pourraient recevoir ni dons ni legs. Cette théorie a le tort de ne pas tenir compte des débats postérieurs à ces déclarations. L'opinion adverse, qui permet aux syndicats d'acquérir à titre gratuit, est plus généralement admise. Elle ressort du reste très nettement des travaux préparatoires. La Chambre des députés vota d'abord le texte suivant : « Les syndicats professionnels pourront employer les sommes provenant des cotisations », texte qui fut modifié par le Sénat dans le sens suivant : « Il leur est interdit de recevoir des dons et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux ; ils peuvent employer les sommes provenant des cotisations. » Lorsque le projet revint devant la Chambre des députés, M. Lagrange fit une déclaration à la suite de laquelle on supprima la modification apportée par le Sénat : « La commission, dit-il, n'a pas cru devoir enlever aux syndicats déclarés la faculté de recevoir des dons. Il est à présumer que, dans la pratique, les bibliothèques syndicales et les écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, outils, instruments. Il serait injuste de les obliger à dépenser pour l'acquisition de ces objets des

(1) Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels*, p. 368.

fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des caisses de retraites et de secours mutuels. » Ce texte ainsi modifié, est devenu ce qu'il avait d'abord été et n'a plus subi aucune modification (1). La restriction apportée à la faculté des syndicats d'acquérir ne porte donc què sur les immeubles.

Ne trouvons-nous pas des actions spéciales relatives à ces acquisitions à titre gratuit ou onéreux, qui rentrent dans le patrimoine du syndicat ? L'article 6, nous venons de le voir, restreint la faculté d'acquérir les immeubles et l'article 8 apporte une sanction à cette restriction : « Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants, ou à leurs héritiers ou à leurs ayants cause. » L'examen de ce texte nous montre que les libéralités ou les acquisitions portant sur des immeubles peuvent donner lieu à plusieurs actions : or, comme c'est le syndicat, personne morale, à qui les dons ou les legs ont été faits, ou qui a acheté, c'est contre lui que l'action sera intentée. Si le demandeur la dirige contre les divers membres de l'association, ceux-ci demanderont et obtiendront leur mise hors de cause.

Il faut nettement distinguer deux situations différentes. S'agit-il d'une libéralité ou d'un legs d'immeubles ne rentrant pas dans les dispositions de l'article 6, il y a nullité et « retour aux disposants, ou à leurs héritiers ou ayants cause ». Cette action en nullité pourra être intentée par le procureur de la

(1) Sauzet, De la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. 17, p. 302 à 305 ; Glotin, *op. cit.*, p. 227 ; César Bru, *op. cit.*, p. 81.

République ou par les intéressés : intentée par le procureur de la République, elle sera portée principalement devant le tribunal civil ou accessoirement devant le tribunal correctionnel saisi conformément à l'article 9 ; intentée par les intéressés, elle doit toujours être portée devant le tribunal civil. La nullité en question, absolue et d'ordre public, ne peut se couvrir par aucune prescription ou ratification ; et cependant le syndicat en deviendra propriétaire par une possession de trente ans, remplissant les conditions de l'article 2229 du Code civil, cas qui rentre dans la seconde hypothèse (1). S'agit-il d'une acquisition à titre onéreux d'immeubles, qui ne sont pas nécessaires aux réunions, aux bibliothèques et aux cours d'instruction professionnelle, il n'y a pas nullité proprement dite de l'acquisition, comme semble l'indiquer la première partie de l'article 8 ; mais, suivant la formule plus exacte du second paragraphe « les immeubles seront vendus et le prix en sera déposé à la caisse de l'association ». Le contrat de vente n'en reste pas moins valable (2) et les deux parties contractantes, vendeur et acheteur, ne sont pas libérées de leurs obligations respectives. Cette action tendant à provoquer une revente judiciaire et émanant seulement du procureur de la République, puisqu'aucune autre personne n'a intérêt à l'intenter, sera portée accessoirement devant le tribunal correctionnel ou principalement devant le tribunal civil, si pour une raison quelconque le tribunal correctionnel ne peut plus être saisi. Dans le contrat de vente, le vendeur a peut-être inséré une clause portant que l'immeuble sera affecté à l'un des objets autorisés par la loi de 1884. Si le syndicat ne respecte pas cette clause et n'affecte pas l'immeuble à l'objet désigné dans le contrat, l'acheteur a le droit d'agir en résolution de la vente pour inexécution des conven-

(1) Pic, *op. cit.*, p. 140. — *Contrà*, Glotin, *op. cit.*, p. 284.

(2) Pic, *op. cit.*, p. 138 et 139.

tions (art. 1184, C. civ.). Enfin, il n'y aura pas lieu à la re-vente judiciaire mais à l'action en nullité, si la vente n'est pas sérieuse et ne sert qu'à déguiser une donation.

Nous avons jusqu'ici passé en revue les actions spéciales aux parties les plus importantes du syndicat, cotisations, amendes, acquisitions à titre gratuit et onéreux et nous avons vu comment, à leur sujet, le syndicat pouvait ester en justice: Si nous considérons maintenant le patrimoine du syndicat pris dans son ensemble, c'est-à-dire composé des parties indiquées plus haut, et grossi peut-être par des appels de fonds autorisés par un vote de l'assemblée générale, par les revenus et intérêts des capitaux placés, par des subventions émanant de l'État, des départements ou des communes, par les remises ou commissions à raison des opérations conclues par leur intermédiaire, et enfin, par les condamnations prononcées à leur profit, nous trouvons de nombreux cas dans lesquels le syndicat a le pouvoir d'intenter une action ou d'y défendre. N'est-ce pas à lui qu'il appartient de repousser toutes les atteintes apportées au droit de propriété? Il est incontestable que le syndicat, seul propriétaire du patrimoine collectif, a seul la capacité d'exercer les différentes actions qui, en pareille matière, appartiendraient à une personne physique. Les associés, pris individuellement, n'éprouvent aucun préjudice et n'ont, par suite, aucun intérêt d'intervenir en justice. Conformément au principe de procédure « pas d'intérêt, pas d'action », ils ne peuvent pas être partie à l'instance. Relativement aux immeubles que la loi de 1884 lui permet de posséder, le syndicat peut intenter les actions pétitoires ou possessoires, ou y défendre; quant aux meubles, lui seul aussi a la faculté de faire valoir ses droits; c'est à lui, par exemple, qu'appartient l'action en revendication, s'il se trouve dans les conditions voulues par l'article 2270 du Code civil. Il doit

également poursuivre le recouvrement des créances qui rentrent dans son patrimoine, ou inversement, jouer le rôle de défendeur vis-à-vis de ses créanciers.

Nous étudions aussi dans cette section plusieurs hypothèses dont quelques-unes n'ont qu'un rapport indirect avec le patrimoine. Il s'agit d'abord des cas où un membre démissionnaire ou exclu veut faire valoir des droits sur le patrimoine collectif, et des cas où la responsabilité du syndicat est engagée soit vis-à-vis des membres du syndicat, soit vis-à-vis des tiers. Nous examinons ici ces dernières hypothèses, car, si le syndicat succombe, c'est le patrimoine collectif qui devra payer les dommages-intérêts prononcés par le tribunal.

Après avoir réservé aux membres du syndicat la faculté de se retirer, quand bon leur semble, l'article 7 continue : « Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds. » C'est en effet le seul droit que conserve le membre démissionnaire, et, afin de laisser le plus de garantie possible à la liberté des travailleurs, on considère comme nulles les clauses contraires, parce qu'elles porteraient atteinte au droit de démission lui-même ; or un membre du syndicat peut se retirer quand il veut, « nonobstant toute clause contraire » (1). Ce droit est absolu lorsque la caisse de la société de secours mutuels ou de pensions de retraite pour la vieillesse est alimentée seulement par des cotisations spéciales et que la société comprend des personnes étrangères au syndicat. Il en est différemment, suivant M. Glotin, si la caisse n'est pas alimentée par des cotisations spéciales mais par des sommes prélevées chaque année sur les revenus du syndicat :

(1) Glotin, *op. cit.*, p. 293 et s.

dans cette hypothèse en effet, tous les membres du syndicat font de droit partie de ces sociétés (1). Le membre démissionnaire n'a aucun droit sur l'actif du syndicat ni sur ses apports, qui appartiennent à la personne morale. Rien ne s'oppose cependant à ce que les statuts augmentent à ce sujet les pouvoirs du membre démissionnaire. Si le cas se présente en pratique et s'il y a un différend, c'est le syndicat qui doit défendre à l'action, puisqu'elle intéresse son patrimoine.

Il en sera de même pour le cas où les statuts accordent un droit sur l'actif au membre exclu, qui, en règle générale, a les mêmes droits qu'un membre démissionnaire, et ne peut rien réclamer ni sur l'actif syndical, ni sur ses apports.

Le syndicat peut être dissous comme toute société, conformément à l'article 1865 du Code civil et aussi lorsque le tribunal correctionnel use de la faculté accordée par l'article 9 de la loi du 21 mars 1884. On se demande alors ce que devient l'actif social. La réponse varie, suivant qu'on l'assimile à un établissement d'utilité publique ou à une personne morale privée. Si l'on admet la première solution, on reconnaît qu'à la dissolution du syndicat le patrimoine collectif étant vacant revient à l'État en vertu des articles 539 et 713 du Code civil. Nous admettons avec la majorité des auteurs (2) que le syndicat est une personne morale privée au même titre que les sociétés commerciales. Comme il serait trop long de résumer ici cette discussion, nous nous contenterons de transcrire la phrase de M. César Bru par laquelle il termine ses explications : « En première ligne le syndicat professionnel reçoit directement de la loi qui l'institue le droit de vivre ; en deuxième lieu, aucune

(1) V. aussi Pic, *op. cit.*, p. 127.

(2) Bry, *op. cit.*, p. 258 ; Boullaire, *op. cit.*, p. 91 à 95 ; César Bru, *op. cit.*, p. 33 ; M. Planiol, *Cours de législation industrielle*, année 1894-1895 ; M. Jay, *Cours de 1896-1897*.

autorisation ne lui est nécessaire pour jouir de la personnalité civile ni à aucun autre point de vue ; en troisième lieu, il ne se rattache à aucune personne morale d'ordre administratif ; il est donc bien une personne morale privée. » Il en résulte qu'à la dissolution du syndicat, tout se passe comme s'il s'agissait d'une société commerciale, l'actif doit être partagé entre les divers associés. Sans doute, la jurisprudence a reconnu que la personnalité subsiste pour faciliter les opérations de la liquidation, et cela dans le but de sauvegarder les droits acquis à des tiers (1) ; tant que durera la liquidation, les créanciers du syndicat pourront donc exercer leurs actions contre le syndicat et inversement. Mais, une fois la liquidation terminée, la personnalité civile étant disparue, il importe de procéder au partage (art. 815, C. civ.) : si un membre faisait des difficultés, l'action en justice devrait mettre en cause non pas le syndicat, personne morale qui n'existe plus, mais tous ceux qui faisaient partie du syndicat au moment de sa dissolution.

Nous avons vu quels sont les droits du membre exclu du syndicat. Il est intéressant de se demander si ce droit d'exclusion existe réellement au profit du syndicat et si la responsabilité du syndicat n'est pas engagée, lorsqu'il est exercé sans justes motifs.

Notons d'abord que la loi de 1884 ne parle pas du droit d'exclusion. Si l'on examine la théorie générale, on remarque qu'aucun article du Code dans la section relative aux sociétés ne le consacre : on ne peut pas exclure un individu d'une société, et, s'il y a des difficultés, il faut s'adresser au tribunal qui décidera. Le seul droit qui appartient à un associé mécontent consiste, si la société a une durée illimitée, « à notifier une renonciation à tous les associés pourvu que cette renon-

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, p. 304.

ciation soit de bonne foi et non faite à contre-temps » (1), et, s'il s'agit de sociétés à terme, demander la dissolution quand « il y en a de justes motifs comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges (2) ». Pour trouver une solution à notre question, il ne reste qu'à rechercher comment les choses se passent dans les sociétés dont la nature juridique est la même que celle des syndicats.

L'article 52 de la loi de 1867 consacre en termes formels au profit des sociétés anonymes le droit d'exclusion par l'assemblée générale : « Il pourra être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider, à la majorité fixée pour la modification des statuts, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société. » Ce droit a été reconnu aussi aux sociétés de secours mutuels par une jurisprudence constante (3), qui décide notamment que l'exclusion doit être prononcée pour la cause et dans les formes prévues par les statuts (4). Il y a lieu, il nous semble, d'appliquer les mêmes règles aux syndicats dont les sociétés de secours mutuels, basées sur les mêmes principes, se rapprochent beaucoup. Les statuts doivent donc prévoir les cas d'exclusion, dont les plus fréquents sont les refus de payer les cotisations ou les amendes, et indiquer dans quelles formes elle sera prononcée. Elle ne peut l'être qu'autant que le membre poursuivi a été

(1) Article 1869 du Code civil.

(2) Article 1871 du Code civil.

(3) Toulouse, 14 janvier 1889, S. 90.2.231 et P. 1890.1.1327 et le renvoi ; Bordeaux, 22 janvier 1889, S. 89.2.149, P. 89.1.847 et la note ; Rennes, 30 octobre 1889, S. 91.2.41, P. 91.1.228 ; Agen, 12 mars 1891, S. 91.2.216, P. 91.1.1204 et le renvoi.

(4) Cass., 25 mars 1891, S. 91.1.164.

préalablement averti et mis en demeure. Il faut aussi appliquer à l'exclusion, qui est une peine, ce principe que les clauses des statuts doivent être strictement interprétées et ne peuvent être étendues d'un cas à un autre. L'exclusion prononcée soulève parfois des difficultés : elles seront portées devant le tribunal civil qui aura à examiner si les clauses des statuts ont été régulièrement interprétées. S'il n'y a pas d'irrégularité commise et si le membre exclu refuse d'accepter la décision du syndicat, le tribunal civil prononcera l'exclusion et pourra même accorder au syndicat des dommages-intérêts.

Par contre, le membre exclu qui a de justes motifs de se plaindre a le droit de demander au tribunal civil d'annuler la délibération de l'assemblée générale du syndicat et de lui accorder des dommages-intérêts, si par suite de cette exclusion arbitraire il a éprouvé un préjudice.

Un syndicat de la boulangerie du Havre avait inscrit dans les statuts la clause suivante : « seront exclus : 1° les sociétaires frappés d'une condamnation judiciaire capable de déshonorer un commerçant ou contre l'honorabilité desquels des faits graves auraient été prouvés ; 2° les faillis... ; 3° les étrangers », et plusieurs articles dont le principal était : « une injure grave, adressée en séance à un des membres de la chambre, pourra entraîner l'expulsion immédiate de la société de celui qui en sera l'auteur, mais seulement sur la proposition et le vote des membres présents à la réunion ». L'assemblée générale de ce syndicat prononça par 43 voix contre 3 l'exclusion de plusieurs de ses membres pour deux motifs, parce qu'ils avaient accusé le président de la chambre syndicale, par la voie des journaux ou d'imprimés spéciaux, « de ne pas remplir son poste de président, avec les devoirs que lui impose cette qualité, mais de se servir de l'autorité que donne ce titre pour le mieux de ses intérêts et aux dépens de ceux des bou-

langers » ; d'avoir pris part à une coalition « comme dépositaire de levures, pour augmenter, dans une proportion anormale, le prix de cette marchandise, au détriment des boulangers du Havre », et, en second lieu, parce que, en abaissant le prix du pain, ils avaient obligé leurs confrères à suivre leur exemple. La convocation pour la réunion de l'assemblée générale ne disait pas qu'on s'y occuperait de l'exclusion de plusieurs membres et ceux-ci n'avaient pas été invités à présenter leur défense. L'un des syndiqués exclus, L... demanda au tribunal civil d'annuler la délibération de l'assemblée générale et de lui accorder une indemnité. Débouté en première instance, il obtint gain de cause en appel (1) : il est intéressant de retenir plusieurs passages de cet arrêt : « Attendu que si tout membre d'un syndicat professionnel peut, aux termes de la loi du 24 mars 1884, se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, et rompre ainsi le contrat, la loi n'accorde pas à la société le droit de le priver sans son consentement du bénéfice de l'association ; qu'elle ne serait fondée qu'à poursuivre contre lui la résiliation du contrat, s'il avait manqué à ses engagements tels qu'ils sont déterminés par les statuts ; mais que, dans ce cas, les tribunaux seuls auraient compétence pour statuer sur la contestation, d'après l'article 1134 du Code civil... attendu que l'exclusion est une peine ; que les statuts qui l'édicte sont la loi applicable ; qu'en matière pénale les dispositions de la loi sont de droit étroit et ne peuvent recevoir d'extension par voie d'interprétation ou d'assimilation, ... attendu qu'indépendamment du préjudice matériel qu'elle cause, l'exclusion est, en outre, aux termes des statuts de la chambre syndicale de la boulangerie, la mesure disciplinaire la plus grave que puisse encourir

(1) Rouen, 24 mai 1890, S. 92.2.20.

un de ses membres, et qu'elle est de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération ; qu'il est de principe, en matière répressive, que nul ne peut être frappé d'une peine s'il n'a pas été préalablement averti de l'incrimination et mis en demeure de se défendre ; que les statuts de la société sont, il est vrai, muets à ce sujet, mais que, les principes du droit commun suppléant à leur silence, ils devaient être respectés et ne l'ont pas été. »

Un arrêt de la cour de Dijon du 4 juillet 1890 (1) annule une exclusion prononcée par le syndicat de fabricants de vin de raisins secs de l'Est, « parce qu'il n'est pas possible de suppléer au silence des statuts à raison du caractère pénal de la mesure prononcée ».

Si un membre du syndicat n'exécute pas les obligations auxquelles il est tenu en cette qualité, devra-t-on admettre l'exclusion forcée, en supposant que les statuts n'aient pas prévu l'hypothèse ? Le tribunal civil du Havre, dans un arrêt du 26 octobre 1894 (2), résout cette question dans un sens contraire à la doctrine de droit commun et à la jurisprudence : « Attendu que le syndicat (syndicat des ouvriers charbonniers du Havre) ayant pour but principal de soutenir les salaires par tous les moyens légaux, il paraît certain que la Chambre syndicale avait le droit d'expulser l'ouvrier syndiqué qui contrevenait au but fondamental de la constitution du syndicat ; qu'en effet, un ouvrier ne peut avoir la prétention de profiter des salaires du syndicat pour se procurer du travail et, en même temps, de violer le pacte social ; que son exclusion de la société est un moyen légal de soutenir les salaires. »

Cette solution est tout à fait contraire à celle de l'arrêt de Rouen du 24 mai 1890 cité plus haut. Nous ne saurions l'ad-

(1) Dijon, 4 juillet 1890, D. 91. 2. 2.

(2) Le Havre, 26 octobre 1894, D. 95. 2. 202 et la note.

mettre. La loi de 1884 n'ayant rien dit sur cette question, il faut suivre les règles de droit commun. L'adhésion et la réception d'une personne dans un syndicat professionnel forment un contrat synallagmatique. Or, d'après l'article 1184 du Code civil, s'il n'y a pas de condition résolutoire expresse, un pareil contrat ne peut être résolu de plein droit ; la partie qui a à se plaindre de l'inexécution du contrat, a le choix entre deux partis, ou de forcer son adversaire à l'exécution du contrat si c'est encore possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts, mais la résolution doit être demandée en justice. Dans notre espèce, l'ouvrier syndiqué qui acceptait du travail au rabais, violait les conditions du contrat intervenu entre lui et le syndicat, et pouvait, sans nul doute, être expulsé. Mais, les statuts n'ayant pas prévu le cas, une simple décision du syndicat ne suffisait pas. Le syndicat devait demander au tribunal de prononcer l'exclusion. En n'agissant pas ainsi, il s'exposait à des poursuites de la part du syndiqué exclu.

Il y a encore lieu à une action en dommages-intérêts, lorsque la responsabilité du syndicat se trouve engagée vis-à-vis des tiers ou des membres syndiqués. Personne morale, le syndicat professionnel ne peut pas commettre de délit au point de vue de la loi pénale. C'est un être fictif, qui a été institué pour permettre d'accomplir plus facilement certains actes juridiques, mais qui, suivant l'expression de M. Planiol, « ne peut pas servir de paravent pour les auteurs d'actes délictueux (1) ». Comprend-on qu'une personne morale compareaisse devant un tribunal correctionnel ou puisse aller en prison ? Lorsqu'une faute pénale est commise, on met en pratique le principe que les peines sont personnelles, c'est-à-dire ne s'appliquent qu'à

(1) Lyon, 2 mars 1894, D. 94.2.305. Note de M. Planiol.

l'auteur du délit ; ici, ce sera au président, à l'administrateur, ou à un membre quelconque de l'association (1). Mais, si la personne morale porte atteinte par des manœuvres illégales à des droits établis, ne sera-t-elle pas tenue de réparer le préjudice causé ? Il y aura lieu dans ce cas à une action en dommages-intérêts dirigée contre le syndicat. C'est, du reste, une théorie antérieure à la loi de 1884 (2).

Occupons-nous d'abord de l'hypothèse où un tiers se prétend lésé par des manœuvres illégales du syndicat et réclame la réparation du préjudice causé.

Il est impossible de ne pas citer dans cette partie de notre étude le procès intenté par le sieur J... contre un syndicat d'ouvriers imprimeurs de Jullien. J..., membre de ce syndicat, n'ayant pas payé sa cotisation, se considérait comme démissionnaire, aux termes mêmes des statuts. Le syndicat fit de vains efforts pour le ramener. Mécontent, il décida que les ouvriers syndiqués cesseraient de travailler dans l'usine de B.-L. tant que cet industriel conserverait J... dans ses ateliers. J... fut non seulement renvoyé de cet atelier, mais encore il ne put nulle part trouver du travail. C'est alors qu'il demanda aux tribunaux de lui accorder dix mille francs de dommages-intérêts. Débouté en première instance par un jugement du tribunal de Bourgoin, rendu le 11 janvier 1890 et confirmé par la cour de Grenoble le 23 octobre 1890, il obtint gain de cause devant la cour de Cassation le 22 juin 1892 (3), qui cassa l'arrêt de la cour de Grenoble et renvoya l'affaire devant la cour de Chambéry : celle-ci admit la responsabilité du syndicat (4).

(1) Besançon, 25 juillet 1889, S. 89.2.192.

(2) Orléans, 24 février 1872 ; Cass., 23 mars 1873, D. 73.1.253 ; Amiens, 18 janvier 1873, S. 73.2.73.

(3) Cass., 22 juin 1892, S. 93.1.41. Note de M. Jay.

(4) Chambéry, 14 mars 1893, S. 93.2.139.

La question, qui se pose à l'occasion de cette affaire, est de savoir si les faits reprochés au syndicat des ouvriers imprimeurs de Jullien-Bourgoin peuvent donner lieu à l'application des articles 1382 et 1383 du Code civil. « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » dit l'article 1382, et l'article 1383 ajoute : « chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » Eh bien ! ces faits, rentrant dans la catégorie de ceux prévus et punis par l'ancien article 416 du Code pénal, « amendes, défenses, prescriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté » engagent-ils la responsabilité du syndicat malgré la suppression de l'article 416 du Code pénal ?

Pour refuser à l'ouvrier une action en dommages-intérêts, on constate que depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal les faits en question sont devenus licites au point de vue pénal, et que, lorsqu'il n'y a eu ni voies de fait, ni violences, ni manœuvres frauduleuses il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 414 du Code pénal. En accomplissant ces faits, le syndicat n'a fait qu'user d'un droit, qui lui est formellement reconnu, le droit de coalition, dont il faut admettre toutes les conséquences.

Dans ces conditions, comment trouver les éléments nécessaires pour que l'article 1382 du Code civil puisse valablement s'appliquer ? Cet article ne suppose pas seulement un préjudice causé, mais encore une faute de la part de celui qui a causé le préjudice ; il suppose qu'il a commis un acte illicite ou qu'il a omis d'exécuter une obligation imposée par la loi ou la convention. Or, tel n'est pas le cas ici. Le syndicat a simplement usé de son droit : par suite, il ne doit pas être condamné à des dommages-intérêts, alors même qu'il a causé préjudice

à autrui. C'est du reste la théorie soutenue au Sénat par M. Marcel Barthe : « Comment, dit-il, un ouvrier ou un patron victimes d'une atteinte portée à leur liberté individuelle dans le travail pourraient-ils demander des dommages-intérêts aux membres d'une commission exécutive qui en seraient les auteurs ? Après l'abrogation de l'article 416, un patron qui aurait été ruiné par un interdit ayant eu pour effet d'obliger ses ouvriers à abandonner son établissement, sera non recevable à intenter une action en dommages-intérêts contre ceux qui auront été les auteurs de sa ruine. Sans doute, l'article 1382 du Code civil dispose que tout fait quelconque de l'homme qui occasionne un préjudice oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; mais vous savez que ce qui a été fait en vertu d'un droit ne peut pas donner lieu à une action en réparation civile (1). » Il n'est pas admissible que la loi de 1884 ait supprimé un délit pénal et conservé un délit civil.

L'argument tiré des travaux préparatoires n'a pas grande valeur. M. Marcel Barthé n'a exprimé qu'une opinion personnelle, qui n'a pas été admise par tous les auteurs de la loi. M. Trarieux a pris aussi une part très active à ces discussions. Or, comme l'arrêt de la cour de Grenoble faisait l'objet d'un débat devant le Sénat, il n'hésita pas à faire les déclarations suivantes : « Cet arrêt se trompe. L'abolition de l'article 416 sur les coalitions n'a pas fait sombrer les principes du droit civil. Il y a un article 1383 au Code civil qui continue à régir les quasi-délits et à déterminer les conditions dans lesquelles la réparation d'un préjudice résultant d'une faute peut s'effectuer. Les ouvriers syndiqués avaient-ils causé un préjudice en exerçant une intimidation morale sur le patron pour l'engager à priver de travail leur malheureux camarade ? La

(1) *J. off.*, Sénat, *Déb. parlem.*, janvier 1884, p. 198.

démarche faite par ce syndicat était-elle abusive ? Personne ne peut le contester. Cet abus était bien une faute, et il n'était pas douteux dès lors que les règles de l'article 1383 auraient dû recevoir leur application (1). » Pour ceux qui se contenteraient de rechercher l'esprit qui a animé les auteurs de la loi de 1884, ces paroles auraient autant de valeur que celles de M. Marcel Barthe. Mais elles ne suffisent pas pour avoir une opinion bien tranchée. Il faut des raisons plus convaincantes.

Il n'est pas logique de conclure que la suppression de l'article 416 du Code pénal empêche d'appliquer les articles 1382 et 1383 du Code civil, que la suppression du délit pénal entraîne celle du délit civil. Ces deux sortes de délits partent d'un point de vue tout à fait différent. Le délit civil suppose nécessairement un dommage causé à autrui, tandis que le délit pénal comprend une atteinte à la conservation et à l'utilité sociale. Le Code civil se borne à poser le principe général, que celui qui cause injustement un dommage à autrui doit le réparer, et n'énumère pas les divers cas d'application ; le Code pénal au contraire ne punit que les faits prévus et formellement énumérés par la loi. Délit pénal et délit civil sont deux choses si différentes, si indépendantes, que très souvent elles existent l'une sans l'autre (2). Très souvent la responsabilité d'une personne pourra être engagée, bien que la loi pénale ne soit pas applicable. Ainsi, après un acquittement pour homicide ou blessures par imprudence, le tribunal accorde souvent des dommages-intérêts (3) ; le fait incriminé ne renferme peut-être pas les éléments constitutifs du délit

(1) *J. off., Déb. parlem.*, juin 1891, p. 429.

(2) V. articles 314 et 479 du Code pénal et articles 2059 et 2130 du Code civil.

(3) Cass. civ., 9 juin 1896, S. 97.1.25. Conclusions de M. l'avocat général Desjardins.

réprimé par l'article 314 du Code pénal, mais cela n'empêche pas le coupable de réparer le préjudice causé. Il n'est donc pas possible de soutenir que le législateur de 1884 aurait fait une œuvre contradictoire en supprimant le délit pénal et en laissant subsister le délit civil.

On prétend à tort également que l'exercice d'un droit ne peut donner lieu à des dommages-intérêts, alors même qu'il causerait préjudice à autrui. La jurisprudence, sauf de très rares exceptions, est constante en sens contraire. « Vous avez jugé plusieurs fois, dit M. l'avocat général Desjardins, que la liberté de l'industrie, l'observation même des règlements et coutumes applicables dans l'exercice d'une industrie déterminée, fortifiée par une autorisation administrative ou par une concession des pouvoirs publics, ne dispensaient pas d'indemniser un voisin du dommage causé le cas échéant par cette industrie. Une compagnie de chemin de fer, même quand elle s'est conformée aux règlements spéciaux de son service, répond du préjudice qu'elle cause à une blanchisserie par la fumée de ses locomotives (Req., 3 janv. 1887, S.87.4.263). Un propriétaire loue, sans excéder son droit, son immeuble pour l'exploitation d'une imprimerie ; le locataire, même sans avoir abusé de son droit, peut être rendu responsable du préjudice causé aux tiers par le fonctionnement nocturne, le bruit et la trépidation des machines. Le pourvoi cite avec raison les nombreux arrêts qui, tout en consacrant le droit absolu pour un plaideur de poursuivre en justice la revendication de son droit, réservent le cas où l'instance a été introduite par malice ou mauvaise foi. » M. Desjardins admet même que le désir de nuire est une faute aux termes de l'article 1382 du Code civil, quand il est l'unique mobile d'une action..

Nous n'irons pas aussi loin. Nous pensons avec M. Esmein (1)

(1) Cass. req., 29 juin 1897, S. 98.1.17.

que l'exercice d'un droit, ne sortant pas des limites fixées par la loi, ne peut constituer une faute. Une simple intention de nuire ne saurait devenir un acte illicite. Ainsi, un propriétaire élève un mur ou plante des arbres à la limite de son terrain qui n'est grevé d'aucune servitude ; il est prouvé que son but est d'ennuyer son voisin ; il ne peut pas cependant être condamné à des dommages-intérêts. Il serait facile de multiplier les exemples de ce genre. Un droit est absolu, s'il ne sort pas des limites fixées par la loi et l'intention malicieuse prêtée à celui qui l'exerce n'en change pas la nature. L'examen des intentions tendrait à « substituer la faute morale à la faute juridique ».

Il en est différemment si l'exercice du droit sort de sa sphère propre. Il a une limite naturelle dans le respect dû à un autre droit légitime et reconnu. L'exercice d'un droit, qui porterait atteinte à cet autre droit individuel, constituerait un acte illicite et donnerait lieu à des dommages-intérêts. N'est-ce pas ce qui a lieu dans notre espèce ?

Lorsque, après de longues hésitations, le parlement a aboli l'article 416 du Code pénal et rendu licites « les amendes, défenses, proscriptions, interdictions, prononcées par suite d'un plan concerté qui auraient porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail », il a voulu permettre aux syndicats de mieux atteindre leur but, qui est « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Les syndicats ont ainsi à leur disposition les pouvoirs les plus étendus pour défendre les intérêts professionnels de la collectivité. S'ils veulent obtenir une augmentation de salaire ou une fixation des heures de travail, ils peuvent se servir de la grève et de la mise en interdit. En agissant ainsi, ils restent dans leur rôle, ils ne font qu'exercer leur droit. Mais le syndicat commet un acte illicite, lorsqu'il sort de ses attributions et em-

ploie les procédés que la loi lui a accordés dans un but déterminé, pour arriver à un résultat qui n'intéresse pas les intérêts de la collectivité. Dans l'espèce, le syndicat ne pouvait adresser aucun reproche sérieux à J... ; il n'avait aucun intérêt sérieux à ce que J.. travaille ou ne travaille pas, puisque son renvoi de chez différents patrons n'avait pas pour conséquence d'améliorer la situation des autres ouvriers ; il poursuivait un but illicite en voulant empêcher ce malheureux ouvrier de travailler. C'est pour ce premier motif que la cour de Cassation a cassé l'arrêt de la cour de Grenoble.

En second lieu, dans la loi même de 1884, nous trouvons une limite à la puissance des syndicats et une garantie pour la liberté individuelle. L'article 7, que nous avons déjà eu l'occasion de citer, permet « à tout membre d'un syndicat professionnel de se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire ». Or, il est évident que le syndicat viole cette faculté de démission, en empêchant l'ouvrier qui s'est retiré de l'association de trouver du travail. « Attendu, dit l'arrêt de la cour de Chambéry (1), que par cette disposition (art. 7 de la loi de 1884), le législateur a voulu protéger la liberté individuelle ; que, s'il ne permet pas d'y renoncer par des clauses volontairement consenties, il prohibe à plus forte raison toute manœuvre, tout agissement qui tendrait à en paralyser l'exercice ; que cette liberté, dont le maintien est d'ordre public, deviendrait purement illusoire pour l'ouvrier, s'il ne pouvait en user sans se voir menacé par là même d'être privé du travail qui est le plus souvent son seul moyen d'existence. » Pour ces motifs, la cour de Chambéry a accordé des dommages-intérêts à l'ouvrier J... Celui-ci avait éprouvé un

(1) Chambéry, 14 mars 1893, S. 97.2.139. Cette cour était saisie de l'affaire par suite du renvoi prononcé par la Chambre civile de la cour de Cassation du 22 juin 1892, S. 93.1.41.

préjudice ; le syndicat avait commis à son égard un acte illécite. Il y avait donc lieu d'appliquer l'article 1382 du Code civil. Cette théorie a été admise par plusieurs autres arrêts de la jurisprudence (1).

Nous avons déjà vu que dans le cas d'exclusion arbitraire, le tribunal n'hésitait pas à accorder des dommages-intérêts à l'ouvrier syndiqué qui avait éprouvé un préjudice par suite de cette exclusion. Devons-nous de même admettre l'action en réparation, chaque fois que les associés auront à souffrir des actes commis par le syndicat ? Telle est la question que nous devons examiner rapidement, après avoir parlé de la responsabilité du syndicat vis-à-vis des tiers.

Il n'est pas douteux qu'une personne qui entre dans un syndicat professionnel, aliène une partie de sa liberté. Les syndicats ont été créés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour arriver à un but déterminé, c'est-à-dire étudier et défendre les intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, but que le patron ou l'ouvrier, pris isolément suivant qu'il s'agit de syndicats de patrons ou d'ouvriers, ne saurait atteindre. Chaque membre de l'association en retire des avantages, mais par contre il est lié à ses co-associés par un contrat et doit se soumettre à la volonté de la majorité pour tous les faits concernant sa profession. Si un syndicat d'ouvriers par exemple est en pourparlers avec un patron, désirant fixer un maximum des heures du travail ou augmenter les salaires, ce qui arrive le plus fréquemment, et si, pour vaincre la résistance du patron, il décrète la grève, l'ouvrier syndiqué ne saurait résister à la décision prise par l'assemblée générale ; sinon, il tombe sous le coup des pénalités prévues par les sta-

(1) Lyon, 2 mars 1894, S. 94.2.306 ; Bourges, 15 juin 1890, S. 90.2.30 ; Lyon, 15 mai 1895, S. 96.2.30 ; Paris, 31 mars 1896, S. 96.2.98 ; Cass. civ., 9 juin 1896, S. 97.1.25. Cet arrêt casse un arrêt de la cour de Nantes.

tuts. Le syndicat a obtenu que le salaire sera fixé à telle somme ; un membre du syndicat ne respecte pas la décision prise et travaille à des conditions désavantageuses ; le syndicat peut le contraindre à ne travailler que moyennant le salaire fixé, et cela à l'aide des amendes ou de la mise en interdit. Le membre syndiqué peut, il est vrai, recouvrer sa liberté, en donnant sa démission, droit formellement reconnu par l'article 7 de la loi de 1884.

Mais les syndicats ne restent pas toujours dans leurs attributions. Ils ont une tendance manifeste, surtout les syndicats ouvriers, non seulement à débattre avec les patrons les différentes conditions du travail, ce qui est leur droit, mais encore à imposer leur volonté aux ouvriers dans leurs rapports entre eux, à « s'arroger sur leurs membres une sorte de juridiction domestique » (1). La mise à l'interdit employée pour mieux faire respecter leurs décisions, devient illicite, malgré l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, décide la jurisprudence, et donne lieu à des dommages-intérêts.

Prenons un exemple. Deux ouvriers, E. et O., membres du même syndicat, travaillaient dans une usine de cristallerie. L'un d'eux E... fut renvoyé de l'usine. Le syndicat voulut forcer l'ouvrier O... à partager le travail aux pièces, dont il avait seul le bénéfice, avec l'ouvrier congédié. L'ouvrier n'ayant pas accepté ces prétentions, tous les ouvriers travaillant à l'usine votèrent la grève, après une réunion de la chambre syndicale, aussi bien les ouvriers non syndiqués que les ouvriers faisant partie du syndicat, et notifièrent au directeur de l'usine que la grève durerait tant que O... ne serait pas renvoyé. Le directeur céda. Privé de travail, O... intenta une action en dommages-intérêts.

(1) Lyon, 2 mars 1894, D. 94.2.305. Note de M. Planiol.

Le tribunal civil de Lyon rejeta cette action, voici pour quelles raisons : « L'article 416 du Code pénal ayant été abrogé par la loi du 21 mars 1884, la pression exercée par les ouvriers sur le patron, même en vertu d'un plan concerté, pour obtenir le renvoi d'un de leurs camarades, n'est pas un délit ; il est reconnu que la grève est un moyen licite accordé aux ouvriers comme aux patrons pour obtenir le succès de leurs réclamations relatives à leurs salaires ou à leurs intérêts ; les articles 1382 et suivants du Code civil, ne permettent pas d'obtenir réparation d'un préjudice contre celui qui n'a fait qu'user de son droit ; dans la cause, une question de salaires avait été en jeu, sinon entre les ouvriers et le patron, du moins entre O... et deux compagnons dont les salaires étaient au compte de celui-ci. »

Le tribunal rappelle qu'il s'agit ici d'une question de salaires, pour fortifier les autres arguments qu'il ne trouve sans doute pas suffisants et que nous avons réfutés dans une espèce présentée plus haut.

Sans nul doute, c'est bien une question de salaires qui est discutée. Mais cette question intéresse-t-elle la profession et légitime-t-elle l'intervention du syndicat ? Non. Dans cette affaire, un seul intérêt est en jeu, celui de l'ouvrier congédié E... En voulant forcer l'ouvrier O... à partager son travail et son salaire avec son camarade malheureux, le syndicat prend le parti d'un de ses membres dont il défend les intérêts avec beaucoup d'énergie, mais il ne soutient pas les intérêts de la profession. Quel avantage en effet les membres de l'association retireront-ils de la rentrée d'un ouvrier à l'usine ? Les conditions de travail ne varieront pas pour cela. Le taux du salaire ne sera pas changé.

L'ouvrier O... fit appel et obtint gain de cause : « La liberté n'a été accordée aux syndicats, dit l'arrêt de la cour, que pour

protéger les intérêts professionnels de leurs membres, vis-à-vis des patrons, en les autorisant à se concerter entre eux pour la libre discussion de leurs salaires ; mais la faculté accordée par la loi est limitative ; elle ne peut être étendue au delà du règlement des difficultés qui s'élèveraient directement entre les patrons et leurs ouvriers ; le législateur a voulu, d'une part, assurer la liberté entière de l'ouvrier, vis-à-vis du patron, dans la fixation du salaire, mais en même temps il a entendu faire respecter la liberté personnelle et l'indépendance des ouvriers en proclamant, dans la même loi, le droit de chacun d'eux de faire partie ou de ne pas faire partie du syndicat, suivant sa volonté. »

M. Planiol fait remarquer avec raison en note de l'arrêt (1) que la Cour de Lyon donne de la loi de 1884 une idée trop étroite. Les questions de salaires ne sont d'abord pas les seules que le syndicat puisse traiter avec les patrons : beaucoup d'autres questions peuvent encore être traitées. « Il ne serait pas vrai de dire non plus, qu'un syndicat ne puisse avoir de rapports qu'avec les patrons. Il peut se mettre en relation avec les tribunaux de commerce ou de prud'hommes qui peuvent le « consulter » selon l'alinéa final de l'article 6. »

L'idée importante contenue dans l'arrêt de la Cour de Lyon, idée qu'il importe de noter et de retenir pour empêcher les syndicats d'exercer une véritable tyrannie sur leurs membres, c'est que le but des syndicats n'est pas de s'occuper des rapports des ouvriers entre eux. « Considérant que dans l'espèce, il ne s'agit nullement d'un conflit survenu entre les ouvriers de l'usine et leur patron, sur une question relative à des intérêts professionnels, mais uniquement d'une question soulevée entre ouvriers syndiqués par les membres du syndicat qui

(1) Lyon, 2 mars 1894, D. 94.2.305. Note de M. Planiol.

ont réclamé l'exclusion de celui d'entre eux qui ne voulait pas se soumettre à l'autorité du comité. » Lorsque le syndicat s'occupe de ces questions, il viole l'article 3 de la loi de 1884 qui limite nettement ses attributions.

Il résulte de ces explications que les menaces de grève faites aux patrons sont licites depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts professionnels, mais deviennent parfois illicites. Nous avons conclu plus haut que les menaces de grève, qui avaient pour but d'obliger un ouvrier à rentrer au syndicat, violaient l'article 7 et donnaient lieu à des dommages-intérêts. La conclusion sera ici la même. En voulant forcer un ouvrier à partager son travail et son salaire avec un camarade, le syndicat a violé l'article 3 ; la menace de grève faite sans droit devient illicite ; le syndicat est donc obligé de réparer le préjudice qu'il a causé par sa faute (1).

M. Planiol, dans la note précitée, critique l'arrêt de la Cour de Lyon, qui condamne le syndicat, personne morale, à payer une réparation pécuniaire. Cette sanction suivant lui est d'abord illusoire. Il n'existe en effet aucun moyen de contrainte contre cette personne morale, le plus souvent insolvable, ne possédant rien et pouvant se dissoudre du jour au lendemain. Ce n'est pas non plus la vraie solution. Les faits, dont il s'agit, renferment les éléments constitutifs du délit civil, préjudice causé et faute. Or, les personnes morales, « fictions instituées pour la commodité de certains actes juridiques mais qui ne peuvent pas servir de paravents pour les auteurs d'actes délictueux », ne peuvent pas plus commettre de délit civil qu'ils ne peuvent commettre de délit pénal. « Le délit suppose toujours une imputabilité qui ne saurait se rencontrer en une

(1) Fonteilles, *Responsabilité civile des syndicats professionnels*. Thèse de doctorat, p. 110 et s.

personne morale, simple abstraction ; il ne peut donc être l'œuvre que d'une personne vivante ». Il en résulte que l'action en dommages-intérêts ne doit pas être dirigée contre le syndicat, mais bien contre les auteurs des actes illicites seuls personnellement responsables : ce sera suivant les cas l'assemblée générale, la chambre syndicale, le bureau ou simplement le président. On n'admet pas ici la théorie de la représentation juridique (il s'agit d'hypothèses dans lesquelles l'auteur de l'acte illicite a commis cet acte au nom du syndicat et non en son nom personnel, car dans ce dernier cas, il n'y a pas de difficultés, le syndicat ne saurait être poursuivi d'aucune façon), qui fait reporter sur le représenté toutes les conséquences des actes accomplis par le représentant. La représentation juridique ne s'applique qu'aux actes contractuels et à leurs effets licites, mais non aux actes illicites. Il reste, il est vrai, la responsabilité indirecte du syndicat, à titre de commettant, résultant de l'article 1384 du Code civil ainsi conçu : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. — Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; — les maîtres et les commettants du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ; — les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. — La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. » On est dans les termes mêmes de l'alinéa 3 de cet article, si le syndicat a choisi celui qui est chargé de le représenter et s'il a

autorité sur lui. Le syndicat est responsable de n'avoir pas fait un meilleur choix.

Pour terminer cette section, voyons si en cas de quasi-délit la responsabilité du syndicat est engagée. Le quasi-délit civil suppose un fait illicite qui cause préjudice à autrui et la faute de la part de l'auteur de l'acte illicite, mais il se distingue du délit civil en ce qu'on ne trouve pas chez l'agent l'intention de nuire ; il y a simplement imprudence ou négligence de sa part. Il est d'usage de comprendre dans les quasi-délits les faits énumérés par les articles 1384, 1385, 1386 du Code civil (1).

La réponse sera la même ici qu'en matière de délits. De même que le syndicat est responsable quand un délit civil est commis en son nom, de même il peut être poursuivi en justice et condamné à une réparation pécuniaire, lorsqu'on se trouve dans un des cas énumérés par le Code civil ou un autre fait analogue. Le cas, qui se présente le plus fréquemment, est celui prévu par l'alinéa 3 de l'article 1384 que nous avons transcrit. Il s'agit bien entendu de faits illicites et dommageables accomplis sans intention de nuire par des membres du syndicat dans l'exercice de leurs fonctions, c'est-à-dire exerçant une charge dont ils auront reçu le fardeau. Si un membre du syndicat agit individuellement et par ses actes cause préjudice à autrui, il en subit seul les conséquences. Après de longues discussions, il est à peu près généralement admis que, lorsque les préposés de l'État sont les auteurs d'actes préjudiciables, la responsabilité en incombe à l'État. A plus forte raison, doit-il en être de même pour les syndicats, que nous considérons comme une personne morale privée tandis que l'État est une personne morale publique.

Dans ces cas, le syndicat doit réparer le préjudice causé,

(1) Fonteilles, *op. cit.*, p. 140 et s.

qui n'existerait pas, s'il avait eu soin de mieux choisir ses préposés ou de les surveiller davantage : il y a certainement imprudence ou négligence de sa part. Un journal fondé par la Chambre des artistes dramatiques, lyriques et musiciens, ne s'était pas contenté de mettre plusieurs personnes à l'index, mais les avait même diffamées, en disant « que les directeurs mis à l'index sont des gens complètement insolvables ou d'une mauvaise foi reconnue ; qu'ils ont grugé plusieurs fois le syndicat ; qu'étant sans feu ni lieu, ils se moquent des décisions de la justice ». Il y a dans ces paroles délit de diffamation et d'injure pour lequel est poursuivi l'auteur de l'article incriminé. De plus, la chambre syndicale est responsable civilement du préjudice causé par son préposé. C'est ce qu'a reconnu le tribunal correctionnel de Bordeaux (1).

SECTION IV. — Actions relatives aux diverses obligations que le syndicat est susceptible de contracter.

En accordant aux syndicats professionnels la personnalité civile, la loi du 24 mars 1884 leur laisse la liberté la plus complète pour accomplir tous les actes de la vie civile, qui auront pour but l'intérêt professionnel. La seule restriction apportée par la loi, restriction qui a parfois fait dire à tort que les syndicats jouissaient seulement d'une capacité restreinte, vise la faculté d'acquérir les immeubles.

« Aucune disposition, dit M. Waldeck-Rousseau, ne leur défend ni de prendre des immeubles à bail, quel qu'en soit le nombre et quelle que soit la durée des baux, ni de prêter, ni d'emprunter, ni de vendre, échanger ou hypothéquer leurs

(1) Tribunal correct. de Bordeaux, 24 mars 1884. *Revue des Sociétés*, 94, p. 320.

immeubles. Ils font un libre emploi des sommes provenant des cotisations : placements ; secours individuels en cas de maladie, de chômage ; achat de livres, d'instruments ; fondation de cours d'enseignement professionnel, etc. Les divers actes ne sont soumis à aucune autorisation administrative. Ils seront décidés et réalisés conformément aux règles établies par les statuts. Il en sera de même des procès et des transactions (1). » Ces quelques lignes montrent que les syndicats peuvent passer avec les tiers toutes sortes de contrats.

Il est intéressant de noter en passant les hypothèses qui se présenteront le plus souvent en pratique. Sitôt que plusieurs personnes se sont groupées et ont formé un syndicat professionnel, conformément aux dispositions de la loi, leur premier soin doit être de se procurer un immeuble dans lequel on tiendra les réunions, on installera la bibliothèque et l'on fera les cours d'instruction professionnelle : voici déjà une vente ou un contrat de bail. Si cet immeuble ainsi procuré, le seul que le syndicat puisse légalement posséder, ne sert pas d'une façon continue, rien n'empêche de le louer ou de le sous-louer pour le temps où il est disponible ; de même, le syndicat peut passer avec des architectes ou des ouvriers tous les marchés nécessaires pour le remettre en bon état, lorsqu'il a besoin de réparations. Suivant les différentes phases par lesquelles il passera, le syndicat peut être appelé à modifier cet immeuble, à le vendre pour s'en procurer un autre plus avantageux, à l'échanger, à passer en un mot divers contrats. Les ressources possédées par le syndicat servent aussi tantôt à acheter des livres destinés à composer la bibliothèque, tantôt à se procurer des collections modèles ou des produits qui tiendront les associés au courant des dernières inventions.

(1) Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, relative à l'application de la loi des Syndicats professionnels. *Journ. off.* du 28 août 1884.

De ces diverses opérations, que tout syndicat peut conclure à un moment quelconque, naissent des obligations à la charge de l'une ou de l'autre des parties contractantes. Ces obligations sont sanctionnées par une action en justice, si l'une des parties a à se plaindre de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du contrat. Cette action en justice doit-elle être intentée par le syndicat, et doit-elle être dirigée contre lui ?

La personnalité civile, qui donne au syndicat une personnalité distincte de celle des associés, est une fiction, comme nous l'avons vu au début de ce chapitre. Il importe donc que cet être fictif prenne corps, soit représenté par un être réel, chaque fois qu'il doit se mêler à la vie juridique, c'est-à-dire contracter ou ester en justice. Les statuts indiquent qui est chargé de ce pouvoir : les membres composant la Chambre syndicale, les directeurs ou administrateurs ou simplement le président du syndicat. Quand il s'agit de contracter, les pouvoirs du représentant seront ordinairement fixés par les statuts. Les contrats étant passés par un représentant, nous devons appliquer les règles ordinaires du mandat (1), qui est ici général ou spécial suivant que les statuts confient à une personne le pouvoir de représenter le syndicat dans toutes les affaires ou que ce pouvoir est limité à une affaire déterminée. Le syndicat joue le rôle de mandant ; son représentant est un mandataire.

Le représentant du syndicat achète l'immeuble nécessaire. Nous supposons bien entendu qu'en agissant ainsi il ne dépasse pas les limites fixées par les statuts et qu'il a acheté pour le compte du syndicat et en son nom, suivant la formule de l'article 1484 du Code civil. D'après les principes généraux du mandat, il résulte que le véritable acheteur est non pas le

(1) Articles 1984 à 2011 du Code civil.

représentant du syndicat, mais le syndicat lui-même, personne morale. C'est le caractère essentiel de tout mandat. « Le mandataire représente le mandant : il agit et parle en son nom, il n'est que son organe ; de sorte que, l'acte une fois accompli par le mandataire, la situation est la même que si le mandant l'avait accompli lui-même. *Qui mandat ipse fecisse videtur*. Le mandant devient créancier et débiteur par le fait du mandataire, qui, personnellement, ne s'oblige pas et n'oblige pas les autres envers lui, parce que sa personne s'efface pour faire place à celle du mandant (1). » La personne du mandataire disparaissant, les différentes obligations résultant de la vente seront à la charge du tiers vendeur et en faveur du syndicat, acheteur ou inversement. S'il y a quelque difficulté relative à l'une de ses obligations, c'est le syndicat qui devra intenter l'action ou y défendre, mais non pas le mandataire dont le rôle est terminé vis-à-vis du tiers et qui n'a de compte à régler qu'avec son mandant. Des obligations réciproques existent en effet entre le mandataire et le mandant, d'un côté l'obligation d'exécuter le mandat et de rendre compte (art. 1991 à 1997, C. civ.) ; de l'autre, l'obligation de décharger le mandataire de toutes les suites de l'exécution du mandat et de lui payer le salaire promis (art. 1999 à 2002, C. civ.). Ces idées s'appliquent à tous les contrats passés par le mandataire au nom du syndicat.

Au lieu de demeurer dans les limites fixées par les statuts, le représentant du syndicat a agi en dehors des pouvoirs qui lui étaient conférés. Les statuts lui ayant confié par exemple un mandat général, il accomplit un de ces actes pour lesquels le Code exige un mandat spécial et viole ainsi l'article 1988 du Code civil, ainsi conçu : « Le mandat conçu en termes géné-

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis du droit civil*, t. 3, p. 543.

raux n'embrasse que les actes d'administration. — S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès. » Il est évident que le mandataire n'a pu parler dans ce cas au nom du syndicat et engager sa responsabilité ; le syndicat est resté complètement étranger au contrat passé dans ces conditions et n'en subira pas les conséquences, *res inter alios acta alii neque nocet neque prodest* ; le tiers qui a contracté ne peut donc le poursuivre en justice pour lui réclamer l'exécution du contrat. Le tiers aurait seulement le droit de lui demander réparation du préjudice causé par le mandataire, car il est en faute de n'avoir pas choisi un représentant plus consciencieux (art. 1384, C. civ.). « Mais dans l'hypothèse que nous prévoyons au paragraphe précédent, dit M. César Bru, celle où frauduleusement un administrateur empêche les tiers de connaître les vrais statuts et leur fait ainsi souscrire un acte irrégulier, le syndicat devrait être déclaré solidairement responsable de la faute commise, même s'il prouvait qu'elle est toute personnelle à l'administrateur (En ce sens, Cassation, 14 juin 1847). Il est en faute d'avoir aussi mal choisi son mandataire et il faut assurer aux tiers un secours efficace. Mais si le syndicat désintéresse les tiers lésés, il aura certainement un recours contre son administrateur coupable, s'il prouve que lui, syndicat, n'a en rien participé à la fraude reprochée (1). »

Si le représentant du syndicat n'agit pas pour l'association et en son nom, mais agit en son nom propre et pour le compte de l'association, son rôle se rapproche de celui du commissionnaire. Les règles ne sont plus les mêmes. C'est lui qui est partie au contrat, qui devient créancier et débiteur ; c'est donc lui qui devra faire valoir en justice les droits résultant du

(1) César Bru, *Les syndicats professionnels et leur personnalité civile d'après la loi du 21 mars 1884*, p. 78.

contrat passé ou combattre les prétentions de l'autre partie contractante, sauf le règlement de compte à intervenir entre le commettant et le commissionnaire, c'est-à-dire entre le syndicat et celui qui a agi pour son compte.

Bien que le mandataire ait dépassé les limites du mandat, il peut y avoir deux exceptions à la règle générale, le syndicat peut se trouver engagé dans deux cas : nous voulons parler de la ratification et de la gestion d'affaires. Ces exceptions, qui sont de droit commun, n'ont rien de spécial aux syndicats.

La ratification (art. 1998, al. 2, C. civ.) consiste dans le fait par lequel une personne prend pour son compte les actes passés par un tiers sans en avoir reçu mandat ou par un mandataire en dehors de son mandat. La personne, étrangère à l'acte, ne doit pas en subir les conséquences ; mais, en l'approuvant, lorsqu'il est accompli, elle se l'approprie. Le consentement tardif, qui est suivant les cas exprès ou tacite, suffit à transformer l'opération en un mandat et lui en fait produire tous les effets, « *ratihabitio mandato æquiparatur* ». La ratification peut avoir lieu de deux façons : expressément, si l'assemblée générale se réunit et déclare qu'elle accepte l'acte fait pour son compte, ou, tacitement, s'il résulte sans aucun doute de la conduite du syndicat qu'il prend l'acte à sa charge, par exemple s'il paie le prix de l'immeuble acheté par un de ses membres qui n'avait reçu aucun mandat à ce sujet.

« Le principe que le mandant n'est pas obligé par les actes que le mandataire a faits en dehors du mandat comporte, à notre avis, une seconde exception, dit M. Guillouard, pour les cas où il serait évident, par les circonstances, que le mode d'exécution employé par le mandataire, bien qu'il ne rentre pas dans la lettre du mandat, est plus avantageux pour le mandant, ou encore que c'est le seul mode que les événements

aient permis (1). » C'est le cas de la gestion d'affaires. Le mandataire doit prouver que l'acte accompli a été de quelque utilité pour le syndicat et qu'il a eu l'intention d'obliger le syndicat. Ces deux conditions existant, ces obligations existent entre le syndicat et le tiers qui sont les deux parties contractantes et entre le syndicat et son représentant. Nous trouvons l'indication des obligations les plus importantes dans l'article 1379 du Code civil : « Le maître dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites. » Cet article montre suffisamment dans quels cas le syndicat peut être actionné en justice ou inversement intenter une action contre le tiers ou contre son représentant.

Il est possible que les personnes chargées de représenter le syndicat n'agissent pas elles-mêmes et chargent un tiers d'accomplir un ou plusieurs actes en leur lieu et place : le président, qui est le plus souvent le mandataire général du syndicat, délègue tout ou partie de ses pouvoirs à un autre membre du bureau. Ce dernier prend part à un contrat au nom du syndicat. Quelles en seront les conséquences ? L'article 1994 du Code civil, al. 2, nous donne une réponse : « Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion, 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un ; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable. — Dans tous les cas le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée. » Que le mandataire ait reçu ou non le pouvoir de déléguer une

(1) Guillouard, *Contrats aléatoires et du mandat*, p. 532.

partie de sa charge à un tiers, la substitution est valable ; les actes accomplis par le substitué établissent un lien de droit direct entre l'autre partie contractante et le mandant ; ces actes sont donc opposables au syndicat, puisque le substitué a représenté le syndicat, comme l'aurait fait le mandataire lui-même (1). La conséquence logique est que le mandant et le tiers deviennent mutuellement créanciers l'un de l'autre. L'article 1994, al. 2, établit un lien de droit entre le mandant et le substitué : il résulte sans aucun doute des termes de cet alinéa que le mandant peut agir directement contre le tiers et le faire condamner à la réparation du préjudice causé par la mauvaise exécution du mandat ; inversement, le tiers substitué peut agir directement contre le mandant. Le mandant a enfin une action à sa disposition contre le mandataire qui répond de toutes les fautes du tiers qu'il s'est substitué, « 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un ; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable », mais seulement des fautes résultant du défaut de surveillance si la personne du tiers substitué lui a été désignée.

Les divers contrats que les syndicats ont le droit de passer se ramènent à deux ordres d'idées : administrer le patrimoine et servir les intérêts professionnels communs. Les actes qui ne rentrent pas dans l'une ou l'autre de ces deux catégories leur sont absolument interdits : c'est ainsi qu'ils ne peuvent faire aucun acte dont l'objet est le lucre, tels que acheter pour revendre avec bénéfice, soit à des tiers, soit aux syndiqués, exercer une profession. Mais ils peuvent servir d'intermédiaires entre leurs membres et les fournisseurs et acheter pour revendre sans bénéfice aux syndiqués ou inversement, sans

(1) Guillaouard, *op. cit.*, p. 456 à 560.

cesser de poursuivre leur but, « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Ceci est surtout pratiqué par les syndicats agricoles, auxquels la loi s'applique incidemment à la suite d'une interruption faite au Sénat et qui ont pris un grand développement depuis 1884. « Un syndicat agricole, dit M. Grandeau (1), est une association en vue de l'achat en commun de toutes les matières premières utiles à l'agriculture, dans des conditions qui assurent à la fois la parfaite loyauté des marchés, la pureté des produits achetés et la suppression des dommages résultant de la fraude dont les cultivateurs isolés sont si souvent victimes de la part de vendeurs peu scrupuleux. » Cet « achat en commun » s'opère de deux façons (2) : le syndicat groupe les demandes de ses membres, les transmet aux fournisseurs en essayant d'obtenir les prix du gros et distribue les matériaux ; ou bien le syndicat (syndicat des épiciers de Reims) achète en gros avant d'avoir reçu les commandes des syndiqués et livre ensuite à ses membres et à mesure des besoins. Dans les deux cas, il ne fait payer aux syndiqués que le prix de revient, avec une légère surtaxe destinée à couvrir les frais, mais ne retire aucun bénéfice de l'opération. L'intérêt professionnel commun est bien en jeu. On ne peut douter de la validité de ces opérations. C'est l'avis de M. Pierre Legrand, ministre du commerce, qui a fait des déclarations très importantes à ce sujet (3) : « Il est établi que les diverses associations qui ont motivé les réclamations parvenues à mon administration se sont bornées à créer des offices pour l'achat de matières premières ou de machines

(1) Grandeau, *Etudes agronomiques*, 1886, p. 266.

(2) Cours de M. Jay, *Législation industrielle*, année 1896-1897.

(3) Lettre du ministre du commerce adressée le 27 avril 1888 au président de la chambre de commerce de Paris. *J. off.. Doc. parlem.* Ch. 1892, p. 207, col. 3 ; Toulouse, 26 mars 1889, D. 90.2.144.

utiles à l'agriculture, de manière à les obtenir à meilleur marché et de meilleure qualité au profit de leurs membres ; que ces associations sont administrées gratuitement et n'ont retiré aucun bénéfice de leur entremise, faisant simplement profiter les sociétaires de tous les avantages résultant du mode d'achat et que si parfois elles ont majoré, dans une faible mesure, le prix d'acquisition des produits, rien ne permet d'affirmer que cette majoration ait eu d'autre but que de couvrir les frais de gestion..... On peut dire que la loi de 1884, si elle ne conférerait pas le droit de faire des opérations semblables, ne pourrait être pour les agriculteurs d'aucune application vraiment pratique..... S'il était établi que telle ou telle association ne s'est pas bornée à faire profiter ses seuls adhérents des avantages réalisés par le syndicat, qu'elle en a étendu le bénéfice à des personnes étrangères à la société..... il est évident que les associations signalées devraient être mises en demeure de se renfermer dans la limite des attributions qui leur ont été assignées par le législateur de 1884. » Nous avons tenu à reproduire cette réponse catégorique du ministre du commerce, qui montre que les syndicats sont également autorisés à acheter pour revendre à leurs adhérents, sans bénéfice.

Eh bien ! lorsqu'il y a une contestation avec le vendeur qui a fourni les engrais, les matières premières, les ustensiles, pour mauvaise qualité par exemple des objets fournis ou pour défaut de paiement, entre quelles personnes le procès aura-t-il lieu ? Le fournisseur doit-il poursuivre le syndicat, personne morale ou bien les divers syndiqués auxquels les objets auront été remis ; et inversement, quel sera le demandeur, le syndicat ou le membre de l'association qui aura à se plaindre des objets achetés par le syndicat ?

Plusieurs auteurs (1) considèrent le syndicat comme seul

(1) Glotin, *op. cit.*, p. 244 ; Pic, *op. cit.*, p. 144 ; Bry, *op. cit.*, p. 270 ; Grandeau, *op. cit.*, p. 266.

mandataire et le syndiqué comme l'unique acheteur. Les membres du syndicat chargent le syndicat d'acheter pour eux : c'est un véritable mandat, le préposé du syndicat achetant au nom des membres de l'association et non en son nom personnel. Nous devons donc appliquer les règles du mandat. Les membres du syndicat et le fournisseur deviennent réciproquement créanciers et débiteurs, puisque ce sont eux qui ont été véritablement parties au contrat. Il en résulte que, s'il y a une contestation en justice, le fournisseur devra mettre en cause les membres du syndicat et non le syndicat ou inversement l'action contre le fournisseur qui a mal exécuté le mandat devra être intentée par les syndiqués mécontents et non par le syndicat : « Les poursuites à exercer contre les marchands d'engrais, dit M. Grandeau, qui n'auraient pas loyalement rempli leurs engagements, sont faites au nom de l'acheteur, mais aux frais et diligence du syndicat. »

Le syndicat des agriculteurs d'Ille-et-Vilaine avait adressé à un marchand d'engrais une commande payable par le destinataire avec stipulation d'une indemnité de dix francs par jour de retard dans la livraison. Suivant une clause des statuts, donnant mandat au président de poursuivre au nom des syndiqués les instances relatives aux achats d'engrais, le président du syndicat demanda une indemnité en justice et obtint gain de cause. En appel, la Cour déclara irrecevable l'appel formé par le président du syndicat et admit l'incompétence du président opposée par le fournisseur : « attendu que les syndicats ne sont pas autorisés à plaider en tant que syndicats pour la défense des intérêts individuels de certains de leurs membres ; attendu que les statuts de l'association des agriculteurs d'Ille-et-Vilaine en donnant au président du syndicat, le droit de plaider contre les marchands d'engrais qui ne remplissaient pas leurs engagements, lui ont conféré un mandat dont la cour n'a pas

à rechercher la régularité ; attendu qu'en agissant en vertu de ce mandat, L. . . ne représente pas la personne morale du syndicat, dont les intérêts ne sont pas en jeu, mais seulement les intérêts particuliers de ses membres (1) ». Il en résulte que le président est ici considéré comme le mandataire des associés, qui seuls sont engagés.

Cette idée de mandat ne peut pas s'appliquer dans toutes les hypothèses. Supposons qu'un syndicat achète des machines, non pour les rétrocéder à ses membres mais pour les leur prêter : il n'est pas douteux que le syndicat puisse faire cette opération, s'il n'en retire pas de bénéfice, se contentant de prélever une légère indemnité destinée à recouvrer les frais. L'idée de mandat n'est pas admissible ici. Le syndicat achète dans ce cas en son nom personnel et devient seul propriétaire. Pourquoi ne pas admettre d'une manière générale que le syndicat achète pour lui et rétrocède à ses membres les fournitures achetées ? Il deviendrait ainsi créancier et débiteur du fournisseur, pourrait seul intenter les actions nées du contrat ou y défendre. Le syndicat serait considéré comme un « simple commissionnaire opérant gratuitement par opposition à la représentation juridique (2) ».

Le syndicat peut enfin conclure le contrat de travail que nous nous contentons de signaler ici, nous réservant de l'étudier dans une section spéciale de notre seconde partie.

(1) Douai, 8 mars 1892, *Revue des Sociétés*, 1892, p. 252. Note de M. Hubert Valleraux.

(2) Dalloz, *Supplément* au mot *Travail*, p. 201.

CHAPITRE II

DE L'ÉTENDUE DU DROIT DES SYNDICATS D'ESTER EN JUSTICE.

Nous avons vu dans notre première partie que le syndicat, en sa qualité de personne morale, avait seul qualité pour intenter les actions relatives à sa constitution, à son patrimoine et aux obligations résultant des divers contrats qu'il pouvait passer, et que seul il avait le droit d'y défendre. Pour savoir en effet qui a le droit d'ester en justice, c'est-à-dire de comparaître soit comme demandeur, soit comme défendeur, il faut rechercher quelle personne a intérêt à être partie dans une instance, puisqu'on ne peut exercer une action qu'autant qu'on y a intérêt et seulement dans la mesure de son intérêt. « Pas d'intérêt, pas d'action », dit une règle de procédure. Or, dans ces hypothèses, le syndicat, qui est titulaire des droits inhérents à sa personnalité civile, a la capacité nécessaire pour ester en justice, par l'intermédiaire d'un représentant légal, comme nous le verrons plus loin, et aucun membre du syndicat, aucune personne, ne peut, faute d'intérêt, se substituer à lui. Les actes de la procédure, pour être valables, ne devront donc pas mentionner les noms de tous les membres du syndicat, mais seulement le nom du représentant du syndicat : ils seront signifiés seulement à ce représentant.

En vertu de la même règle que l'intérêt est la mesure de l'action et conformément au principe que « nul en France ne plaide par procureur », le syndicat ne peut intervenir en justice, dans une situation tout à fait opposée aux précédentes.

Un membre d'un syndicat a un procès relatif à un droit acquis dans l'exercice de sa profession : c'est par exemple un agriculteur, qui a fait une commande d'engrais et qui a des difficultés avec son fournisseur à propos du règlement de la facture. Il n'est pas douteux que dans cette hypothèse déterminée, le syndicat dont l'agriculteur en question fait partie ne sera pas admis, faute d'intérêt, à se substituer à lui et à intervenir en justice ; à moins que cet agriculteur ne lui ait donné une procuration spéciale à ce sujet, ce que ne prohibe pas la règle « Nul en France ne plaide par procureur » et que son nom figure dans tous les actes de la procédure.

Mais, en dehors des deux cas nettement opposés, celui où l'intérêt seul de la personne morale est en jeu et celui où son intervention ne peut en aucune façon être admise, les syndicats élèveront souvent la prétention d'ester en justice. Que faut-il décider ? Devons-nous limiter aux faits déjà énumérés leur capacité d'ester en justice ? Ou bien doit-on étendre cette capacité ?

Nous savons « que les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». L'article 3 de la loi de 1884, qui détermine ainsi l'objet des syndicats professionnels, nous permet de leur accorder la faculté de défendre en justice l'intérêt professionnel. Il n'y a pas ici d'action intentée par ou contre un des membres du syndicat (1). Celui-ci se présente directement dans l'intention de défendre l'intérêt de la profession, qui est seul en jeu, et ne se substitue à personne, puisqu'il ne s'agit pas des intérêts individuels de tel ou tel membre du syndicat. Défendre les intérêts de la col-

(1) Cour d'appel de Bordeaux, 4 juin 1897, *Gaz. du Palais*, année 1897, 2^e sem., p. 122. Consultation de MM. Pâtissier-Bardoux, avocat à la Cour de cassation, Ulbrich et Cazelles, avocats à Paris.

lectivité, tel est le but d'un syndicat. Il ne sort pas de ses attributions en intentant une action, qui a pour but de protéger les intérêts collectifs dont il a la garde. La jurisprudence admet que dans ces cas l'action du syndicat est recevable.

On reconnaît généralement qu'un syndicat peut attaquer devant le Conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir, un règlement de police relatif à l'exercice de la profession représentée par le syndicat (1). Une ordonnance du préfet de police, du 25 novembre 1885, confirmée par une décision du ministre de l'intérieur du 13 mars 1886 ayant réglementé les établissements de bains dans la ville de Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, le syndicat professionnel des propriétaires des bains de Paris et du département de la Seine s'est pourvu devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir. Après avoir constaté que c'est la première fois qu'un syndicat professionnel se présente devant le Conseil d'Etat pour soutenir les intérêts de la profession qu'il représente et rappelé les dispositions principales de la loi du 21 mars 1884, M. le commissaire du gouvernement Valabrègue déclare : « Les propriétaires d'établissements de bains exercent une profession de la nature de celles prévues par la loi de 1884 ; ils ont pu régulièrement se constituer en syndicat professionnel ; le bureau du syndicat peut, au nom de l'association, défendre les intérêts commerciaux ou industriels de cette profession ; il a qualité pour porter devant vous les réclamations relatives à l'ordonnance qui lèse les intérêts des commerçants qu'il représente. » Le Conseil d'Etat admit la recevabilité du recours et donna droit à une partie des réclamations formulées par le syndicat.

De même, un jugement du tribunal de commerce de la

(1) Conseil d'Etat, 27 mars 1887, S. 89.3.7. Observations de M. le Commissaire du gouvernement.

Seine (1) a admis que le syndicat professionnel de l'ameublement avait qualité pour former tierce opposition à un jugement du tribunal de commerce autorisant une vente aux enchères de marchandises neuves par commissaire-priseur après cessation de commerce, dès que cette décision fait grief aux intérêts du commerce qu'il représente. Sans aucun doute, l'article 2 de la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères de marchandises neuves, dérogeant à la règle qui prohibe les ventes en détail d'objets neufs à l'encan, permet au négociant qui cesse le commerce d'écouler ses marchandises par ce moyen, à condition d'obtenir l'autorisation du tribunal de commerce. Celui-ci a le droit de réglementer les conditions de l'enchère de façon à ne pas nuire aux intérêts du commerce exercé par les moyens habituels de la vente. Mais, si la décision porte atteinte aux intérêts de toute une profession, le syndicat, représentant de la collectivité, a qualité pour faire tierce opposition.

Il a été jugé (2) aussi qu'un syndicat de pisciculteurs a qualité pour demander des mesures destinées à empêcher la contamination par des eaux usinières d'étangs appartenant à tous les syndiqués et communiquant entre eux. Une des causes déterminantes de la fondation de ce syndicat des poissonniers de la Somme, dont il s'agit, avait été de réunir les efforts des propriétaires d'étangs dans le but d'obtenir réparation du préjudice causé par l'introduction dans les étangs des eaux malsaines des fabriques de sucres : l'article 1^{er} des statuts déclare en effet « qu'il a plus spécialement pour objet la réparation du préjudice causé aux poissonniers par l'introduction

(1) Trib. commerce Seine, 1^{er} mai 1885, *Journal des trib. de commerce*, 1887, p. 214.

(2) Amiens, 13 mars 1895, S. 96.2.189 et D. 95.2.553 et la note contraire de M. Planiol.

dans les étangs des eaux malsaines des fabriques de sucre ». Les défendeurs en avaient conclu que ce syndicat, formé simplement en vue d'intérêts particuliers et pour obtenir réparation de dommages individuels, ne rentrait pas dans les termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884. L'arrêt de la Cour d'Amiens reconnaît que ce syndicat a un objet plus vaste : « Considérant qu'il résulte de l'article 1^{er} des statuts du syndicat des poissonniers, qui s'est constitué à Péronne le 12 janvier 1891, que ce syndicat, dont tous les membres exercent une profession identique, a pour objet tout ce qui concerne l'exploitation des étangs, la reproduction et la conservation du poisson, la pêche et la vente de leurs produits. » Il en résulte que le syndicat des poissonniers a en vue l'intérêt général et collectif. Après avoir reconnu la validité de la constitution du syndicat, la Cour admet la recevabilité de son action. « Considérant qu'il résulte des articles 3 et 6 combinés, de la loi du 21 mars 1884, que les syndicats ont le droit d'ester en justice pour assurer la défense des intérêts généraux en vue desquels ils ont été constitués ; — considérant que ces étangs communiquent d'ailleurs entre eux, soit directement, soit indirectement, et que les germes morbides qui seraient apportés dans quelques-uns seulement se propageraient nécessairement dans tous les autres ; — considérant que, dans ces conditions, il est manifeste que les mesures sollicitées ont pour objet un intérêt commun et collectif ; qu'elles n'ont d'autre but, en effet, que d'empêcher le dépeuplement des étangs dont tous les syndiqués auraient également à souffrir. »

Dans ces trois espèces, il y a atteinte apportée à l'intérêt de la collectivité et non aux intérêts individuels. Le syndicat, qui représente la collectivité, ne fait qu'user de son droit, résultant de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, et défendre les intérêts collectifs dont il a la garde, lors-

qu'il intente une action en justice pour demander, comme le syndicat des poissonniers de la Somme, des mesures destinées à sauvegarder les intérêts de la profession qu'il représente. L'intervention du syndicat est recevable dans ces cas. Le texte et l'esprit de la loi nous obligent d'accepter cette solution. En créant les syndicats professionnels la loi de 1884 a eu pour but de permettre aux personnes exerçant la même profession de s'associer pour mieux défendre leurs intérêts et d'intervenir dans des cas où il serait fort difficile à une personne prise individuellement de défendre ses droits : aussi la jurisprudence a-t-elle déclaré recevable l'action du syndicat dans les trois espèces que nous venons d'examiner.

Que devons-nous décider, lorsqu'il s'agit de demander réparation d'un préjudice causé aux membres du syndicat, quel que soit le nombre des syndiqués lésés ? Telle est la question que nous allons examiner dans notre deuxième partie. Nous l'étudierons d'abord d'une manière générale dans une première section, réservant pour la deuxième section le cas particulier où le syndicat a passé un contrat de travail.

SECTION I. — D'une manière générale, le syndicat peut-il demander réparation du dommage causé à ses membres ?

Qu'il nous soit permis de citer quelques lignes de M. Planiol, l'éminent professeur de la Faculté de Droit de Paris, qui a posé la question, avec beaucoup de clarté, dans une note insérée au Dalloz, sous un arrêt de la Cour d'Amiens (1) : « Il s'agit de savoir si un syndicat a qualité pour exercer sous une forme condensée et beaucoup plus redoutable pour l'adversaire, les actions éparpillées qui naissent en la personne des membres

(1) Amiens, 13 mars 1895, D. 95. 2. 553. Note de M. Planiol. Cet arrêt est confirmé par Cass. civ., 5 janv. 1897.

ou de quelques-uns des membres du syndicat, alors que ces actions font partie de patrimoines individuels et non du patrimoine syndical. Avant d'aborder l'examen au fond, il est bon d'indiquer l'autre face de la question, à laquelle la théorie n'aurait peut-être pas songé, mais que la fécondité inépuisable de la pratique s'est chargée de susciter. Au lieu de prendre l'offensive dans l'intérêt de ses membres, un syndicat pourrait-il les couvrir et plaider à leur place comme défendeur ? »

Le texte de la loi du 21 mars 1884 ne donne aucune réponse directe à ce sujet, se contentant de dire : « les syndicats professionnels auront le droit d'ester en justice ». Ce silence a créé de sérieuses difficultés, auxquelles il est difficile de donner une solution satisfaisante, à travers les divergences de la jurisprudence et de la doctrine.

La question s'est souvent présentée en pratique et la jurisprudence a donné des solutions contradictoires, donnant un sens restrictif à la loi de 1884 ou élargissant la faculté des syndicats professionnels d'ester en justice.

Les syndicats de pharmaciens les premiers se sont portés partie civile dans une poursuite exercée par le ministère public pour exercice illégal de la pharmacie. La jurisprudence, après avoir reconnu que les pharmaciens, dont la profession consiste à acheter des marchandises pour les revendre en en tirant un bénéfice, sont des commerçants, bien qu'ils soient soumis à une réglementation et à la justification d'études, décide qu'ils peuvent régulièrement constituer entre eux un syndicat professionnel et que ce syndicat peut réclamer des dommages-intérêts, lorsqu'une poursuite correctionnelle est engagée par le ministère public pour exercice illégal de la pharmacie (1). Elle admet aussi qu'un syndicat de pharmaciens a

(1) Paris, 20 janvier 1886, S. 87.2.129.

qualité pour poursuivre correctionnellement un épicier ou un droguiste, qui s'est immiscé indûment dans l'exercice de la pharmacie et pour obtenir réparation du préjudice causé par l'infraction, « attendu que l'intérêt du syndicat est d'empêcher la continuation de délits qui lui causent évidemment préjudice » (1). Il en est ainsi alors même que le préjudice serait de peu d'importance et d'une évaluation difficile. Nous trouvons plusieurs décisions dans le même sens, toujours à propos des pharmaciens (2). Une double condition est nécessaire pour permettre aux pharmaciens, constitués en syndicat professionnel, d'agir en justice : il faut que le syndicat ait été constitué en vue d'un intérêt général de la profession et que l'action intentée par le syndicat ait pour objet un intérêt général et collectif. Dans les espèces citées, il résulte suffisamment des statuts que le but des syndicats de pharmaciens, dont il s'agit, est un intérêt général et professionnel. D'autre part, un jugement du tribunal de Lyon, confirmé par la Cour d'appel et la Cour de cassation, reconnaît qu'un syndicat de pharmaciens a capacité pour poursuivre des infractions aux lois sur la pharmacie : « attendu que le seul point contesté est celui de l'intérêt général et commercial des pharmaciens du département dans la poursuite des contraventions reprochées aux inculpés ; que, si les dispositions légales qui régissent la pharmacie ont un but d'intérêt public, elles ont indirectement pour résultat d'empêcher les tiers de faire une concurrence illégitime aux pharmaciens établis qui se trouvent aussi avoir tout intérêt à la répression de cette concurrence. » Cependant, les dommages-intérêts obtenus à la suite de ces poursuites ne rentrent pas dans la caisse syndicale, mais doivent faire l'ob-

(1) Lyon, 8 mars 1888, S. 90.2.108 ; Lyon, 3 juin 1890, S. 91.1.559 ; Grenoble, 7 juillet 1892, S. 93.2.84.

(2) Rouen, 21 juin 1888, sous. Cass., 7 novembre 1889, S. 91.1.556.

jet d'un partage à l'amiable entre les membres du syndicat qui ont éprouvé un préjudice.

Le même privilège fut refusé aux médecins (1). A la suite de la promulgation de la loi du 21 mars 1884, les médecins de l'arrondissement de Domfront fondèrent un syndicat. Peu de temps après, ce syndicat se porta partie civile et réclama des dommages-intérêts, dans des poursuites exercées par le ministère public pour exercice illégal de la médecine et de la chirurgie. La Cour de cassation déclare l'intervention des médecins irrecevable, parce que ceux-ci exercent une profession libérale et ne peuvent par suite constituer un syndicat professionnel : « attendu que la loi n'est pas moins absolue dans ses termes ; puisque, d'une part, dans l'article 6, elle réserve les droits qu'elle confère aux seuls syndicats de patrons et d'ouvriers ; que d'autre part, dans l'article 3, elle limite l'objet de ces syndicats à l'étude et à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, refusant ainsi le droit de former des syndicats à tous ceux qui n'ont à défendre aucun intérêt industriel, commercial ou agricole, ni par suite aucun intérêt économique se rattachant d'une façon générale à l'un des intérêts précédents. » Cette interprétation restrictive est fort contestable. On peut soutenir, à l'aide des travaux préparatoires et notamment des déclarations de M. Lagrange rapporteur, de M. Marcel Barthe rapporteur, de M. Tolain rapporteur, que la loi de 1884, conçue dans l'esprit le plus large, s'applique à toutes les personnes exerçant une profession et ne fait aucune distinction entre les professions libérales et les autres. Quoi qu'il en soit, une loi spéciale, la loi du 30 novembre 1892, a tranché la difficulté relative aux médecins, en leur permettant, ainsi qu'aux chirurgiens-dentis-

(1) Cass. crim., 27 juin 1885, S. 87.1.281.

tes et aux sages-femmes, de former des syndicats professionnels conformément à la loi de 1884 pour la défense de leurs intérêts professionnels, à l'égard de toutes personnes autres que l'État, les départements et les communes. Les médecins peuvent désormais se constituer en syndicat professionnel, sans craindre de voir leur association considérée et poursuivie comme illégale. L'article 17 de cette loi, § 2, va plus loin, en accordant formellement à ces syndicats la faculté de poursuivre les tiers pour exercice illégal de la médecine ou de se porter partie civile. Nous reproduisons entièrement ce paragraphe, qui a une grande importance et dont nous aurons l'occasion de rappeler le contenu : « En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins, régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'article 13, pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe donnée dans les termes de l'article 112 du Code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter s'il y a lieu partie civile dans toutes les poursuites de ces délits intentées par le ministère public. » Le patrimoine syndical ne subit cependant aucun préjudice ; le patrimoine seul des membres du syndicat a éprouvé une lésion.

Plusieurs arrêts ont été rendus en matière d'usurpation de nom ou de concurrence déloyale. Un négociant, ayant vendu sous le nom de « Champagne » du vin fabriqué à Saumur et ayant imprimé sur les étiquettes le mot « champagne » et sur les bouchons le nom d'Epernay, sans aucune indication révélant la provenance véritable du cru et le nom du fabricant, la Cour fait application de l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 qui prohibe d'une façon absolue l'apposition sur un objet fabriqué du nom d'un lieu autre que celui de la fabrication. Le

syndicat du commerce des vins de champagne, qui a plaidé par l'organe de son président, obtient des dommages-intérêts : « Attendu, dit la Cour (1), qu'il y a lieu de faire droit, dans la mesure ci-dessus indiquée, aux conclusions de la partie civile qui, dans la cause, représente un intérêt général absolument distinct de l'intérêt individuel que peut avoir un négociant champenois à se plaindre de la contrefaçon de sa marque et de l'emploi frauduleux du nom de la contrée où il récolte et fabrique son vin ; attendu que pour la réparation du dommage que l'appellation « champagne » sur les étiquettes des bouteilles de vin par lui vendues, a causé au commerce des vins de champagne légalement représenté dans l'instance par le président de son syndicat, ledit syndicat ayant été régulièrement constitué à Reims le 4 novembre 1882 pour défendre les intérêts généraux de ce commerce, notamment dans les questions de lieux d'origine.... » La Cour reconnaît que dans l'instance, il y a à la fois l'intérêt individuel et l'intérêt général. Sans aucun doute, tout négociant champenois peut avoir à se plaindre de la contrefaçon qui lui a causé un préjudice. Mais à côté de cet intérêt individuel existe l'intérêt collectif, l'intérêt du commerce des vins de Champagne, légalement représenté par le syndicat. Le syndicat a la capacité nécessaire pour défendre en justice cet intérêt général et obtenir des dommages-intérêts.

Dans d'autres cas, la jurisprudence ne reconnaissant pas un intérêt général, n'admet pas la recevabilité de l'action du syndicat. C'est ainsi que la Cour de Nancy, dans une instance ouverte par le syndicat des vins de la Meuse contre un marchand de vins, juge que la poursuite a surtout pour objet la défense d'intérêts individuels et rejette l'action du syndicat.

(1) 11 avril 1889 et sur pourvoi Crim. rej., 26 juillet 1889, D. 90.1.239.

Les syndicats agricoles ont souvent plaidé dans les conditions suivantes. Plusieurs agriculteurs fondent un syndicat « pour la défense de tous les intérêts agricoles, et particulièrement la réparation, poursuivie à l'amiable ou judiciairement, des dommages causés aux fermes, jardins et à leurs produits, soit par le fait de l'homme, soit par le fait des animaux et du gibier ». Quelques propriétés ayant éprouvé un préjudice par le fait des animaux d'une forêt voisine, le syndicat peut-il en demander réparation en justice ? Le tribunal d'Evreux répond négativement (1). L'action n'avait pas pour but en effet la protection ou la défense d'intérêts professionnels communs aux membres de l'association, mais de demander réparation du préjudice éprouvé individuellement par chacun des membres de l'association. En réalité, l'action est intentée par les membres de l'association qui plaident dans la mesure de leur intérêt individuel, en leur propre nom, sous le couvert du syndicat, et qui seuls ont éprouvé un préjudice.

Un jugement du tribunal d'Arras est dans le même sens (2), dans une espèce semblable à celle examinée par le tribunal d'Evreux. Il résulte des statuts et de la citation que les champs, dévastés par les lapins existant dans un bois voisin, sont exploités par certains membres du syndicat dans leur intérêt privé. Les personnes seules éprouvent un préjudice et seules doivent toucher une indemnité proportionnelle au préjudice causé à leur patrimoine. L'action du syndicat n'est donc pas recevable : « attendu que tout syndicat établi, conformément à la loi du 21 mars 1884, entre personnes exerçant la même profession, doit avoir pour objet la défense d'intérêts économiques généraux communs à l'universalité des membres qui le composent ; qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité

(1) Evreux, 21 octobre 1887, S. 88.2.119.

(2) Arras, 13 juin 1888, S. 88.2.142.

essentiellement distinctes de ceux appartenant individuellement à chacun de ses membres ; qu'il peut ester en justice par l'intermédiaire de son président, mais seulement pour la défense des intérêts communs ou collectifs en vue desquels il a été créé ; d'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association sans pouvoir profiter ou préjudicier à l'un ou plusieurs de ses membres à l'exclusion des autres ». Le tribunal d'Arras ne voit dans ce cas qu'un intérêt individuel, ce qui rend irrecevable l'action en dommages-intérêts intentée par le syndicat.

En dehors des syndicats agricoles, nous trouvons des jugements qui donnent un sens restrictif à l'article 6 de la loi de 1884 et limitent la capacité des syndicats professionnels d'ester en justice. Ils déclarent que, les syndicats ne pouvant ester en justice que pour sauvegarder et défendre les intérêts généraux, les membres de l'association ont seuls qualité pour se plaindre d'un fait qui porte atteinte à leurs intérêts et demander réparation du préjudice qu'ils ont seuls éprouvé.

La Cour d'appel d'Aix admet cette interprétation restrictive (1). Le président de la chambre syndicale des négociants en tissus des Alpes-Maritimes avait poursuivi un propriétaire de magasins pour des actes constituant une concurrence déloyale et causant préjudice aux membres du syndicat. Le tribunal de commerce de Nice repousse l'exception présentée par le défendeur, qui prétend soutenir que le syndicat n'a pas qualité pour ester en justice et prononce une condamnation à des dommages-intérêts au profit du syndicat « attendu que R..... a porté atteinte aux intérêts des commerçants exerçant dans la ville un commerce similaire et notamment à la chambre syndicale des négociants en tissus et qu'il doit réparer le

(1) Aix, 26 janvier 1887, *Recueil périodique de procédure civile de MM. Rousseau et Laisney*, 1887, p. 49 et s.

préjudice causé ». Le jugement a été cassé par un arrêt de la Cour d'appel d'Aix. La Cour considère que l'action a seulement pour objet les droits individuels des membres de l'association. La loi de 1884 autorise les personnes d'une même profession à s'associer pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, mais maintient en même temps la liberté du travail : les syndicats n'ont donc pas le pouvoir de réglementer l'exercice du commerce et de l'industrie, leurs délibérations n'ayant un caractère coercitif que pour ceux qui font partie de l'association : « D'où il suit que si sous l'empire de cette loi un commerçant, par abus de la liberté, en employant des manœuvres dolosives, porte atteinte aux droits de la majorité de ceux qui exercent un commerce similaire, son quasi-délit ne lèse que des droits individuels ; par suite, la réparation du préjudice ainsi causé n'appartient qu'aux intéressés ; l'action ne peut être exercée que par eux, en leur nom, sous leur responsabilité pécuniaire et morale.

Le tribunal de simple police de Nice a rendu un jugement dans le même sens (1). Le syndicat des charcutiers poursuit un boucher devant le tribunal de simple police de Nice, pour contravention à un règlement de police urbaine et se porte partie civile. Le syndicat, suivant le tribunal, ne peut ester en justice que pour la défense des intérêts généraux et non des intérêts privés de chacun des membres qui composent l'association. Or, comme le syndicat n'a pas de clientèle, il n'éprouve aucun préjudice. Tel membre du syndicat, qui a vu sa clientèle diminuer, éprouve seul un préjudice, dont il peut seul demander réparation en justice.

Le dernier arrêt dans ce sens que nous voulons citer a été rendu récemment par la Cour de Bordeaux (2). Plusieurs per-

(1) Nice, 19 mars 1887, *La Loi*, 1887, p. 418.

(2) Cour d'appel de Bordeaux, 4 juin 1897, *Gazette du Palais*, 1897, 2^e semestre, p. 122.

sonnes sont poursuivies par le tribunal correctionnel de Bordeaux pour avoir expédié ou mis en vente des vins additionnés d'eau. Le syndicat des viticulteurs-propriétaires de la Gironde intervient en qualité de partie civile, mais le tribunal correctionnel déclare cette intervention irrecevable faute d'intérêt. La Cour d'appel, devant laquelle l'affaire fut portée, confirme ce jugement. « Il faut examiner, dit l'arrêt, si l'association syndicale a personnellement été lésée, et si, ayant un intérêt direct à la suppression de ce délit, elle a droit à une réparation. » Les inculpés n'ont pas essayé de tromper le public en soutenant que ces vins provenaient des chais des membres du syndicat ou avaient été faits avec des raisins de la Gironde. Aucun membre du syndicat ne peut par suite demander des dommages-intérêts, puisqu'il n'a subi aucun préjudice. D'après l'article 6 de la loi de 1884, le syndicat jouit de la personnalité civile, dont une des principales conséquences est la faculté d'ester en justice, quand il s'agit de défendre les intérêts collectifs de la profession qu'il représente. L'association syndicale des propriétaires viticulteurs de la Gironde a pour but, conformément à ses statuts, « la défense de la propriété viticole girondine et notamment la garantie de l'authenticité de ses vins ». Or, la vente de vins mouillés de provenance étrangère ou inconnue n'a en fait causé aucun dommage matériel ou moral au syndicat, pas plus qu'aux membres de l'association pris individuellement. Aussi le syndicat a-t-il essayé d'élargir le débat, en voulant défendre non seulement l'intérêt collectif des viticulteurs girondins, mais encore l'intérêt général de tous les viticulteurs français, protégés par la loi du 14 août 1889, ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vins, et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit, et par la loi du 24 juillet 1894 relative aux fraudes commises

dans la vente des vins (alcoolisation et mouillage). La Cour d'appel de Bordeaux n'a pas admis cette théorie. La personnalité civile a été légalement conférée au syndicat des propriétaires viticulteurs de la Gironde, pour défendre les intérêts collectifs de la profession qu'il représente ; or le syndicat a pour but de défendre la propriété viticole girondine et non les intérêts généraux de la viticulture française ; la personnalité ne lui a pas été conférée pour défendre des intérêts aussi vastes. Si l'on admet la théorie présentée par le syndicat, il faut aller jusqu'à permettre à tous les syndicats de viticulteurs français d'intervenir en faveur de l'intérêt général de la profession : ce serait un danger social. Nous avons tenu à exposer le contenu de l'arrêt de la Cour de Bordeaux, qui examine une question nouvelle et décide que la personnalité civile accordée aux syndicats ne peut être étendue en dehors du but indiqué par les statuts (1).

Pour terminer cet exposé de la jurisprudence, examinons une hypothèse inverse. Au lieu de prendre l'offensive, de jouer le rôle de demandeur dans l'instance, le syndicat se borne à couvrir ses membres, à prendre leur défense lorsqu'ils sont poursuivis. Peut-il jouer ce rôle ? La Cour de Lyon soutient la négative dans une espèce assez curieuse (2), où nous trouvons deux syndicats en présence. Le syndicat professionnel des pharmaciens de Lyon et du Rhône fait condamner à des dommages-intérêts une personne poursuivie pour exercice illégal de la pharmacie, à la suite de la vente d'une mouche de Milan. En appel, le syndicat des herboristes, trouvant les intérêts de la profession menacés et désirant prendre leur défense, intervient dans le but de soutenir les moyens de défense présentés

(1) V. aussi Cour d'appel de Paris, 21 mai 1897, *Gazette du Palais*, 2^e sem., p. 125.

(2) Lyon, 15 mars 1888, D. 89.2.259.

par l'intimé. En déposant des conclusions contre le syndicat des pharmaciens, qui est partie civile au procès, le syndicat des herboristes prend en quelque sorte contre lui la qualité de plaignant et de partie civile, mais, comme il n'a pas pris cette qualité devant le tribunal correctionnel, il viole le principe des deux degrés de juridiction. Il ne conclut du reste pas à des dommages-intérêts, parce qu'il ne peut se plaindre d'aucun délit commis à son préjudice. La Cour conclut : « attendu que en outre, à raison du caractère tout personnel des condamnations pénales, le syndicat des herboristes cherche vainement dans le jugement frappé d'appel l'existence ou la menace éventuelle d'un préjudice et qu'il invoque vainement le droit qu'il s'attribue de faire tierce opposition à ce jugement, parce que les règles tracées par les articles 466 et suivants du Code de procédure civile ne sont point applicables à l'intervention en matière correctionnelle ; — que le syndicat des herboristes représente et défend légitimement les intérêts de la corporation, mais qu'il n'a pas été institué pour la défense des intérêts particuliers et des individus ; en matière pénale, il ne peut se substituer au prévenu, cette intervention serait inconciliable avec le caractère personnel de la libre défense d'un prévenu... que la poursuite et le jugement ne lui causent aucun préjudice actuel et déterminé ; que, s'il peut avoir quelque intérêt à provoquer une décision conforme à l'extension des droits professionnels des herboristes, cet intérêt tout spéculatif ne le touche ni directement ni primitivement, il est donc sans qualité pour figurer dans l'instance correctionnelle et son intervention est irrecevable ». Si nous laissons de côté les arguments spéciaux aux circonstances de fait dans lesquelles cette affaire se présente, nous retrouvons cependant dans les considérants une idée souvent exprimée par d'autres tribunaux, c'est que le syndicat ne

peut défendre en justice les intérêts individuels de ses membres.

La jurisprudence donne des réponses contradictoires. La question est cependant unique, la même dans tous les cas, et sa solution ne devrait pas varier avec tel ou tel syndicat ou suivant que le syndicat joue le rôle de demandeur ou le rôle de défendeur.

Il y a, il est vrai, une tendance bien marquée dans la jurisprudence, à accorder aux syndicats la faculté d'ester en justice à une double condition : d'abord que le syndicat ait été constitué en vue de l'intérêt général et en second lieu que l'action exercée au nom du syndicat, ait pour objet un intérêt général et collectif, et non les intérêts particuliers d'un ou de plusieurs membres syndiqués. La même idée apparaît nettement, en termes exprès, dans les citations que nous avons reproduites et que nous avons empruntées à des arrêts dont les solutions sont contradictoires. Où donc est la difficulté ? Il s'agit de déterminer la différence entre l'intérêt collectif ou commun et l'intérêt individuel. C'est sur cette question que les arrêts sont loin d'adopter la même réponse. L'action est-elle intentée par un syndicat de pharmaciens pour exercice illégal de la pharmacie : la jurisprudence décide qu'il s'agit là de défendre les intérêts généraux de la profession représentée et que l'intervention du syndicat est recevable. Un syndicat d'agriculteurs élève-t-il la prétention de demander une réparation pécuniaire des dommages causés aux propriétés de plusieurs membres du syndicat par les lapins d'un bois voisin : la jurisprudence répond que des intérêts individuels seuls ont été lésés et déclare irrecevable l'intervention du syndicat. En matière d'usurpation de nom ou de concurrence déloyale, nous avons indiqué des arrêts en sens contraire. La loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, permet enfin au syndicat de médecins

de poursuivre directement les tiers pour exercice illégal de la médecine, ou de se porter partie civile dans la poursuite engagée par le ministère public devant le tribunal correctionnel, Ce texte de loi, qui interprète dans un cas particulier la pensée du législateur, donne au syndicat le droit de demander réparation du préjudice causé à l'intérêt collectif de la profession.

La divergence d'opinions apparaît encore plus profonde dans la doctrine. Nous trouvons en présence deux théories totalement distinctes : l'une n'accorde pas au syndicat la faculté de demander en justice réparation du dommage causé à tous ses membres, même dans les cas où la jurisprudence reconnaît qu'il s'agit d'un intérêt général, où le dommage causé à chaque membre n'est pas déterminé ; l'autre donne un sens plus large à l'article 6 et admet que le syndicat a qualité pour ester en justice, si tous les membres de l'association ont intérêt à l'instance.

« S'agit-il de droits individuels, lésions pécuniaires subies par les patrimoines particuliers ? Qu'il y en ait un ou qu'il y en ait cent mille, peu importe : l'action individuelle ouverte par le droit commun est suffisante, et doit être seule admise. En fait de droits proprement dits, le syndicat n'en a pas d'autres à défendre que ceux qui constituent le patrimoine de la personne morale, l'actif social (1). » Les auteurs donnent plusieurs raisons à l'appui de cette thèse restrictive, résumée par cette citation empruntée à une note importante de M. Planiol.

Si l'on admet dans cette hypothèse l'intervention du syndicat, il y a, disent les partisans de l'interprétation restrictive de l'article 6, une véritable substitution de l'action collective du syndicat à l'action individuelle appartenant à chaque membre du syndicat. Ce n'est pas possible. En accordant au syndicat

(1) Amiens, 13 mars 1895, D. 95.2.553. Note de M. Planiol.

professionnel la personnalité civile, la loi de 1884 en fait une personne fictive distincte de la personnalité de ses membres, lui permet de posséder un patrimoine spécial, le patrimoine collectif distinct du patrimoine individuel appartenant à chaque membre de l'association. Les droits et obligations de la personne civile ne se confondent pas avec les droits et obligations de chaque associé pris individuellement. Or, de même qu'on ne saurait permettre à un membre syndiqué de défendre en justice le patrimoine collectif, d'intenter une action appartenant à l'être moral, de même on ne peut, renversant les rôles, reconnaître que le syndicat a qualité pour défendre devant les tribunaux les intérêts individuels de ses membres et plaider en leurs lieu et place.

La difficulté vient, nous l'avons dit, de la brièveté de l'article 6, qui dit simplement : « les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice ». Ne résulte-t-il pas de cette formule si courte que le législateur n'a pas voulu créer une idée nouvelle et s'est borné à donner aux représentants du syndicat la faculté d'exercer les actions appartenant en propre à l'être moral, imitant en cela les lois antérieures, notamment la loi du 24 juin 1865 sur les associations syndicales (art. 3) et la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés commerciales (art. 53).

L'article 3 dit que : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Le législateur a eu l'intention de charger les syndicats d'une charge que des individus isolés ne pouvaient accomplir. Les syndicats de patrons auront désormais la faculté de centraliser les renseignements concernant leur industrie, de se mettre en relations avec les pouvoirs publics, de discuter les modifications à apporter, de fonder des écoles professionnelles, de défendre les intérêts

généraux ; de leur côté, les ouvriers ont grand avantage à se grouper, s'ils désirent améliorer les conditions du travail, créer des cours professionnels, des écoles d'apprentissage ou des institutions de prévoyance. La loi n'a établi du reste qu'une « personnalité restreinte », suivant l'expression employée dans la discussion de la loi, soit à la Chambre des députés, soit au Sénat, puisqu'elle ne permet aux syndicats de patrons ou d'ouvriers, de n'acquérir d'autres immeubles « que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». M. Planiol (1) en conclut : « Le syndicat est un instrument d'action collective sur le terrain économique : il ne peut pas et ne doit pas devenir une arme de procédure qui le plus souvent romprait l'égalité entre les deux plaideurs ». Le syndicat ne peut donc défendre en justice que les intérêts économiques dont il a la charge et en faveur desquels nul autre ne serait admis à agir en justice, et non les intérêts individuels. Il en est ainsi, quel que soit le nombre des personnes lésées, alors même que l'ensemble des membres syndiqués éprouveraient un préjudice. « Le syndicat envisagé, comme personne morale, dit M. Waldeck-Rousseau, n'est point la somme et pour ainsi dire la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Il en demeure parfaitement distinct, et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux qui, n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que par là même que les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, l'association a qualité pour agir, ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, ce serait une corporation. »

(1) M. Planiol dans la note précitée. Consultation de M. Waldeck-Rousseau ; Aix, 26 janvier 1887, *Recueil périodique de procédure civile*, de MM. Rousseau et Laisney, année 1887, p. 49 et s.

Permettre au syndicat professionnel d'agir en justice pour demander une réparation pécuniaire d'un dommage causé simplement à un ou plusieurs de ses membres, serait violer une vieille maxime de procédure « pas d'intérêt, pas d'action ». Cette maxime signifie qu'on ne peut exercer une action qu'autant qu'on y a intérêt et seulement dans la mesure de son intérêt (1). Ainsi on ne peut pas intenter une action en dommages-intérêts quand on n'a pas subi de préjudice. Dans les espèces que nous avons indiquées, c'est tel ou tel membre syndiqué qui a souffert une lésion pécuniaire ; c'est tel commerçant qui a éprouvé un préjudice par suite de la concurrence déloyale, ce sont les propriétés de tel propriétaire qui ont été ravagées par les animaux du bois voisin ; dans les deux cas, l'être moral n'a subi aucun préjudice et conformément au droit commun ne peut intenter une action en dommages-intérêts.

Ce système invoque enfin en sa faveur la règle de procédure « nul en France ne plaide par procureur ». Cette règle déjà ancienne, puisqu'on a constaté son existence au XVI^e siècle, admise sans doute pour faciliter la procédure et le rapprochement des parties, signifie que personne ne peut agir en justice pour défendre les intérêts d'un tiers sans y être autorisé par une procuration expresse, et que, lorsque le mandataire est muni d'une procuration expresse, le nom du mandant doit se trouver dans les actes de la procédure et dans la rédaction du jugement. La grande majorité des auteurs et la jurisprudence admettent l'existence de cette maxime, bien qu'elle ne soit écrite dans aucun texte de loi (2).

(1) Garsonnet, *Précis de procédure civile*, p. 243.

(2) Aubry et Rau, t. 8, n° 135 ; Rousseau et Laisney, n° 101 et s. ; Garsonnet, n° 137 et s. ; Glasson, *Procédure civile*, n° 149. — Cass., 11 novembre 1829, S. 31.1.172 ; Cass., 8 novembre 1836, S. 36.1.811 ; 13 février 1878, S. 79.1.293 ; Nancy, 18 mai 1879, S. 79.2.520.

Les syndicats ne sauraient se prévaloir des exceptions que cette règle comporte. Il est admis que le mandataire légal ou judiciaire agit valablement aux lieu et place de celui qu'il représente ; il agit en son propre nom, qui figure seul dans les actes de la procédure. Ce mandat est basé sur l'incapacité de celui au nom duquel agit le mandant. Telle n'est pas la situation ici. Le membre syndiqué, patron ou ouvrier, n'est pas un incapable. La loi de 1884 ne lui a pas enlevé la faculté de contracter et d'agir en justice dans la mesure de ses intérêts professionnels ou non (1).

La règle « nul en France ne plaide par procureur », ne s'applique pas aux associations syndicales libres et autorisées et aux sociétés à capital variable. L'article 3 de la loi du 21 juin 1865, dit : « elles (les associations syndicales) peuvent ester en justice par leurs syndics, acquérir, vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer ». L'article 53 de la loi du 24 juillet 1867 dit aussi : « la société (société à capital variable), quelle que soit sa forme, sera valablement représentée en justice par ses administrateurs ». Les syndics et les administrateurs, gérants de certains intérêts communs, se rapprochent des mandataires légaux dont ils ont la même capacité. Les syndicats professionnels ne sont pas dans la même situation (2), vis-à-vis du patrimoine de leurs membres et n'ont la même faculté que les associations syndicales et les sociétés à capital variable que relativement à un objet très restreint, le patrimoine collectif.

Ces arguments n'ont pu nous décider à donner une interprétation aussi restrictive à l'article 6. Nous inspirant des instructions écrites dans la circulaire du ministre de l'intérieur, « les difficultés devront toujours être tranchées dans le sens

(1) *Pandectes françaises*, 1894, p. 1. Note de M. Deslandres.

(2) Deslandres, note précitée.

le plus favorable au développement de la liberté », nous admettons que la faculté du syndicat d'ester en justice sert à défendre non seulement « les droits qui constituent le patrimoine de la personne morale, l'actif moral », mais encore les intérêts collectifs de la profession qu'il représente.

Il n'y a pas ici substitution de l'action collective à l'action individuelle. Il est inexact de dire que les syndiqués, qui ont subi un préjudice, se déchargent du fardeau du procès et que le syndicat agit à leur place. C'est bien une action spéciale, résultant de la combinaison de l'article 3 et de l'article 6 de la loi de 1884 qu'intente le syndicat professionnel.

Nous avons déjà dit, et il n'est pas inutile de le répéter ici, que l'article 6 dans son premier paragraphe se borne à accorder aux syndicats professionnels la faculté d'ester en justice. Dans le paragraphe suivant, le législateur limite la personnalité civile des syndicats professionnels; mais cette restriction, admise sur un point spécial pour des raisons particulières, ne vise que la capacité d'acquérir des immeubles comme cela résulte du texte même de l'article 6: « Les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers auront le droit d'ester en justice. — Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. » La restriction ne s'applique qu'à une des conséquences de la personnalité civile. Le droit d'ester en justice demeure général. Il n'est pas possible d'ajouter à la loi par voie d'interprétation une disposition que le législateur n'y a pas insérée ou plutôt d'appliquer à un droit une restriction que la loi a créée à dessein pour un autre droit complètement distinct du premier. « Quand le législateur dit: « les syndicats professionnels pourront ester en justice », il leur a manifestement accordé un droit dont il pouvait aisé-

ment prévoir que l'exercice serait un moyen utile, et dans certains cas unique, de défendre les intérêts professionnels. En s'abstenant de déterminer strictement et limitativement l'étendue de ce droit le législateur a, par cela même, donné à ce droit un caractère absolu et général (1). »

Les associations auxquelles la loi accorde la faveur de la personnalité civile, ont en effet les pouvoirs les plus étendus, la personne morale étant complètement assimilée à la personne physique, sauf les restrictions fixées par la loi. Une première limite découle de ce que la personne morale n'a obtenu ce privilège qu'en vue d'une destination définie ; sa capacité est restreinte dans la limite de cette destination ; il en résulte qu'en agissant en dehors de la sphère qui leur a été fixée, les personnes morales ne respectent pas la loi et n'ont aucune capacité.

Quelle est donc la destination que la loi a fixée aux syndicats professionnels ? Limite-t-elle la faculté d'ester en justice aux droits composant le patrimoine syndical, l'actif social ?

Il suffit de lire l'article 3 de la loi de 1884, que nous tenons à reproduire encore une fois, pour voir dans quelle sphère peut agir son syndicat : « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Tous les auteurs reconnaissent la corrélation étroite qui existe entre l'article 3 et l'article 6, entre l'objet et la capacité des syndicats. Eh bien ! cet objet, tel qu'il résulte du texte de la loi, ne limite pas la capacité des syndicats, autant que le soutient la théorie que nous combattons.

Etudier et défendre les intérêts économiques, industriels,

(1) Consultation de MM. Patissier-Bardoux, avocat à la Cour de cassation, Ulrich et Cazelles, avocats à Paris ; Bordeaux, 4 juin 1897, *Gazette du Palais*, année 1897, 2^e sem., p. 122.

commerciaux et agricoles, les syndicats atteignent ces deux buts, et surtout le premier, lorsqu'ils organisent des bibliothèques, etc., cours d'instruction professionnelle, lorsqu'ils centralisent des renseignements sur toutes les questions les intéressant, lorsqu'ils instituent des œuvres d'assistance mutuelle ou enfin lorsqu'ils s'adressent aux pouvoirs publics dont ils recherchent les encouragements et le concours. Mais ce n'est pas suffisant. A quoi leur servira de se concerter, de discuter les meilleurs moyens de défendre les intérêts collectifs, s'ils n'ont pas à leur disposition le moyen de défense, le plus utile et souvent le seul pratique, qui est l'action en justice ? La loi a voulu permettre aux personnes d'une même profession de se coaliser pour mieux défendre les intérêts de la profession en se servant d'une force que ne peuvent pas avoir des individus pris isolément. Le texte ne faisant pas de distinction, on doit conclure que cette coalition, qui a pour but de défendre les intérêts professionnels, peut exister, aussi bien quand il s'agit d'ester en justice que lorsqu'on se contente de discuter, de faire des démarches ou de passer un contrat (1).

Sans aucun doute, on ne saurait soutenir que les syndicats peuvent agir en justice dans un intérêt quelconque. « Mais, est-ce à dire que (2) lorsqu'un négociant a un arrêté qui apporte des restrictions à l'exploitation d'un commerce particulier, tous ceux qui représentent ce commerce ne puissent ester en justice pour la répression de cette infraction sous le nom de leur représentant légal et en la personne du syndicat ? Tous les membres du syndicat ne sont-ils pas intéressés à sa poursuite ? Si la loi leur a permis de grouper leurs intérêts personnels en un seul faisceau, n'est-ce pas qu'elle a voulu substituer aux

(1) Cass. civ., 1^{er} février 1893, S. 96.1.329. Note.

(2) Tribunal de Nice, 19 mars 1887. *La Loi*, 1887, p. 418.

forces individuelles, souvent stériles et impuissantes, un pouvoir unique qui les soutienne et les dirige vers un but unique, l'intérêt de l'association ? Sans doute, si l'action intentée par le syndicat avait pour objet un fait qui ne serait dommageable que pour un ou quelques-uns des membres du syndicat, faudrait-il la considérer comme irrecevable ; mais, si au contraire cette action a pour objet les droits de tous les adhérents, elle ne pourrait être écartée sous prétexte que les dommages-intérêts réclamés devraient être versés au syndicat. Cette objection ne doit pas nous arrêter. Une personne morale (et les syndicats rentrent dans cette catégorie), lésée dans ses intérêts, a le droit de demander la réparation du préjudice qui lui est occasionné et de toucher une indemnité proportionnée à ce préjudice. »

Chaque fois donc que l'intérêt professionnel est en cause il ne faut pas hésiter à accorder au syndicat le droit d'ester en justice, puisqu'il a été créé précisément pour l'étude et la défense de ces intérêts professionnels. La difficulté sera le plus souvent de discerner cet intérêt professionnel, au milieu des circonstances de fait. L'intérêt professionnel peut en effet coexister avec l'intérêt individuel et parfois aussi avec un intérêt plus étendu, l'intérêt social, comme dans le procès intenté par le syndicat des viticulteurs de la Gironde. Mais, s'ils coexistent, ces différents intérêts ne se confondent pas.

L'intérêt professionnel ressort nettement dans un grand nombre d'hypothèses. Dans le cas d'exercice illégal de la pharmacie, qui est analogue à celui d'exercice illégal de la médecine prévu par une loi spéciale, il n'est pas douteux que l'intérêt général de la profession ne soit en jeu : le fait incriminé constitue une atteinte manifeste à la loi professionnelle des pharmaciens et n'est pas autre chose que l'usurpation du privilège qui leur est accordé de préparer et de vendre des mé-

dicaments. Le syndicat a donc un intérêt direct non seulement à demander réparation du préjudice qui a pu lui être causé, mais aussi à arrêter la continuation de ces faits dolosifs.

Nous croyons aussi, contrairement aux tribunaux d'Arras et d'Evreux, que, lorsqu'un syndicat de propriétaires agit en justice pour défendre les intérêts collectifs, à la suite de ravages causés aux propriétés de ses membres par les animaux d'un bois voisin, le défendeur ne peut opposer comme défense l'incapacité du syndicat. « Le syndicat a une grande utilité pratique en l'espèce, puisque le plus souvent l'union seule, en dissimulant l'individu derrière l'être collectif impersonnel, permet aux paysans lésés d'affronter la lutte contre le puissant châtelain qui, pour satisfaire ses goûts cynégétiques, expose la contrée au ravage d'animaux nuisibles (1). »

Le syndicat seul peut du reste tenter une action dans l'intérêt général. Un boulanger poursuit un minotier qui a livré de la mauvaise farine. Il intente une action de droit commun en réclamant des dommages-intérêts pour réparation du préjudice qu'il a éprouvé ; mais il ne peut défendre que son intérêt individuel. Si l'intérêt général de la profession des boulangers est en cause, ce n'est pas le boulanger lésé, mais le syndicat qui prendra sa défense en justice (2).

Il en sera ainsi quel que soit le nombre des membres syndiqués qui aient éprouvé un préjudice. Mais, en fait, il arrivera le plus souvent que l'acte qui donne ouverture à l'action du syndicat cause un préjudice ou est susceptible de nuire à la collectivité : il sera bien rare qu'un seul membre de l'association ait eu à souffrir de cet acte.

Dès lors, la règle « nul en France ne plaide par procureur »

(1) Bordeaux, 4 juin 1897, Consultation déjà citée.

(2) Didier Rousse, *De la capacité juridique des associations en droit civil français*, thèse de doctorat, p. 268.

ne s'applique pas. Le syndicat plaide par lui-même, en son nom propre, pour l'intérêt professionnel qu'il représente et qu'il a mission de défendre, aussi bien en justice que dans les autres actes de la vie juridique. Puisqu'il ne plaide pas pour autrui, son nom seul doit figurer dans les actes de la procédure et dans la rédaction du jugement.

De même, on ne peut nous opposer la maxime « pas d'intérêt pas d'action ». Le syndicat aura toujours un intérêt matériel ou moral à défendre. « Peu importe du reste que le préjudice soit ou ne soit pas encore effectivement réalisé : il est de principe qu'un dommage éventuel suffit dès que la menace et le péril imminent (1). »

SECTION II. — Le syndicat, qui a signé un contrat de travail, peut-il en exiger l'exécution et réclamer en justice une indemnité pour le préjudice causé par la faute de l'autre partie contractante ?

Désireux d'améliorer les conditions du travail, les ouvriers d'une usine se mettent en grève. Le syndicat, dont font partie les grévistes, sert d'intermédiaire entre les ouvriers et le patron, amène ce dernier à composition et signe le contrat de travail par lequel le patron s'engage par exemple à payer un salaire plus élevé. Quelque temps après, le patron, violant les engagements pris, refuse d'exécuter le contrat, de payer le salaire convenu. Le syndicat, qui a signé le contrat de travail, a-t-il à sa disposition une action en justice pour obtenir l'exécution du contrat et réclamer une réparation pécuniaire du préjudice causé ? Telle est la question que nous allons examiner ici.

(1) Cholet, 12 février 1897, *Gazette du Palais*, 97.1.413.

Avant d'essayer de résoudre cette question, il importe de se demander d'abord si un syndicat professionnel a la capacité de conclure un pareil contrat, et, en second lieu, si la réponse est affirmative, quelle est la nature de ce contrat.

Il n'est pas douteux qu'un syndicat professionnel ait la capacité de contracter : c'est une des conséquences inévitables de la personnalité civile accordée par l'article 6 de la loi du 21 mars 1884. Ce texte indique du reste plusieurs contrats que le syndicat a le droit de faire. Il peut notamment, avec l'argent dont il dispose, grâce surtout aux cotisations et aux amendes, acquérir ou prendre à bail les immeubles nécessaires aux bibliothèques, aux cours d'instruction professionnelle ; vis-à-vis de son patrimoine, il a le droit de se comporter comme une personne physique et nous avons vu dans notre première partie quelle était la conséquence des contrats passés.

Il ne s'agit plus ici des contrats concernant le patrimoine syndical, mais bien des contrats passés pour le compte des syndiqués et dans leur intérêt. Tous les auteurs reconnaissent aux syndicats le droit de signer un pareil contrat : « Le syndicat est dans son rôle, dit M. Planiol, en parlant, en agissant, en se mettant en rapport soit avec des particuliers, soit avec les pouvoirs publics (1). »

En permettant aux syndicats professionnels de se constituer librement, on a surtout eu en vue le règlement des conditions du travail, comme cela ressort nettement des discussions de la loi du 21 mars 1884 : « Comme cela a été dit à la tribune, écrit M. Barthe (2), dans son second rapport au Sénat, indépendamment des questions d'un intérêt spécial à un groupe corporatif, certaines questions, telles que celles des patentes,

(1) Note précitée.

(2) Second rapport de M. Barthe au Sénat le 28 juillet 1882. *Journ. off.* de juillet, annexe n° 413, p. 476.

des livrets d'apprentissage, des heures de travail et beaucoup d'autres, sont générales, en ce sens qu'elles intéressent à la fois tous les syndicats et chacun d'eux en particulier. Il faut que le champ de la discussion, pour les syndicats professionnels, puisse s'étendre à ces questions générales. Les mots, intérêts économiques, industriels et commerciaux, embrassent tout ce qui peut intéresser une profession industrielle et commerciale. » M. Tolain exprime à son tour la même idée : « Les syndicats, régulièrement organisés parviendront, non seulement à sauvegarder, mais à concilier les intérêts en présence » (1). A la Chambre des députés, M. Floquet avait déjà dit en termes très nets : « que veulent donc faire les associations syndicales, sinon vendre la plus précieuse des marchandises, le travail humain, et le vendre aux meilleures conditions ?..... Jusqu'à ce jour la marchandise qu'on appelle le travail a été vendue en détail, parcelle par parcelle, par des hommes isolés ; maintenant il faut, au moyen de l'association, établir le commerce en gros, collectif, de cette marchandise qu'on appelle le travail humain (2). »

Signalons enfin un fait significatif. A la séance du 18 mai 1881 à la Chambre des députés, M. Bertholon, demandant la parole sur l'article 3, proposa d'ajouter l'amendement suivant : « et le droit pour leurs membres de se concerter entre eux pour débattre et fixer la hausse et la baisse des salaires ». Après la réponse du rapporteur qui déclare que cela allait de soi, l'amendement fut retiré (3).

(1) Premier rapport de M. Tolain au Sénat le 14 décembre 1883. *Journ. off.* de janvier 1884, annexe n° 112, p. 117. — V. S. 1896. 1. 329, note sous Cass., 1^{er} février 1893.

(2) Discours de M. Floquet, Ch. des députés, séance du 21 mai 1881. *Journ. off.*, 1881, p. 966.

(3) Séance du 17 mai 1881 à la Ch. des députés. *Journ. off.*, 1881, p. 978.

Ce pouvoir de servir d'intermédiaire entre les patrons et les ouvriers, dans l'intention de discuter les questions intéressant la profession entière, telles que la fixation des heures du travail et l'augmentation du salaire et de conclure ensuite le contrat de travail au nom des membres de l'association, rentre dans l'objet assigné aux syndicats professionnels par l'article 3. Pris isolément, l'ouvrier se verrait souvent dans l'impossibilité de débattre en toute liberté avec son patron ou une puissante compagnie les conditions de son travail. Dans le contrat qui intervient entre le patron et l'ouvrier, il y a inégalité frappante, le premier imposant sa volonté au second. Les ouvriers rétabliront l'équilibre en se groupant, conformément aux prescriptions de la loi, ce qui permettra aux plus instruits d'entre eux, le directeur et les administrateurs, de défendre les intérêts généraux de la profession représentée. L'un des moyens les plus efficaces de défendre ces intérêts généraux consistera pour le syndicat professionnel à s'occuper du placement de ses membres et des conditions dans lesquelles ils fourniront leur travail, à forcer le patron, grâce à la puissance qui résulte nécessairement du privilège de l'association et même à l'aide des moyens de contrainte dont il peut disposer, de prendre l'engagement d'observer telle et telle condition à la suite du contrat de travail, de donner par exemple un salaire déterminé à ses ouvriers, membres du syndicat, ou de ne les faire travailler que tant d'heures par jour.

La jurisprudence admet que le syndicat professionnel a la faculté de conclure le contrat de travail. Nous trouvons beaucoup de décisions dans ce sens.

Nous trouvons en présence la compagnie des omnibus et la chambre syndicale des employés de cette compagnie, à la suite d'une grève qui avait éclaté en 1891. Les deux parties signent un contrat fixant les conditions du travail. La clause principale

fixe à douze le maximum des heures du travail. Contentons-nous de noter ici que le tribunal de commerce a reconnu la validité d'un pareil contrat (1).

Dans le cours d'une grève, la chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Chauffailles intervient et obtient des conditions favorables pour les ouvriers, notamment une augmentation de salaire et la réglementation des heures du travail. L'acte signé par la chambre syndicale contient cette mention : « accepté par les soussignés membres de la chambre syndicale de Chauffailles au nom des ouvriers ». La validité de ce contrat a été reconnue (2).

Les syndicats professionnels obtinrent de tous les patrons habitant la région industrielle que le prix des mouchoirs métis tissés à la main serait fixé à telle somme, et qu'il y aurait une augmentation proportionnelle dans le cas de tissage mécanique. Les patrons n'ont pas demandé la nullité d'une pareille convention (3).

Il est intéressant de noter en sens contraire un jugement du tribunal de la Seine du 23 janvier 1896. Un syndicat de la boucherie en gros a contracté avec la ville de Paris et fixé les conditions dans lesquelles les bouchers pourront se servir des abattoirs. Au moment de payer le prix convenu, deux syndicats refusent d'exécuter la convention. La ville de Paris ayant poursuivi les syndicats, le tribunal rejette son action, parce que les syndicats ne peuvent faire un pareil traité : l'article 3, qui fixe l'objet des syndicats professionnels, ne leur permettrait pas de signer un contrat dans l'intérêt de la profession.

Notons enfin qu'un contrat intervient parfois entre deux

(1) Trib. de commerce Seine, 4 février 1892. *Revue des sociétés*, 1892, p. 197.

(2) Cass. civ., 1^{er} février 1893, *Pandectes françaises*, 1894, p. 1.

(3) Cholet, 12 février 1897, *Gazette du Palais*, 1897.1.413.

syndicats. Un traité a eu lieu entre un syndicat patronal et un syndicat ouvrier de la même industrie. Le traité établit un tarif pour une période déterminée et déclare formellement qu'un contrat collectif ou individuel qui interviendrait avant ce délai serait nul. Peu de temps après, avant le terme fixé, un nouveau traité est passé entre un patron membre du syndicat patronal et un ouvrier membre du syndicat ouvrier, ce qui occasionne un procès. Le Conseil des prud'hommes de la Seine, après avoir validé le premier traité, annule le second (1). .

La jurisprudence est à peu près unanime, sauf des exceptions très rares, à permettre aux syndicats professionnels de signer le contrat de travail. Nous aurons à revenir au sujet de l'inexécution du contrat sur les espèces signalées. Voyons maintenant quelle est la nature du contrat passé par le syndicat.

Le rédacteur du Dalloz dit que le syndicat peut agir de deux façons différentes, au nom des syndiqués ou bien en son nom propre (2). Lorsque le syndicat traite au nom de ses membres, et nous en trouvons un exemple dans la convention conclue par la chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Chauffailles, il n'est pas partie contractante mais représente simplement les membres de l'association : ce sont eux qui, conformément aux règles admises en matière de mandat, ont été véritablement partie au contrat, la personne du représentant s'effaçant devant celle du représenté, qui est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire et peut par contre forcer l'autre partie contractante à remplir ses engagements. Il en résulte une conséquence naturelle. Mandataire *in contractu*,

(1) Conseil des prud'hommes de la Seine, 13 avril 1895, *Revue pratique de droit industriel*, année 1895, p. 203.

(2) Supplément du Dalloz au mot *Travail*, p. 203, n° 992.

le membre du syndicat qui a agi au nom de ses co-associés, sera simplement mandataire *ad litem*. Le syndicat agit-il en son nom propre ? La jurisprudence reconnaît presque toujours la validité d'une pareille convention. Mais il est assez difficile d'en déterminer la nature. On ne peut pas y voir le contrat de louage de services. Ce contrat suppose en effet que l'une des parties contractantes devient débitrice de services et créancière du salaire, tandis que l'autre est au contraire créancière de services et débitrice du salaire. Or le syndicat ne saurait prêter à ce rôle. Il n'est d'aucune façon question de salaire, comme prix des services rendus. Le directeur du Dalloz voit dans l'acte du syndicat un contrat innommé, par lequel le syndicat prend l'engagement de consacrer son influence à amener ses membres à reprendre le travail ou à le continuer dans les conditions fixées par la convention. Dès lors, lui seul est recevable à demander en justice l'exécution du contrat, avec menace d'une contrainte pécuniaire.

M. Maurice Deslandres a étudié cette question dans les *Pandectes françaises* (1). Il déclare d'abord que les syndicats professionnels doivent avoir la capacité de signer le contrat de travail, sinon leur rôle sera insignifiant dans les luttes du travail et du capital. Grâce aux ressources dont il dispose, un syndicat peut préparer et fomenter une grève : « Ne serait-il pas regrettable d'arrêter là cette capacité ? Ne doit-on pas désirer qu'elle serve surtout à l'apaisement des luttes ? Il faut donc que le syndicat soit capable d'établir le traité de prix, de traiter avec les ouvriers pour le patron. Le syndicat avec sa chambre syndicale est fait pour parler au nom de tous. Mais son intervention serait vaine s'il fallait, une fois les bases de l'entente arrêtées entre le syndicat et le patron, que chacun des

(1) *Pandectes françaises*, 1894, p. 1. Note de M. Deslandres sous Cass. civ., 1^{er} février 1893.

ouvriers traitât avec celui-ci. Il ne saurait pas maintenir les conditions promises. Il importe que le syndicat puisse traiter pour ses membres. Cette capacité existe, car le législateur n'a pu vouloir faire du syndicat un instrument de guerre et non de paix... Ne pas reconnaître la validité du contrat passé par le syndicat pour ses membres, ce serait méconnaître le rôle social du syndicat, l'esprit de la loi saisissable dans ses dispositions formelles, flagrante dans les déclarations de ses auteurs. »

Si l'on recherche la nature de ce contrat, dont on ne peut nier la validité, trois sortes d'actes juridiques apparaissent à l'esprit : le mandat, la gestion d'affaires et la stipulation pour autrui.

Il ne s'agit pas ici, suivant M. Deslandres, de l'acte d'un mandataire.

Il n'y a pas mandat proprement dit, parce que ce contrat suppose, aux termes de l'article 1984 du Code civil, une procuration du mandant au mandataire et que le mandant doit adhérer par avance expressément ou tacitement à l'acte de son mandataire. Or l'adhésion préalable et la procuration font également défaut. Comment peut-on considérer le syndicat comme le mandataire des grévistes, alors que plusieurs d'entre eux se seront énergiquement prononcés contre la reprise des travaux, aux conditions exigées par la majorité ; ou lorsque le syndicat obtient du patron des conditions favorables avant les réclamations des ouvriers ?

Une autre raison doit empêcher de voir dans cet acte un mandat proprement dit : c'est que l'idée de révocabilité est, d'après les articles 2003 et 2004 du Code civil, inséparable de l'idée de mandat. L'ouvrier syndiqué a sans doute le droit de se retirer de l'association, quand bon lui semble, malgré même toute clause contraire. Mais ce droit, qui fait perdre à l'ouvrier démissionnaire les avantages résultant de l'association,

ne ressemble en rien à la révocation du mandat. Le syndiqué, en supposant qu'il ait donné mandat au syndicat, devrait pouvoir le révoquer sans se retirer.

Y a-t-il gestion d'affaires ? La gestion d'affaires, comme le mandat du reste, entraîne une responsabilité en cas de faute de la part du gérant ou du mandataire (art. 1372 et 1792, C. civ.). Cette responsabilité n'existe pas, si le syndicat, dans ses rapports avec les patrons, commet quelque faute et cause un préjudice aux intérêts des membres syndiqués. Il est impossible d'admettre qu'il s'agit d'une gestion d'affaires. D'après la théorie de la représentation juridique, la personne disparaît : c'est l'ouvrier qui est véritablement partie au contrat passé avec le patron. Entre le patron et l'ouvrier, le contrat ne présente pas les conditions de validité nécessaires, soit à un acte à titre onéreux soit à un acte à titre gratuit, puisqu'on ne trouve d'obligation que d'un seul côté, l'ouvrier étant libre de ne pas accepter les conditions obtenues par le syndicat, et qu'il n'y a aucune intention libérale. Cette objection est également faite à l'idée de mandat.

M. Deslandres rejette enfin l'idée de stipulation pour autrui. « On ne peut en général s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même, dit l'article 1119 du Code civil. » Il n'y a exception à ce principe général, que lorsque apparaît l'intérêt du stipulant ou qu'on se trouve dans l'hypothèse prévue par l'article 1121 du Code civil. Ce n'est pas le cas ici. On ne se trouve pas dans la sphère d'application de l'article 1121. L'intérêt pécuniaire du stipulant, qui est le syndicat, à l'exécution du contrat, n'apparaît pas, à moins qu'une clause pénale n'ait été fixée en cas d'inexécution du contrat.

Puisque les principes de droit commun ne suffisent pas à expliquer la nature du contrat passé par le syndicat, il faut essayer de combiner les règles, qui prises isolément ne donnent

aucune réponse satisfaisante. Ne pourrait-on pas voir dans l'acte du syndicat un mélange de mandat et de stipulation pour autrui ? Le contrat a eu lieu entre le syndicat et le patron, ce qui est un emprunt à la stipulation pour autrui, dans laquelle le stipulant agit sans l'adhésion préalable du tiers en faveur duquel il stipule, et dans laquelle les conditions de validité du contrat s'apprécient uniquement entre le stipulant et le promettant. La forme étant empruntée à la stipulation pour autrui, M. Deslandres fait un second emprunt au mandat : « Un mandataire, dit-il, qui reste partie au contrat qu'il passe au profit d'autrui, comme l'est celui qui a stipulé pour un tiers, voilà la formule la plus précise que je puisse trouver pour caractériser le rôle juridique du syndicat. » Le législateur a créé un type nouveau, le mandataire agissant comme partie contractante, qui correspond très bien à la nature juridique du syndicat. Créé pour défendre les intérêts généraux de ses adhérents, il a la mission d'agir pour eux : il ne les représente pas, mais il les remplace, il substitue aux individus trop faibles pour agir isolément une personnalité plus puissante, il conserve sa personnalité propre. En un mot, « le rôle naturel du syndicat veut que, quand il agit, il reste au premier plan et ne se dérobe pas ».

M. Deslandres rapproche cette situation des contrats passés par d'autres collectivités avec des tiers au profit de leurs membres et reconnus valables. Ainsi la Cour de cassation a reconnu que la Ville de Paris avait le droit de stipuler avec la Compagnie du gaz un abaissement progressif du prix pour ses abonnés (1).

Telle est, résumée aussi fidèlement que possible, la théorie

(1) Cass., 24 janvier 1852. Cf. ville de Mons, Cass. belge, 21 juillet 1888, S. 1889. 4. 9 et la note de M. Labbé.

de M. Maurice Deslandres. Quelle solution devons-nous admettre ?

Nous ne saurions admettre la distinction établie par le rédacteur du Dalloz et voir dans le contrat signé par le syndicat, tantôt un mandat, tantôt un contrat innommé. Que dans l'acte passé il y ait une mention indiquant que le syndicat agit au nom de ses membres ou que cette mention fasse défaut, la situation est la même. Dans l'un et l'autre cas, le syndicat agit en la même qualité. La Cour de cassation soutient, il est vrai, dans l'affaire de la chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Chauffailles, que le syndicat avait été fait mandataire conventionnel, par suite de la note insérée au bas de l'engagement : « accepté par les soussignés membres de la chambre syndicale au nom des ouvriers ». Est-ce à dire que, si cette note n'avait pas été transcrite dans l'acte, le syndicat n'aurait pas eu la qualité de mandataire ? Nous ne le pensons pas. Quelle que soit la formule employée, il contracte toujours au nom de ses membres, lorsque le contrat est fait dans l'intérêt collectif, il les représente nécessairement, et, si l'acte contient une déclaration formelle à ce sujet, elle indique simplement la qualité qui lui permet d'agir (1).

Nous rejetons en même temps que cette distinction l'idée de contrat innommé, par lequel le syndicat promet d'user de son influence pour amener ses membres à travailler dans des conditions déterminées. Il n'y aurait plus alors de contrat collectif. Comment admettre dans ce cas, qu'en cas d'inexécution de l'engagement de la part de l'autre partie contractante, l'ouvrier lésé puisse réclamer des dommages-intérêts ?

L'idée de mandat nous suffit pour expliquer l'acte du syndicat. En contractant, le syndicat prend la défense des inté-

(1) Cass. civ., 1^{er} février 1893, S. 1896. 1. 329, et la note.

rêts généraux de ses membres qu'il a pour mission de protéger. C'est à leur profit et en leur nom qu'il stipule, et non en son nom propre, puisqu'il n'a aucun intérêt en jeu. Sans doute, on ne trouve pas ici une procuration proprement dite, comme l'exige l'article 1984 du Code civil. Mais il ne faut pas oublier que la procuration n'est exigée que dans le cas d'un mandat conventionnel et non dans le cas de mandat légal que reconnaît la loi. Même dans le cas de mandat conventionnel, une procuration expresse n'est pas absolument indispensable, le mandat pouvant être tacite suivant les termes de l'article 1985 du Code civil, p. 2, ainsi conçu : « l'acceptation du mandat peut n'être que tacite et résulte de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire », d'où l'on a conclu que le mandat pouvait être également conféré tacitement. Or n'est-il pas possible de considérer l'adhésion au syndicat comme une procuration générale donnée au syndicat de conclure le contrat de travail jusqu'au jour de la démission du membre syndiqué.

M. Deslandres, nous l'avons vu, dit qu'il ne s'agit pas d'un mandat proprement dit, parce que la révocation est de l'essence du mandat (art. 2003 et 2004, C. civ.) et que l'ouvrier ne peut révoquer le mandat sans quitter le syndicat, ce qui lui est assez difficile. La loi de 1884 a créé des garanties (art. 7) pour fortifier la faculté réservée aux syndiqués de se retirer de l'association. Dans le cas de démissions, qui se produisent en pratique, il y a certainement révocation tacite du mandat. Il est d'ailleurs exagéré de soutenir que la révocation est de l'essence du mandat. Quand un mandant n'a plus confiance en son mandataire ou lorsque pour une raison ou une autre il préfère reprendre lui-même la gestion de ses affaires, il

(1) Cours de M. Jay, année 1896-1897

est nécessaire qu'il puisse révoquer le mandat : c'est ce que dit le Code « le mandat finit par la révocation du mandataire (art. 2003, C. civ.).... le mandat peut révoquer sa procuration quand bon lui semble (art. 2007, C. civ.) ». Il y a des exceptions à ce principe général. Les auteurs et la jurisprudence admettent que le mandat n'est pas révocable, quand il n'a pas été stipulé dans l'intérêt seul du mandant mais dans l'intérêt du mandant et d'un tiers et en second lieu quand le mandant renonce à son droit de révocation (1). S'il ne révoque pas le mandat, le syndiqué a la faculté, cela n'est pas douteux, de renoncer au contrat fait par le syndicat au nom de tous ses membres (2). Ce droit de renonciation suffit aux syndiqués, qui ne sont pas satisfaits de l'acte passé, en admettant, comme le pense M. Deslandres, qu'ils n'aient pas d'action en responsabilité contre le syndicat.

Il reste une dernière objection. L'acte fait par le syndicat serait nul, parce qu'il n'est ni un acte à titre gratuit, le patron n'ayant aucune intention libérale, ni un acte à titre onéreux, les ouvriers ne prenant de leur côté aucun engagement. Il nous semble que le contrat doit être rangé parmi les contrats à titre onéreux : Le patron s'engage à fournir tel salaire aux ouvriers qui travailleront aux conditions fixées et, de leur côté, les ouvriers, qui acceptent l'acte passé par le syndicat, s'engagent à reprendre le travail (3).

Il est impossible d'avoir recours à la stipulation pour autrui. Nous ne nous trouvons en effet dans aucune des deux hypothèses prévues par l'article 1121 du Code civil : « on peut pareillement, dit-il, stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condi-

(1) Aubry et Rau, IV, p. 416. Guillouard, *Du mandat*, nos 216 et 217 ; art. 1856, C. civ.

(2) Cass. civ., 1^{er} février 1893, S. 96.1.329, note précitée.

(3) Cass. civ., 1^{er} février 1893, S. 1896.1.329, note précitée.

tion d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre ». Evidemment le syndicat ne stipule pas pour lui-même et ne fait aucune donation. L'idée de stipulation pour autrui, inutile pour valider la convention à l'égard des membres actuels du syndicat, ne saurait servir qu'à le valider à l'égard de ceux qui entreranno plus tard dans le syndicat. « Le syndicat représente au contrat ses membres, dit M. Rousse. On peut dire que lorsqu'il stipule, c'est eux-mêmes qui stipulent dans leur intérêt d'abord et l'intérêt des tiers qui entreranno dans le syndicat. Et cette stipulation pour ces membres futurs est valable puisqu'elle est une condition de la stipulation des membres actuels que représente le syndicat(1). »

Il s'agit donc bien d'un mandat, mais d'un mandat d'une nature spéciale, dans lequel le syndicat est lui-même partie contractante, sa personnalité ne disparaissant pas devant celle des syndiqués.

La convention signée par le syndicat avec le patron est valable. Il s'agit d'un mandat spécial. Satisfaits, les ouvriers reprennent le travail. Quelque temps après, le patron ne respecte pas les engagements pris, ne donne pas par exemple à un ouvrier syndiqué le salaire promis ou fait travailler plus longtemps qu'il n'avait été convenu. Le syndicat qui a été partie contractante, a-t-il le droit de se plaindre, a-t-il le droit d'agir en justice pour demander l'exécution du contrat ou une réparation pécuniaire ?

Les décisions de la jurisprudence sont loin de s'accorder. Examinons les principales solutions qu'elle a données, dans les cas où elle a d'abord reconnu la validité d'un pareil contrat.

Le tribunal de commerce de la Seine tranche la difficulté

(1) *De la capacité juridique des associations en droit civil français*, par M. Didier Rousse. Thèse de doctorat, p. 275.

d'une façon assez curieuse dans un procès survenu entre la compagnie des omnibus et la chambre syndicale de ses employés. Après avoir déclaré que la convention passée par la chambre syndicale avec la compagnie des omnibus était valable et reconnu que la compagnie avait violé ses engagements, le tribunal condamne la compagnie à payer cent francs par jour de retard jusqu'à la complète exécution du contrat. Mais il refuse d'accorder une indemnité pour réparer le préjudice causé par les violations passées, sous prétexte que les intérêts seuls de quelques employés étaient lésés et que ces employés seuls avaient le droit d'agir en justice (1). Ces deux solutions, comprises dans le même arrêt, sont contradictoires. Est-il question de demander pour l'avenir l'exécution du contrat ? Une seule action intentée par le syndicat suffit. Il faut au contraire autant d'actions qu'il y a eu de personnes lésées, s'il s'agit de violations passées. Et cependant, les mêmes intérêts sont en jeu dans les deux cas.

Le tribunal de Cholet a permis au syndicat de demander en justice l'exécution du contrat passé entre le syndicat et les patrons. Il constate que, dans une grande réunion, il y a eu en présence d'une part tous les patrons de l'industrie textile de Cholet et d'autre part les syndicats professionnels agissant avec la personnalité civile qui leur est confiée par la loi, ce qui démontre bien que le contrat a été passé entre les patrons et les syndicats. Ces faits reconnus, il se demande si, après avoir été parties au contrat, les syndicats professionnels sont recevables à en poursuivre l'exécution devant les tribunaux ou bien si les ouvriers lésés sont obligés d'agir individuellement, parce que le préjudice ne frappe que des droits individuels. Nous

(1) Trib. de commerce Seine, 4 février 1892. *Revue des sociétés*, 1892, p. 197.

reproduisons la partie du jugement qui répond directement à cette préoccupation :

« Attendu qu'il ressort clairement des travaux préparatoires, du texte et de l'esprit de la loi du 21 mars 1884, dit le jugement (1), que le législateur n'a point entendu confiner les syndicats professionnels dans le domaine purement abstrait des questions théoriques ; qu'en exprimant, aux termes de l'article 3, qu'ils ont pour objet, non seulement l'étude, mais encore la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, il leur a ainsi attribué le pouvoir, non pas assurément de s'ingérer dans les affaires purement personnelles de tels ou tels de leurs membres pris individuellement, mais le droit de contracter et par conséquent, puisqu'on ne saurait concevoir une obligation sans sanction, le droit d'estimer en justice pour y soutenir les intérêts de la généralité des syndiqués ; qu'il y a donc lieu de rechercher quel est le véritable intérêt qui se trouve en jeu dans la cause, si c'est un intérêt exclusivement individuel ou au contraire un intérêt collectif. Or il n'est pas contestable que la réglementation du taux des salaires rentre dans la catégorie des questions générales, que les syndicats sont autorisés à traiter et il importe de retenir que l'uniformité d'un tarif des prix de façon est précisément l'objet principal en vue duquel les diverses sociétés demandresses se sont constituées ; que les patrons ne souscrivent à l'engagement qu'à la condition qu'il sera signé et appliqué par tous les fabricants de toile et mouchoirs et que les signataires se considéreront comme dégagés en cas de non-application ; d'où les ouvriers de A... (le patron qui n'a pas observé le tarif) ne sont pas les seuls atteints ; sans doute ils profiteront personnellement de l'action introduite par les syn-

(1) Cholet, 12 février 1897, *Gazette du Palais*, 1897.1.413.

dicats, mais c'est là une conséquence indirecte de la demande, non son véritable objet ; la question est plus haute car il s'agit de savoir si toute l'économie du tarif pourra être impunément compromise par le fait d'un seul, au risque de tout remettre en question et de faire renaître entre patrons et ouvriers toutes les difficultés résolues. »

Dans l'affaire des ouvriers tisseurs de Chauffailles, que nous avons déjà signalée, le tribunal de Charolles rend un jugement dans le même sens. La chambre syndicale poursuivant trois industriels pour violation du contrat et demandant trois mille francs de dommages-intérêts, ceux-ci opposent deux fins de non-recevoir, soutenant que, en vertu de la règle « nul en France ne plaide par procureur », la chambre syndicale ne peut pas représenter en justice les ouvriers membres du syndicat et que les demandeurs n'ont pas été habilités pour représenter le syndicat en justice. Le tribunal de commerce de Charolles repousse ces deux fins de non-recevoir : la première parce que l'objet de l'instance rentre dans la catégorie des actes en vue desquels la formation des syndicats professionnels a été autorisée et qu'il y aurait contradiction à reconnaître au syndicat qualité pour la convention et à lui refuser le moyen de la faire appliquer ; la seconde, parce que les demandeurs, constituant le conseil syndical, sont les représentants légaux du syndicat. Pour ces raisons, le tribunal admet que la preuve du préjudice causé soit faite devant lui.

Les industriels, défendeurs en première instance, font appel pour violation de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 et de la règle « nul en France ne plaide par procureur ». La Cour de Dijon valide la convention passée entre la chambre syndicale et les industriels, convention dans laquelle la chambre syndicale n'a pas été partie mais est intervenue simplement en qualité de mandataire des ouvriers qui la composent, comme cela

résulte de la note insérée au bas de l'acte passé : « accepté par les soussignés membres de la chambre syndicale de Chauffailles au nom des ouvriers ». Mais elle décide que la chambre syndicale ne peut demander l'exécution de ce contrat, qui n'a causé aucun préjudice. Les ouvriers, qui ont souffert, ont le droit de demander une réparation pécuniaire. Il n'y a en jeu dans cette instance que des intérêts individuels, que les syndicats professionnels n'ont pas pour mission de défendre.

La Cour de cassation, se basant sur les constatations de fait de la Cour d'appel, rejette le pourvoi : « La chambre syndicale, dit l'arrêt, n'a pas été partie au contrat et n'a par conséquent aucun droit pour en revendiquer les effets (1). » De ce que la Cour de cassation n'a invoqué que ce motif, il est permis de déduire que si le syndicat avait joué dans la convention le rôle de partie contractante, il aurait eu la capacité nécessaire pour demander en justice des dommages-intérêts comme réparation du préjudice causé par l'inexécution du contrat. Quoi qu'il en soit, la Cour de cassation ne tranche pas nettement la question.

M. Maurice Deslandres, qui ne pense pas qu'on puisse permettre aux syndicats professionnels d'exercer en justice les droits, même collectifs, de leurs adhérents, déclare que la situation change quand le syndicat élève la prétention d'exercer non pas un droit quelconque de ses membres mais un droit qu'il a fait naître lui-même en traitant pour eux (2). Le syndicat a en règle générale la capacité de demander en justice l'exécution du contrat. On peut faire subir à sa capacité la même extension quand il s'agit pour lui d'agir que quand il s'agit de contracter. Mais ce pouvoir d'ester en justice est limité. Le

(1) Charolles, 18 février 1890 ; Dijon, 23 juillet 1890 ; Cass. civ., 1^{er} février 1893, S. 96, 1. 329.

(2) *Pandectes françaises*, 1894, p. 1, note précitée.

syndicat a le pouvoir de faire reconnaître en justice l'obligation contractée par lui au profit de ses membres et peut forcer l'autre partie contractante à exécuter ses engagements ou à payer la somme fixée par le tribunal pour chaque jour de retard. Là se borne l'action du syndicat. En cas d'inexécution du contrat, il ne lui est pas permis de se substituer aux membres lésés, de réclamer à leur place une réparation pécuniaire. L'action en justice ne pourra être engagée que par chaque membre du syndicat, qui aura éprouvé un préjudice.

Nous ne saurions admettre cette limite au droit du syndicat. Le syndicat a la faculté non seulement de poursuivre en justice l'exécution du contrat, mais encore de demander des dommages-intérêts en cas d'inexécution. N'est-il pas contradictoire d'accorder au syndicat l'action en exécution et de lui refuser l'action en dommages-intérêts pour inexécution du contrat ? Les articles 1142 et 1143 du Code civil qui parlent de ces deux actions ne font aucune différence entre elles. Il s'agit dans les deux cas du même contrat et aussi de la même contravention à ce contrat. Qu'il s'agisse d'une contravention passée ou d'une contravention à venir, la solution doit être la même, il faut admettre une solution unique c'est-à-dire permettre sans limite ou refuser complètement au syndicat d'agir en justice en cas d'inexécution du contrat.

Nous estimons que les syndicats professionnels ont ce droit sans limite. Les mêmes raisons qui nous ont poussé dans la première hypothèse à leur permettre d'agir en justice se retrouvent ici, et avec plus de force.

On accorde au syndicat un pouvoir illusoire si on lui permet de contracter et si on lui refuse le droit de demander l'exécution du contrat. L'ouvrier isolé, qui a eu besoin de se grouper avec ses camarades pour s'entendre sur les moyens de défendre les intérêts de la profession et pour améliorer les conditions

du travail, se verra désarmé, ou plutôt n'osera pas entrer seul en lutte contre son patron, lorsque celui-ci, une fois le contrat passé, refuse de tenir ses engagements. S'il ne peut pas se lancer dans une procédure coûteuse, il fomentera avec ses camarades une nouvelle grève, qui nuira à la fois et aux patrons et aux ouvriers. N'est-il pas plus souhaitable de voir le conflit se terminer en justice ?

En agissant en justice, le syndicat défend ici l'intérêt collectif. Sans doute, des intérêts individuels sont lésés, ceux qui souffrent le plus de l'inexécution du contrat sont les ouvriers qui touchent un salaire moins élevé que celui qui a été convenu ou qui travaillent chaque jour plus longtemps que ne le fixait le contrat collectif. Est-ce à dire que le syndicat, personne morale, n'éprouve aucun préjudice, n'a aucun intérêt en jeu ? Il a un intérêt moral et pécuniaire à ce que le contrat qu'il a passé soit entièrement exécuté. D'autre part l'inexécution du contrat vis-à-vis d'un syndiqué fait craindre à tous les membres de l'association de se voir lésés un jour ou l'autre : l'intérêt collectif veut que le patron tienne ses engagements, et qui peut défendre cet intérêt collectif, sinon le syndicat.

APPENDICE. — Restriction du droit des syndicats d'ester en justice résultant des termes mêmes des statuts.

Nous avons vu quelle est l'étendue du droit des syndicats d'ester en justice. Cette capacité, avec toute l'extension que nous lui avons donnée, résulte du texte et de l'esprit de la loi du 24 mars 1884.

Ce droit existe à la double condition que le syndicat ait été constitué en vue de l'intérêt général de la profession et que

les actions exercées par ce syndicat aient elles-mêmes pour objet un intérêt général et collectif.

Mais le syndicat ne peut défendre en justice les intérêts purement individuels de ses membres. Le législateur ne lui a pas assigné une pareille mission. Il importe peu que les statuts confèrent à la chambre syndicale par exemple, chargée de l'administration du syndicat, le pouvoir de représenter chaque syndiqué devant les différentes juridictions. Cette clause des statuts serait nulle, car elle n'est pas capable de donner au syndicat un pouvoir que ne lui accorde pas la loi elle-même.

Si les statuts ne sont pas susceptibles de donner au syndicat une capacité plus étendue que celle résultant de la loi, ils peuvent au contraire la restreindre. Lorsqu'ils limitent d'une façon expresse le but du syndicat à un point déterminé, le droit d'ester en justice se trouve réduit dans la même mesure. La clause des statuts ne pourrait même pas étendre ce droit en dehors des intérêts pour la défense desquels le syndicat a été créé.

C'est ce que décide le tribunal de Nancy (1). Une clause des statuts du syndicat du commerce des vins et spiritueux de la Meuse limite expressément son but à la défense des intérêts de ses membres dans leurs rapports avec les chambres de commerce et les administrations publiques et particulières. Le tribunal de Nancy déclare que la chambre syndicale est non recevable à agir en justice, lorsque le différend n'existe qu'avec de simples particuliers non syndiqués : « Attendu qu'il est vrai que les pouvoirs des chambres syndicales peuvent encore être restreints par les statuts de chaque association ;... qu'il est vrai que les paragraphes 6 et 7 du chapitre 2 desdits statuts investissent la chambre syndicale, chargée de son admi-

(1) Nancy, 4 janvier 1896, D. 97.2.68.

nistration, du pouvoir nécessaire pour agir en son nom dans tous les cas où ses intérêts sont engagés et pour les défendre, soit envers les tiers, soit auprès de toute autorité compétente, et même pour pouvoir, sur la demande d'un adhérent, représenter celui-ci devant toutes les juridictions, quand, après examen des droits qu'il invoque, elle juge qu'il y a lieu d'intervenir dans l'intérêt général ; attendu que ces deux derniers paragraphes n'ont pu conférer à la chambre syndicale des droits plus étendus que ceux pour la représentation et la défense desquels le syndicat dont il s'agit avait lui-même été créé. »

CHAPITRE III

EXAMEN DES QUESTIONS DE PROCÉDURE RELATIVES AUX ACTIONS INTENTÉES PAR LE SYNDICAT OU DIRIGÉES CONTRE LE SYN- DICAT.

Nous savons dans quels cas un syndicat professionnel, jouissant du privilège de la personnalité civile que lui accorde la loi du 21 mars 1884, a le droit d'ester en justice, c'est-à-dire d'intenter une action ou y défendre.

Après avoir recherché jusqu'où il est permis d'étendre ce droit, nous devons examiner rapidement dans une dernière partie plusieurs questions de procédure qui se présentent naturellement à l'esprit.

La nécessité d'une autorisation préalable est-elle applicable au syndicat pour ester en justice en vertu de l'article 1032 du Code de procédure civile ? Qui a qualité pour ester en justice au nom du syndicat ? Ces actions sont-elles soumises au préliminaire de conciliation ? Où et devant quel tribunal peut être assigné le syndicat ?

Telles sont les questions qui ne soulèvent pas de longues controverses et dont nous allons donner les solutions pour terminer cette étude.

SECTION I. — La nécessité d'une autorisation préalable au syndicat pour ester en justice en vertu de l'article 1032 du Code de procédure civile.

« Les communes et les établissements publics seront tenus, par l'article 1032 du Code de procédure civile, pour former une demande en justice, de se conformer aux lois administratives. » Cet article fait allusion à plusieurs lois (1) et notamment à celle du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale, dont l'article 49 ne permet à une commune ou à une section de commune d'agir en justice soit en demandant, soit en défendant qu'après avoir obtenu l'autorisation du conseil de préfecture. « Nulle commune ou section de commune ne peut introduire une action en justice sans être autorisée par le conseil de préfecture. — Après tout jugement intervenu, la commune ne peut se pourvoir devant un autre degré de juridiction qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du conseil de préfecture. — Cependant tout contribuable, inscrit au rôle de la commune, a le droit d'exercer à ses frais et risques, avec l'autorisation du conseil de préfecture, les actions qu'il croirait appartenir à la commune ou section. » Cette règle générale, à laquelle l'article 55 apporte une exception relative à l'action possessoire et à tous actes conservatoires ou interruptifs de déchéances (dans ces cas le maire peut agir sans autorisation préalable) s'applique à tous les établissements publics. La loi du 7 août 1851 dit que quand il s'agit d'une action en justice les hospices ou hôpitaux sont soumis aux mêmes règles que les communes.

(1) Lois du 29 vendémiaire an V, art. 1 et 3 ; du 24 brumaire an V ; du 28 pluviôse an VIII ; du 10 mai 1838, art. 4, n° 5 et art. 36 et la loi des 22 janvier-7 août 1851, sur les hospices et hôpitaux, art. 9 et 10.

Les établissements publics sont ainsi frappés d'une incapacité, qui les assimile en quelque sorte aux mineurs, aux femmes mariées (1).

Les syndicats professionnels sont-ils frappés de la même incapacité ? Ont-ils besoin d'une autorisation préalable pour ester en justice ?

Nous ne le pensons pas. Nous avons déjà reproduit une phrase de M. César Bru, qui énumère brièvement les raisons pour lesquelles il considère avec la majorité des auteurs les syndicats professionnels comme personnes morales privées, L'article 1032 du Code de procédure civile qui ne parle que « des communes et des établissements publics » ne leur est donc pas applicable. Les syndicats échappent complètement à « l'ingérence administrative », suivant les expressions de M. Waldeck-Rousseau dans sa circulaire aux préfets. N'ayant besoin d'aucune autorisation pour acquérir une existence légale, ils pourront comme toute personne physique agir librement en justice, dans le cas où la loi le leur permet. Ils jouissent à ce sujet d'une capacité complète.

Quelques auteurs considèrent les syndicats comme établissements d'utilité publique et invoque à l'appui de leur décision le passage suivant de la circulaire ministérielle de M. Waldeck-Rousseau : « Ainsi ces associations professionnelles, d'abord prescrites, puis tolérées, sont élevées par la loi du 21 mars au rang des établissements d'utilité publique, et, par une faveur inusitée jusqu'à ce jour, elles obtiennent cet avantage, non en vertu de concessions individuelles, mais en vertu de la loi, et par le seul fait de leur création. »

Même pour ces auteurs, et en admettant, ce qui est discutable, que l'article 1032 du Code de procédure civile vise aussi

(1) Glasson, *Leçons de procédure civile*, 22, p. 639 et 640.

bien les établissements d'utilité publique que les établissements publics, une autorisation préalable n'est pas nécessaire. Quels sont les termes de l'article 1032 ? Il ne dit pas que les communes et les établissements publics doivent obtenir pour plaider une autorisation administrative, mais « qu'ils seront tenus de se conformer aux lois administratives ». Or, aucune loi administrative n'impose cette obligation aux syndicats professionnels (1). « Malgré leur caractère d'établissements d'utilité publique, dit M. Pic (2), les syndicats professionnels n'ont besoin d'aucune autorisation administrative pour ester en justice. La nécessité d'une autorisation *ad litem* n'est pas en effet une obligation générale pour les établissements d'utilité publique ; c'est au contraire une mesure exceptionnelle qui ne saurait être imposée qu'en vertu d'un texte formel. La loi de 1884 n'exigeant pas l'intervention administrative en pareille matière, les représentants du syndicat sont incontestablement affranchis de cette tutelle. »

SECTION II. — Qui a qualité pour ester en justice au nom du syndicat ?

Lorsqu'un syndicat professionnel intervient en justice en qualité de demandeur ou de défendeur, il est absolument nécessaire qu'il soit représenté par un de ses membres. Le privilège de la personnalité civile accordée par la loi de 1884 a cet avantage que les actes de la procédure ne doivent pas contenir les noms de tous les syndiqués et ne doivent pas être signifiés à tous les syndiqués, ce qui rend la procédure à la fois plus rapide et moins coûteuse. A qui donc seront signifiés

(1) Supplément du Dalloz : au mot *Travail*, p. 197, n° 857.

(2) Pic, *op. cit.*, p. 131.

les actes de la procédure ? Quel nom contiendront-ils ? Le syndicat étant un être moral en vertu d'une fiction juridique, il faut bien que cet être moral, qui n'a pas d'existence matérielle, soit représenté par une personne physique, chaque fois qu'il s'agit de se mêler à la vie juridique. Ce sera un des membres du syndicat qui figurera à l'instance aux lieu et place de l'association. Mais quel membre aura qualité à cet effet ?

Le plus souvent les statuts désigneront dans une clause spéciale la personne, le président ou l'un des administrateurs, qui aura qualité pour agir en justice au nom du syndicat. Si les statuts sont muets, il arrive parfois que l'assemblée générale, tenue avant d'engager d'instance ou d'y défendre, confie à une personne déterminée le pouvoir de représenter l'association. Dans ces deux cas, il n'y a pas de difficulté possible. La personne désignée, soit par une clause spéciale des statuts, soit par un vote de l'assemblée générale, agit valablement en justice au nom du syndicat.

Si le représentant légal du syndicat n'est désigné ni par les statuts ni par l'assemblée générale, qui aura qualité pour remplir cette charge ?

Quelques auteurs admettent que, dans ce cas, le président est de droit le représentant légal du syndicat (1). « A défaut d'un mandat spécial pour une affaire déterminée, dit M. Bry, ou une désignation expresse faite au profit d'un membre du syndicat, c'est toujours le président, celui qui a les pouvoirs de directeur ou d'administrateur, qui représentera le syndicat pour agir ou défendre en justice. Le chef d'une corporation est investi d'un mandat légal qui ne peut disparaître qu'en présence d'un mandat conventionnel donné par les statuts d'une façon générale, ou en vertu d'une délibération pour une

(1) Bry, *op. cit.*, p. 260 ; Pic, *op. cit.*, p. 131.

instance indiquée spécialement, à l'un des membres de la corporation. »

Plusieurs arrêts sont dans ce sens (1). Le tribunal de Lyon décide que P..., président d'honneur du syndicat des pharmaciens de la Loire et faisant partie du bureau de l'administration a qualité pour agir. Le tribunal de Chambéry a eu à juger une affaire assez intéressante. Les avocats de cette ville ayant été traités de « gens de la chicane » et « de sangsues de la chicane », le bâtonnier se porte partie civile, au nom de l'ordre des avocats, dans la poursuite correctionnelle exercée contre l'auteur de l'écrit injurieux. Malgré la fin de non-recevoir opposée par le défendeur, le tribunal permet au bâtonnier de se porter partie civile « attendu que l'action civile, qui appartient, d'après les articles 1 et 63 du Code d'instruction criminelle à toute personne lésée par un crime ou un délit, peut être exercée par ses représentant légaux ;... attendu que, lorsque la loi réunit en corporation des individus ayant un intérêt commun, il en résulte nécessairement un être moral en qui se résument les intérêts généraux de l'ensemble des membres et que cet être moral est représenté par les chefs de la corporation ou par toute autre personne indiquée par le statut qui la régit ».

Qu'il s'agisse en outre de notaires, d'avoués, d'huissiers, la jurisprudence admet toujours la même solution.

Cette solution est conforme aux articles 937 et 940 du Code civil qui déclarent que les administrateurs sont les représentants légaux des établissements publics et des établissements d'utilité publique. Nous retrouvons la même idée dans les articles 69, alinéa 3 et 398 du Code de procédure civile.

De ce que ces articles du Code civil ou du Code de procé-

(1) Lyon, 3 juin 1890, D.91.2.30 ; Chambéry, 20 juillet 1872, D.73.2.29.

dure civile parlent toujours des administrateurs, M. Gain (1) en conclut qu'il serait prudent de lancer des assignations au nom de tous les administrateurs ou de les assigner tous individuellement et à leurs domiciles respectifs.

Signalons en terminant un arrêt (2), qui refuse à un président le droit de représenter valablement un syndicat, s'il n'y a pas été autorisé par le règlement ou une délibération de l'assemblée générale « attendu que, si la loi du 24 mars 1884 donne aux syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers le droit d'ester en justice, ces syndicats ne peuvent valablement être représentés en justice que par un mandataire habilité soit par le règlement, soit par une délibération ».

SECTION III. — Ces actions sont-elles soumises au préliminaire de conciliation ?

« Mauvais accommodement vaut mieux que bon procès », dit une vieille maxime. C'est dans le but d'arrêter les procès autant que possible et d'amener les plaideurs à transiger devant le juge de paix, que les lois de 1790, s'inspirant de l'idée comprise dans cette maxime, ont créé la conciliation.

L'article 48 du Code de procédure civile établit la règle générale en matière de conciliation : « Aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, ne sera reçue dans les tribunaux de première instance, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le juge de paix, ou que les parties n'y aient volontairement comparu. » Cet article n'oblige de recourir à la ten-

(1) Gain, *op. cit.*, n° 172.

(2) Trib. de la Seine, 9 août 1887, *La Loi* des 29 et 30 août 1887.

tative de conciliation que si la demande en justice réunit les trois conditions suivantes : si elle est introductive d'instance, si elle est formée devant un tribunal de première instance, si elle peut procurer une conciliation, condition qui n'existera que si les parties sont capables de transiger et si l'objet de la demande est susceptible de transaction.

Cet article s'applique-t-il aux actions dirigées contre les syndicats professionnels ? Sont-elles soumises au préliminaire de conciliation ?

L'auteur de la *Gazette du Palais* dit (1) qu'elles en sont dispensées par application de l'article 49 du Code de procédure civile qui dit : « Sont dispensées du préliminaire de conciliation : 1^o les demandes qui intéressent l'État et le domaine, les communes, les établissements publics, les mineurs, les interdits, les curateurs aux successions vacantes, etc. » Cette première exception, indiquée pour l'article 46 du Code de procédure civile était inutile. L'article 48 du Code de procédure civile suffisait. En principe en effet, les pouvoirs de transiger n'appartenant pas aux administrateurs d'une société, il ne peut y avoir lieu à une tentative de conciliation. Il en serait évidemment autrement si les administrateurs jouissaient de ce pouvoir, ce que le demandeur devrait prouver. Dans une espèce, où l'avocat général avait développé cette idée, la Cour de cassation n'a pas admis ce moyen, parce que la partie qui n'avait pas eu recours au préliminaire de conciliation ne faisait pas la preuve que les administrateurs de la société défenderesse n'avaient pas le droit de transiger (2).

Si les administrateurs ont le droit de transiger, on doit écarter le paragraphe 6 de l'article 49 du Code de procédure ainsi

(1) *Gazette du Palais*, au mot *Syndicats professionnels*, p. 182.

(2) Cass., 19 décembre 1866, D. 67. 2. 113. Concl. de M. le 1^{er} av. gén. de Raynal, *Gain*, *op. cit.*, n^o 172.

conçu : « sont dispensés du préliminaire de conciliation : les demandes formées contre plus de deux parties, encore qu'elles aient le même intérêt ». Le syndicat, être normal, est considéré comme ne formant qu'un seul défendeur, quel que soit le nombre de ses membres. Il en est ainsi, à moins qu'il y ait plus de deux administrateurs chargés de défendre le syndicat en justice.

SECTION IV. — Où et devant quel tribunal peut être assigné le syndicat ?

Nous avons à étudier sous cette rubrique une double question. Quel est le tribunal de France devant lequel seront assignés les syndicats professionnels ? En second lieu quel est, à raison de la nature du débat, le tribunal compétent ? Sera-ce le tribunal civil ou le tribunal de commerce ? Il s'agit de déterminer la compétence relative ou *ratione personæ* et la compétence absolue ou *ratione materiæ*.

Au point de vue de la compétence relative, nous devons appliquer les principes généraux. Si le syndicat professionnel joue le rôle de défendeur, il devra être assigné conformément au droit commun devant les tribunaux du siège social. C'est ce que décide l'article 69, p. 6 du Code de procédure civile ainsi conçu : « Seront assignées : les sociétés de commerce tant qu'elles existent en leur maison sociale ; et, s'il n'y en a pas, en la personne ou au domicile de l'un des associés. » Dans le cas, assez rare en pratique, où le syndicat n'aura pas de siège social, l'assignation sera adressée au domicile de l'administrateur chargé de le défendre en justice. « Toutefois, dit M. Pic, si le syndicat comprenait plusieurs sections distinctes ou sous-syndicats, jouissant d'une certaine autonomie, et ayant leur

siège dans des ressorts différents, chacune de ces sections pourrait être considérée comme attributive de juridiction (1). »

Un arrêt décide (2) qu'une personne citée comme président d'une chambre syndicale est régulièrement assignée devant le juge du siège de cette chambre syndicale, alors même que le défendeur aurait son domicile dans un autre arrondissement. Assigné au siège social de la chambre syndicale situé dans le troisième arrondissement, le président décline la compétence du juge de paix, parce que son domicile personnel est situé en dehors de cet arrondissement. Le juge de paix se déclare compétent.

Ratione materiæ le tribunal compétent est le tribunal civil, puisque le syndicat professionnel est une société civile. Le tribunal civil, et non le tribunal de commerce devra juger les contestations des syndicats soit avec ses membres soit avec des tiers, alors même qu'ils seraient composés de commerçants.

Les commerçants peuvent sans aucun doute profiter de la loi de 1884 et former entre eux des syndicats dans le but d'étudier et de défendre leurs intérêts professionnels, conformément à l'article 3, et non de faire des actes de commerce, ce qui leur est absolument interdit. Aussi l'association conserve un caractère civil. La jurisprudence en a tiré plusieurs conséquences.

Le contrat qui se forme entre le syndicat professionnel et les membres qui le composent est purement civil, au regard du syndicat et au regard de ses membres. Il s'ensuit que le tribunal civil est seul compétent, quel que soit le rôle joué par le syndicat, qu'il soit demandeur ou défendeur. Les membres du bureau de la chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de Saint-Nazaire assignent un des membres en paiement du

(1) Pic, *op. cit.*, p. 431 ; Bry, *op. cit.*, p. 260 ; Gain, *op. cit.*, n° 173.

(2) Just. de paix du 3^e arrond. de Paris, *Droit* du 14 septembre 1893.

montant des cotisations arriérées. Celui-ci oppose l'incompétence de la juridiction consulaire devant laquelle il est assigné, parce que le contrat qui le lie au syndicat engendre des obligations purement civiles et que la demande en paiement des cotisations réclamées doit être poursuivie devant les tribunaux de droit commun. Le tribunal consulaire se déclare incompétent (1). « Attendu qu'ils (les syndicats formés entre commerçants) ne peuvent être considérés comme commerçants ni faire actes de commerce ; — attendu que, si la constitution régulière d'un syndicat professionnel crée entre les divers membres qui le composent un contrat d'où dérivent des droits et des obligations réciproques, le contrat est de droit commun et son inexécution relève de la compétence des tribunaux civils. »

Un autre arrêt (2) décide dans le même sens que les contestations sur l'interprétation des clauses des statuts doivent être portées par application du principe du droit commun devant la juridiction ordinaire. Le tribunal de Bordeaux (3) décide également qu'un syndicat professionnel formé entre des pharmaciens dans le but de se livrer à des recherches du domaine de la science pharmaceutique et de défendre les intérêts professionnels n'a pas le caractère d'une société commerciale.

Bien que formés entre commerçants, les syndicats professionnels ne deviennent pas des sociétés commerciales. Ils en demeurent toujours distincts par leur objet et leur raison finale (4). D'après la définition même donnée par l'article 1832 du Code civil, la société suppose un fonds commun établi entre elles par deux ou plusieurs personnes, qui ont

(1) Trib. com. St-Nazaire, 16 janvier 1894, S. 1894.2.314.

(2) Trib. paix, Paris, 10 mai 1894, *La Loi*, 25 mai 1894.

(3) Bordeaux, 25 novembre 1896, S. 1897.2.129.

(4) Veyan, *Loi sur les syndicats professionnels*, p. 121 et s.

pour but d'en retirer un bénéfice. Cette société aura le caractère civil ou commercial, suivant la nature des opérations auxquelles elle se livrera. Si ces opérations ont un caractère commercial, la société est soumise aux règles du Code de commerce et de la loi de 1867. Or nous ne rencontrerons pas ces caractères dans l'association. « Dans ces conditions, conclut M. Veyan, il sera facile d'obtenir qu'une société ne parvienne pas à éluder les dispositions tutélaires du Code de commerce et de la loi de 1867, en se dissimulant sous le nom d'un syndicat. Ainsi une association professionnelle qui se proposerait de faire des opérations de banque, d'acheter et de revendre des marchandises avec bénéfice, de fabriquer des produits industriels dans un but de spéculation, de faire, en un mot, un acte de commerce, devrait prendre pour se constituer une des formes exigées par les sociétés commerciales. »

La théorie que nous venons d'exposer brièvement et qui nous paraît la plus conforme aux principes du droit commun n'est pas unanimement reçue par la jurisprudence.

Le tribunal de Caen part du principe suivant : lorsqu'un débat s'élève entre deux personnes dont l'une seulement est commerçante, ou au sujet d'une opération commerciale seulement pour l'une d'elles, celle des deux personnes qui n'est pas commerçante ou qui n'a pas fait acte de commerce, peut indifféremment assigner le défendeur commerçant devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce. Le tribunal applique ce principe à l'espèce en question.

Le syndicat professionnel des fabricants de bonneterie de Falaise poursuit un de ses membres pour avoir, contrairement aux statuts, fait travailler au-dessous du prix fixé par le tarif du syndicat pour la main-d'œuvre. Le défendeur oppose l'exception d'incompétence, soutenant que l'action doit être portée devant un tribunal consulaire. Le tribunal recon-

naît que le syndicat n'a pas le caractère commercial, mais déclare en même temps que l'instance est engagée entre un demandeur non commerçant et un défendeur commerçant, que l'obligation contractée, étant relative au commerce, est commerciale seulement vis-à-vis du défendeur et non vis-à-vis du syndicat ; il en résulte que le syndicat a pu opter entre les deux juridictions civile et commerciale et agir valablement devant le tribunal civil : « Attendu, dit l'arrêt (1), que le débat s'engage donc entre un syndicat non commerçant et un défendeur commerçant à raison d'une obligation contractée par ce dernier et se rattachant à son commerce, non pas envers d'autres commerçants, mais envers le syndicat, personne morale, capable de contracter et de faire valoir ses droits en justice ; que ce syndicat peut donc, comme toute personne non commerçante, introduire devant le tribunal civil ou devant le tribunal de commerce, à son choix, une demande relative à une obligation qui n'est commerciale que de la part du défendeur et qui ne constitue pas un acte de commerce. »

Nous pensons que dans cette espèce le syndicat n'avait pas à choisir entre le tribunal civil et le tribunal de commerce. Le tribunal civil était seul compétent, l'obligation qui unit le syndicat avec ses membres étant purement civile à l'égard des deux parties. La qualité de commerçant appartenant à chaque membre de l'association n'est pas suffisante pour donner à l'obligation un caractère commercial. La théorie de l'accessoire, consacrée par la jurisprudence, par laquelle certains actes purement civils par eux-mêmes sont des actes de commerce, quand ils sont faits par un commerçant pour les besoins de sa profession, ne saurait s'appliquer au fait d'entrer dans un syndicat professionnel, qui ne peut accomplir aucun acte de commerce.

(1) Caen, 30 mai 1892, S. 1894. 2. 139 et la note. Conf. par la Cour.

Dans le même sens que l'arrêt du tribunal de Caen, nous trouvons un autre arrêt décidant que, les agents d'affaires étant commerçants, c'est à la juridiction consulaire qu'il appartient de connaître d'une demande formée par la chambre syndicale contre l'un d'eux en paiement de ses cotisations (1).

Il arrive souvent en pratique qu'un syndicat professionnel ne craint pas de sortir des attributions que lui ont été fixées et de se livrer à des actes de commerce. Cette conduite du syndicat a des conséquences assez importantes. Nous nous contenterons de parler de celle qui nous intéresse plus particulièrement, relative à la juridiction compétente.

Il est naturel que le syndicat, qui excède les limites de sa capacité en se livrant à des opérations commerciales, subisse les conséquences de sa faute et puisse être poursuivi devant les tribunaux de commerce. Cette juridiction sera compétente, bien qu'en agissant ainsi le syndicat ne soit pas une société commerciale régulièrement constituée. On objecterait à tort que, la société étant nulle par absence de formes, le créancier ne pourra pas la poursuivre, pas plus devant le tribunal de commerce que devant la juridiction civile. L'article 56 de la loi du 24 juillet 1867 dit en effet que la nullité d'une société de commerce par absence de formes est inopposable aux tiers.

La jurisprudence n'hésite pas à reconnaître la compétence des tribunaux consulaires.

Le syndicat des agriculteurs du Maine achetait des marchandises pour les revendre avec bénéfice. Le tribunal d'Angers, dans un arrêt confirmé par la Cour d'appel (2), décide que le syndicat qui fait ainsi des actes de commerce en violation de l'esprit et du texte de la loi de 1884 est justiciable des

(1) Trib. paix Paris, 6 mars 1896, *Gaz. Pal.*, 1896, p. 610.

(2) Angers, 29 octobre 1894, *Gaz. Pal.*, 94.2.602. *Annales de droit commercial*, 1895. 1,8 et la note.

tribunaux de commerce : « attendu que la loi de 1884 est journellement violée par les syndicats qui achètent des marchandises de toutes sortes pour les revendre avec des bénéfices souvent supérieurs à ceux du commerce ; attendu que ces syndicats font au commerce local une concurrence d'autant plus grande qu'ils n'ont à supporter, ni patentes, ni impôts, tandis que les commerçants, en dehors de la patente et des autres impôts de commerce, ont des frais plus élevés de loyer, de manutention, des charges de famille, que n'ont pas les syndicats ; attendu qu'il résulte du prix courant imprimé du syndicat des agriculteurs du Maine pour l'automne 1893 qu'ils sont suffisamment majorés pour constituer un bénéfice dont se contenteraient beaucoup de commerçants ; le syndicat est malvenu d'invoquer la loi du 21 mars 1884 ».

Du rapport d'un expert comptable et des débats ouverts sur ce rapport, il ressortait d'une façon évidente que la chambre syndicale des ouvriers teinturiers d'Haubourdin achetait en gros des charbons et les revendait en détail non seulement aux membres du syndicat, mais encore à tout venant. Ces faits constituant sans aucun doute des actes de commerce, le tribunal de paix se déclare incompétent (1) : « Attendu que les syndicats professionnels sortent de leur rôle et de leurs attributions très nettement déterminés, lorsqu'ils se livrent à des opérations commerciales ; qu'aussi a-t-il été à juste raison décidé qu'en pareil cas les personnes qui composent le syndicat doivent être considérées à l'égard de ces opérations, non plus comme membres d'un syndicat professionnel, dans le sens de la loi de 1884, mais comme membres d'une association commerciale en participation et que par suite les contestations qui naissent entre eux de cette association, sont de la compétence des tribunaux consulaires. »

(1) Trib. paix Lille, 28 janvier 1895, *Gaz. Pal.*, 95.1, supp. 43.
B. — 9

Le cas qui se présente le plus souvent en pratique est celui de l'achat et de la revente avec bénéfice aux membres du syndicat ou à des personnes étrangères. On rencontre aussi des espèces différentes. Le tribunal de Marseille a jugé une affaire dans laquelle il s'agissait des membres d'un syndicat se réunissant pour travailler à une entreprise de construction sur le terrain d'autrui. L'arrêt décide que les membres de ce syndicat forment une véritable société commerciale et que les contestations s'élevant entre eux sont de la compétence de la juridiction consulaire (1).

Le tribunal de commerce sera donc compétent chaque fois que l'acte qui donne lieu à une contestation a tous les caractères d'un acte de commerce. La difficulté sera souvent de distinguer si l'acte en question a bien le caractère commercial (2).

(1) Tribunal de commerce de Marseille, 13 septembre 1887, *Recueil de Marseille*, 1888.1.135.

(2) Cour de Paris, 2 juillet 1880, S. 81.2.89.

CONCLUSION

La loi du 21 mars 1884, tout en reconnaissant aux syndicats professionnels une existence légale, leur accorde le privilège assez rare de la personnalité civile. « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice », dit notamment l'article 6, qui signale ainsi une des principales conséquences de cette personnalité.

Nous avons vu que les syndicats peuvent agir en justice dans de nombreuses circonstances. Ils ont seuls le droit d'intervenir en qualité de demandeurs ou de défendeurs, chaque fois que la contestation est relative à leur constitution, à leur patrimoine ou aux obligations qu'ils sont susceptibles de contracter. Malgré les opinions contradictoires qui existent, et en doctrine et en jurisprudence, nous leurs permettons, lorsque les membres syndiqués ont éprouvé un préjudice, de prendre la défense de l'intérêt professionnel, à moins que l'intérêt lésé ne soit purement individuel, et aussi de poursuivre l'exécution du contrat de travail qu'ils ont signé ; cette solution nous semble conforme à l'article 3, qui limite l'objet des syndicats professionnels non seulement à l'étude, mais aussi à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Ces actions, dispensées de l'autorisation préalable de l'article 1032 du Code de procédure et parfois aussi du prélimi-

naire de conciliation, seront portées devant le tribunal civil du siège social. Un représentant légal agira à la place du syndicat.

Qu'il nous soit permis en terminant de citer quelques lignes de M. Hubert-Valleroux relatives au contrat de travail. « Les syndicats ouvriers existent, dit-il (1), ils ont une situation légale, et s'ils veulent, au lieu d'exciter les grèves, servir de lien entre les patrons et les ouvriers, s'ils veulent porter aux patrons, qui ne peuvent discuter avec une foule confuse, les demandes des ouvriers et rapporter aux ouvriers les propositions des patrons, être enfin d'utiles intermédiaires, s'ils veulent jouer ce rôle, il sera avantageux de les voir traiter avec les patrons au nom de leurs membres. Le peuvent-ils légalement ? ...Notre législation, singulièrement restrictive en matière de personnalité d'association, admet qu'un syndicat traite au nom de ses membres... Il peut faire le contrat, mais, si ce contrat est violé, il n'en peut assurer l'exécution. Nos juristes trouvent bon que le syndicat passe le contrat à la place des ouvriers, qui sont inexpérimentés et individuellement faibles, mais s'il s'agit d'une action en justice, chose plus difficile, plus compliquée, plus coûteuse qu'un contrat, le syndicat ne peut plus les remplacer. Cette association qui a pour but de mettre sa force sérieuse et effective à la place des forces limitées et dispersées de ses membres ne peut les servir dans une si importante occasion. Là où l'on ne pouvait avoir qu'une action en justice, les maximes reçues dans nos tribunaux veulent qu'il y en ait cent ou mille. »

Contrairement à l'opinion de M. Hubert-Valleroux, nous avons reconnu aux syndicats le droit de demander en justice l'exécution du contrat de travail qu'ils ont signé.

La doctrine est très divisée sur ce sujet. La jurisprudence

(1) *Le contrat de travail*, par Hubert-Valleroux, p. 204.

de son côté donne des solutions contradictoires. Le contrat de travail a une telle importance, il peut rendre de tels services aux ouvriers et aux patrons, qu'il est souhaitable qu'un texte de loi intervienne et permette nettement aux syndicats non seulement de traiter au nom de leurs membres, mais encore d'assurer l'exécution du contrat. Ce serait faire un grand pas vers la paix sociale.

Vu :

Le Président de la thèse,
M. PLANIOL.

Vu :

Le Doyen,
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Situation précaire des associations professionnelles avant la loi du 21 mars 1884 et avantages que leur accorde cette loi, notamment le droit d'ester en justice. Division du sujet.	1

CHAPITRE PREMIER

<i>L'action en justice ne peut dans certains cas être exercée que par le syndicat ou ne doit être dirigée que contre lui.</i>	9
SECTION I. — De la personnalité civile du syndicat. Théorie traditionnelle de la personnalité, continuée par la loi de 1884	9
SECTION II. — Actions relatives à la constitution du syndicat. Demande en dissolution du syndicat par le procureur de la République. Question soulevée par voie incidente par le défendeur au procès. Propriété du nom.	15
SECTION III. — Actions relatives au patrimoine du syndicat. Cotisations dues par les membres actifs, démissionnaires ou exclus. Amendes. Actions établies par l'article 6 au sujet des acquisitions d'immeubles à titre onéreux ou à titre gratuit. Défense du patrimoine collectif. Actions du membre démissionnaire ou exclu contre le syndicat. Responsabilité du syndicat vis-à-vis des tiers ou des membres syndiqués.	22
SECTION IV. — Actions relatives aux diverses obligations que le syndicat est susceptible de contracter. Règles du mandat appliquées à la représentation légale du syndicat. Le représentant excède les bornes de son mandat : ratification et gestion d'affaires. Substitution d'une tierce personne au mandataire. Achat et revente sans bénéfice aux membres syndiqués : actions résultant de ce contrat	53

CHAPITRE II

<i>De l'étendue du droit des syndicats d'ester en justice. Intérêt professionnel en jeu</i>	65
SECTION I. — Validité de l'action exercée par le syndicat à l'occasion de dommages causés à ses membres. Solutions contradictoires de la jurisprudence. Loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice illégal de	

la médecine. Intérêt général et collectif. Théories opposées dans la doctrine.	70
SECTION II. — Contrat de travail passé par le syndicat. Solutions de la jurisprudence en faveur de la validité de ce contrat, Opinions contradictoires en doctrine et en jurisprudence au sujet de l'action intentée par le syndicat, en cas d'inexécution de ce contrat.	93
APPENDICE. — Restriction du droit des syndicats d'ester en justice, résultant des termes mêmes des statuts	112

CHAPITRE III

<i>Examen des questions de procédure relatives aux actions intentées par le syndicat ou dirigées par le syndicat</i>	115
SECTION I. — La nécessité d'une autorisation préalable est-elle applicable au syndicat pour ester en justice en vertu de l'article 1032 du Code de procédure civile ?	116
SECTION II. — Personne qui a qualité pour ester en justice au nom du syndicat.	118
SECTION III. — Ces actions sont-elles soumises au préliminaire de conciliation ?	121
SECTION IV. — Tribunal compétent <i>ratione personæ</i> et <i>ratione materiæ</i> . Conséquences au point de vue de la compétence des actes de commerce faits par le syndicat	123
CONCLUSION	131

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot.— J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier (Hte-Marne)
